SUJETS ET CORRIGÉS DES ÉPREUVES 2008

Culture générale ..... *p. 30*

Logique et analyse ..... *p. 43*

Anglais ..... *p. 62*

Allemand ..... *p. 82*

Espagnol ..... *p. 89*

Italien ..... *p. 98*

Revue de presse ..... *p. 105*

CULTURE GÉNÉRALE

Durée : 1 heure

I. EXPRESSION FRANÇAISE

1. Que signifie être « stoïque » ?
   A. Être impassible
   B. Être complexé
   C. Être sensible
   D. Être rusé

2. Quel sens avait, à l'origine, l'expression « tout à l'heure » ?
   A. Le même sens qu'aujourd'hui
   B. Tout de suite
   C. Il y a un instant
   D. Dans un moment

3. Parmi les termes suivants, lequel n'est pas un concept freudien ?
   A. Le complexe d'Œdipe
   B. La libido
   C. La volonté de puissance
   D. La sublimation

4. Centripète est un adjectif qui qualifie :
   A. Une force qui attire vers le centre tout objet soumis à un mouvement de rotation
   B. Une phobie des lieux publics
   C. Une force qui éloigne du centre tout objet soumis à un mouvement de rotation
   D. Une position politique qui se revendique au centre

5. Parmi les mots suivants, lequel signifie « obscur, mystérieux» ?
   A. Cristallin
   B. Sibyllin
   C. Paradoxal
   D. Factice

6. Par quel mot désigne-t-on la croyance en un Messie et l'attente de sa venue ?
   A. Le messianisme
   B. L'œcuménisme
   C. Le prosélytisme
   D. Le machisme

7. Quel type de gouvernement désigne le terme « autocratie » ?
   A. Un gouvernement sous influence militaire
   B. Un gouvernement sous influence religieuse
   C. Le gouvernement d'un parti politique unique
   D. Un gouvernement où un seul gouverne, avec une autorité sans borne

8. Parmi les termes suivants, lequel désigne un vote unanime ?
   A. Plébiscite
   B. Référendum
   C. Élections
   D. Consultation

9. Un misanthrope est :
A. Un homme qui hait le genre humain
B. Un homme qui craint la foule
C. Un homme qui aime son prochain comme lui-même
D. Un homme qui a la phobie des lieux clos

10. Qu'est-ce qu'un régicide ?
A. L'assassin de son père
B. L'assassin de sa mère
C. L'assassin de son roi
D. L'assassin de son enfant

11. Dans la liste suivante, quel mot est un synonyme de « magnanime» ?
A. Clément
B. Poltron
C. Courageux
D. Impassible

12. Quel est le contraire d'affliction ?
A. Tristesse
B. Tranquillité
C. Joie
D. Courage

13. Quelle est l'origine du terme « antagonisme » ?
A. Le mot grec *agônia* qui signifie « lutte »
B. Le mot grec *agônia* qui signifie « entente »
C. Le mot latin *agonismus* qui signifie « guerre »
D. Le mot latin *agonismus* qui signifie « paix »

14. Dans la liste suivante quel est le contraire de « à propos, convenable » ?
A. Maladroit
B. Intempestif
C. Opportun
D. Funeste

15. Une phobie est :
A. Un objectif que l'on se fixe
B. Un attachement passionnel à un objet ou à une personne
C. Une crainte maladive, excessive
D. Une paralysie physique

16. Dans la liste suivante, quel terme est le contraire d'importun ?
A. Opportun
B. Inopportun
C. Indiscret
D. Fâcheux

17. Quel sens a le mot « cœur » dans le vers de Corneille « *Rodrigue, as-tu du cœur ?* »
A. Courage
B. Pitié
C. Sympathie
D. Gentillesse

18. À quel vocabulaire appartient aujourd'hui le terme « fiduciaire », du latin *fiducia* qui signifie « confiance » ?
A. Au vocabulaire économique
B. Au vocabulaire religieux
C. Au vocabulaire philosophique
D. Au vocabulaire sociologique

19. Quel synonyme pour l'adjectif « fielleux » ?
A. Amical
B. Fier
C. Haineux
D. Fidèle

20. Que signifie « être lunatique » ?
A. Être rêveur
B. Avoir un caractère instable
C. Être paresseux
D. Avoir la peau très blanche

21. Que désignent, dans le vocabulaire religieux, les limbes ?
A. L'enfer
B. Le paradis
C. Le séjour des âmes avant la mort du Christ et de celles des enfants morts sans baptême
D. L'emplacement de la crucifixion du Christ

22. Que désigne le terme « schisme » ?
A. Une roche sédimentaire
B. Séparation des fidèles d'une religion qui reconnaissent une autorité différente
C. Un phénomène physique de scission
D. Forme ou ensemble de formes qui fait le style d'un artiste, d'un mouvement artistique ou d'une époque

23. Que désigne-on par le terme « magistère » ?
A. Une retraite dans un monastère
B. Une autorité doctrinale, morale ou intellectuelle, unanimement reconnue
C. La carrière de juge
D. L'activité d'un magicien

24. Parmi les citations suivantes, laquelle est empruntée à Pascal, auteur classique du 17e siècle ?
A. « *Le cœur a ses raisons que la raison ne connaît point* ».
B. « *Le soleil ni la mort ne se peuvent regarder fixement* ».
C. « *La politique est la continuation de la guerre par d'autres moyens* ».
D. « *La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens* ».

25. L'aurore désigne quel moment du jour ?
A. Les premières lueurs du jour
B. La fin du jour
C. Midi
D. La fin de l'après-midi

II. HISTOIRE, GÉOGRAPHIE, ART, LITTÉRATURE

26. Que désigne-t-on par l'expression « la longue marche » :
A. Le pèlerinage de Saint Jacques de Compostelle
B. Le périple de plus d'un an de l'Armée rouge pour échapper à l'armée nationaliste de Tchang Kaï-chek durant la Guerre civile chinoise
C. L'invention de l'électricité
D. La première marche sur la lune

27. Quel philosophe français a écrit *Surveiller et punir* ?
A. Gilles Deleuze B. Michel Foucault
C. Jacques Derrida D. Descartes

28. Que désigne « septembre noir » ?
A. Les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis
B. La guerre des six jours menée par Israël contre l'Égypte en juin 1967
C. Le massacre de Palestiniens par l'armée jordanienne en 1970
D. L'explosion de l'usine AZF à Toulouse

29. « Rien ne sert de courir, il faut partir à point ».
À quel auteur classique doit-on ce vers devenu proverbial ?
A. La Rochefoucauld B. Molière
C. La Bruyère D. La Fontaine

30. À quel contexte historique fait référence *Guernica*, peint par Picasso en 1937 ?
A. L'occupation de la France par les Nazis
B. La guerre d'Espagne
C. Le début de la dictature de Salazar au Portugal
D. L'attaque de Pearl Harbor par les Japonais

31. Parmi les œuvres suivantes, laquelle n'a pas été écrite par Sartre ?
A. *L'existentialisme est humanisme* B. *Huis-clos*
C. *La chute* D. *La nausée*

32. Parmi les hommes de sciences suivants, lequel fut contraint de renier ses recher ches concluant la rotation de la terre autour du soleil, sous la menace de l'Inquisition catholique ?
A. Kepler B. Galilée
C. Einstein D. Copernic

33. Parmi les ouvrages suivants, lequel n'a-t-il pas été écrit par Marx ?
A. *Le Manifeste du Parti Communiste*
B. *La Lutte des Classes en France*
C. *Le petit livre rouge*
D. *Le Capital*

34. Dans quel contexte le président américain John F. Kennedy a déclaré « *Ich bin ein Berliner* » (« *Je suis un berlinois* ») ?
A. Au lendemain de la Première Guerre mondiale
B. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale
C. Au lendemain de la construction du mur de Berlin
D. Au lendemain de la chute du mur de Berlin

35. Néron, personnage de la tragédie de Racine Britannicus, a réellement existé. Qui était-il ?
A. Un citoyen grec
B. Un esclave romain
C. Un sénateur romain
D. Un empereur romain

36. Quel est le chef de file du mouvement artistique né après la Seconde Guerre mondiale appelé le « Pop Art » ?
A. Jackson Pollock
B. Pablo Picasso
C. Andy Warhol
D. Matisse

37. Parmi les auteurs suivants, qui constate en 1919 : « *Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles* » ?
A. Marcel Proust
B. Paul Valéry
C. André Malraux
D. Albert Camus

38. Qu'est-ce que la « musique sérielle » ?
A. Un procédé de composition musicale inventée par une École viennoise au début du XXe siècle
B. Un procédé de composition inventé par l'École romantique française, dans le deuxième tiers du XIXe siècle
C. La musique des opéras séria
D. La procédé de composition inventé par Rameau

39. Parmi les massifs montagneux suivants, lequel n'est pas une frontière naturelle de la France ?
A. Les Alpes
B. Les Pyrénées
C. Le massif central
D. Le Jura

40. Quel auteur français a écrit le recueil de poésies intitulé *Les châtiments* ?
A. Victor Hugo
B. Charles Baudelaire
C. Aragon
D. Apollinaire

41. Quand le principe de l'avortement librement décidé par les femmes a-t-il été légalisé en France ?
A. 1936
B. 1945
C. 1974
D. 1981

42. Quelle organisation de défense fut créée en 1949 contre le bloc de l'Est ?
A. L'ONU
B. L'OTAN
C. L'UNESCO
D. La CECA

43. Quels pays, parmi les listes suivantes, étaient « non-alignés » pendant la Guerre froide ?
A. La Finlande, la Suisse, la Suède
B. L'Afrique du Sud, la Nouvelle Zélande, l'Australie
C. La Yougoslavie, l'Égypte, l'Inde, l'Indonésie, la Birmanie et l'Éthiopie
D. L'Algérie, l'Iran, le Pakistan, Cuba

44. La loi de séparation de l'Église et de l'État en France date de quelle année ?
A. 1871
B. 1905
C. 1945
D. 1981

45. En quelle année la SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière) est rebaptisée Parti Socialiste ?
A. 1905
B. 1936
C. 1969
D. 1981

46. Dans quelle ville est allumée la flamme olympique ?
A. Athènes
B. Dans la ville qui accueille les Jeux olympiques
C. Olympie
D. Istanbul

47. Quel est le diamètre de la Terre ?
A. 12756 km
B. 6856 km
C. 25156 km
D. 18056 km

48. De quelle année date l'expression « *tiers-monde* » ?
A. 1939
B. 1945
C. 1952
D. 1973

49. Que désigne l'expression « *Toit du monde* » ?
A. L'Everest
B. La forêt amazonienne
C. Le Kilimandjaro
D. Jérusalem

50. Parmi les langues européennes suivantes, laquelle est une langue officielle de l'UE ?
A. La Breton
B. Le Gaëlique
C. Le Catalan
D. L'Écossais

III. CULTURE EUROPÉENNE

51. Qu'institue la convention de *Schengen* ?
    A. La libre circulation des personnes sur l'ensemble des territoires des États signataires et qui supprime le contrôle aux frontières extérieures
    B. Une politique sociale commune et un programme de développement technologique commun
    C. Une politique économique de libre-échange et de lutte contre les obstacles à la libre concurrence
    D. Une politique culturelle commune et une langue commune

52. Qui était Érasme, à l'origine du nom donné au programme d'échanges européen d'étudiants, Érasmus ?
    A. Un théologien humaniste néerlandais du XVe siècle
    B. Un rhétoricien latin du IIe siècle avant notre ère
    C. Un Sophiste grec du IVe siècle avant notre ère
    D. Un philosophe français du XVIIe siècle

53. Quel pays européen Tito gouverna-t-il de 1945 à 1980 ?
    A. La Grèce
    B. La Yougoslavie
    C. L'Espagne
    D. Le Portugal

54. Parmi les institutions suivantes, laquelle est une instance de l'Union européenne ?
    A. L'OTAN
    B. Le Conseil de l'Europe
    C. Le Conseil européen
    D. Le FMI

55. Quelle est la population de l'Union européenne ?
    A. 260 millions
    B. 350 millions
    C. 490 millions
    D. 670 millions

56. Comment a-t-on appelé les événements historiques qui ont permis l'instauration de la démocratie au Portugal ?
    A. La révolution orange
    B. La révolution des œillets
    C. La révolution de velours
    D. La révolution d'octobre

57. Parmi les pays suivants, lequel est officiellement candidat à l'entrée dans l'Union européenne ?
    A. Le Maroc
    B. La Macédoine
    C. Le Kosovo
    D. L'Ukraine

58. Où siège le Parlement européen ?
    A. Bruxelles
    B. Francfort
    C. Luxembourg
    D. Strasbourg

59. Où siège la Cour européenne de Justice ?
A. La Haie
B. Strasbourg
C. Luxembourg
D. Bruxelles

60. Actuellement, combien y a-t-il de Commissaire siégeant à la Commission européenne par pays membres de l'Union européenne ?
A. 1
B. 2
C. 3
D. 4

61. Parmi les secteurs suivants, lequel secteur n'est pas réglementé par une législation européenne ?
A. La gestion des forêts
B. La pêche
C. La chasse
D. L'agriculture

62. Dans quelle ville a été signé le nouveau traité destiné à modifier le projet de constitution européenne en décembre 2007 ?
A. Lisbonne
B. Paris
C. Bruxelles
D. Nice

63. Que désigne le cigle CECA, qui désigne la première forme de l'Union européenne, née en 1951 ?
A. Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier
B. Communauté Européenne de Coopération Armée
C. Communauté Européenne de Coopération Amicale
D. Communauté Européenne de Coopération Agricole

64. Parmi les frontières naturelles suivantes, laquelle constitue est une frontière du continent européen ?
A. L'Oural
B. La Manche
C. Les Pyrénées
D. La Volga

65. Combien dure un mandat de député européen ?
A. 5 ans
B. 4 ans
C. 7 ans
D. 2 ans et six mois

66. Quel est l'actuel Président de la Commission européenne ?
A. Gordon Brown
B. Valéry Giscard d'Estaing
C. José Manuel Barroso
D. Romano Prodi

67. Quels pays européens, parmi ceux qui suivent, admettent, sous une forme ou une autre l'adoption pour les couples homosexuels ?
A. Le Portugal, la France, la Grèce, Malte, Chypre
B. La Belgique, l'Espagne, l'Islande, la Norvège, le Royaume-Uni, la Suède
C. La Bulgarie, la Roumanie, la Pologne, la Croatie
D. L'Autriche, Hongrie, la Slovénie, la Finlande

68. De quel pays européen, Ljubljana est la capitale ?
A. La Bosnie
B. La Roumanie
C. La Suède
D. La Slovénie

69. Dans quel secteur suivant, l'Union européenne a une compétence législative ?
A. L'environnement
B. La culture
C. La fiscalité
D. L'éducation

70. Dans quelle proportion l'Union européenne entend-elle faire baisser l'émission de gaz à effet de serre avant 2020 ?
A. 8 %
B. 20 %
C. 30 %
D. 80 %

71. Quel autre pays, en plus de la France, a rejeté par référendum le projet de constitution européenne en 2005 ?
A. La Belgique
B. Les Pays-Bas
C. L'Allemagne
D. L'Italie

72. Parmi les pays européens suivant lequel a le plus bas taux de natalité ?
A. L'Allemagne
B. La France
C. L'Irlande
D. La Suède

73. Depuis quelle année l'Espagne est-elle devenue une monarchie constitutionnelle ?
A. 1918
B. 1936
C. 1945
D. 1975

74. Quelle est la capitale de la Roumanie ?
A. Sophia
B. Bucarest
C. Ljubljana
D. Tallin

75. Quel est le dernier pays à avoir adopter l'Euro ?
A. La Slovénie
B. La Croatie
C. La Grèce
D. Malte

IV. Actualité

76. Que désigne l'expression « *subprimes* » ?
A. Les bonus des PDG des banques d'affaires
B. Les bonus des traders travaillant pour les plus grandes banques d'affaires
C. Les crédits immobiliers à risques
D. Des profits records réalisés par des établissements financiers

77. Parmi les banques d'affaires suivantes, laquelle n'a pas été fragilisée par la crise des *subprimes* ?
A. Merril Lynch
B. Citigroup
C. Morgan & Stanley
D. Goldmann & Sachs

78. Parmi la liste suivante, que produit la firme américaine Monsanto ?
A. Du maïs transgénique
B. Du vin
C. Des médicaments
D. De l'électro-ménager

79. Par quel mode de scrutin le président des États-Unis est-il élu ?
A. Le suffrage universel direct
B. Le suffrage universel indirect
C. Élection par le Congrès américain
D. Élection par le Sénat américain

80. Parmi les écrivains suivants, duquel célèbre-t-on le centenaire de la naissance cette année (en 2008) ?
A. Marcel Proust
B. Simone de Beauvoir
C. Françoise Sagan
D. Albert Camus

81. Quel est le taux de croissance des États-Unis au dernier trimestre 2007 ?
A. 0, 3 %
B. 0, 6 %
C. 3, 5 %
D. 4,9 %

82. Dans quel pays le pouvoir cinghalais et les rebelles tamouls s'affrontent-ils ?
A. Au Sri Lanka
B. Au Kenya
C. Au Tchad
D. Au Soudan

83. Quel statut a le Kosovo aujourd'hui ?
A. C'est une région de la Serbie
B. C'est un État indépendant
C. C'est une région placée sous tutelle internationale
D. C'est une région de la Bosnie

84. Quelle ville accueille les Jeux olympiques en 2008 ?
A. Athènes
B. Pékin
C. Londres
D. Paris

85. Quel est le leader mondial des logiciels ?
A. Microsoft
B. Apple
C. Linux
D. Intel

86. Mouamar Khadafi est au pouvoir en Libye depuis :
A. 1969
B. 1973
C. 1981
D. 1999

87. À quel portail de recherches Microsoft a fait une offre d'achat en février 2008 ?
A. Yahoo ! B. Google
C. Wanadoo D. MSN

88. Quand Bénazir Buto fut-elle Premier ministre du Pakistan, avant son assassinat en décembre 2007 ?
A. De 1988 à 1990 B. De 1988 à 1990 et de 1993 à 1996
C. De 1993 à 1996 D. De 2001 à 2007

89. Quel est le nom de l'actuel président iranien ?
A. Mahmoud Ahmadinejad B. Parviz Davoudi
C. GholamReza Aghazadeh Khoy D. Mohammad Khatami

90. Quelle a été le type de mesure prise par la Réserve fédérale américaine à la suite de la crise des *subprimes* ?
A. La diminution les taux d'intérêts directeurs
B. L'augmentation des taux d'intérêts directeurs
C. L'imposition d'opérations de fusion aux banques fragilisées par la crise
D. L'accord de prêts exceptionnels aux banques fragilisées par la crise

91. Parmi les chefs d'État suivants, lequel a contribué de manière déterminante à la libération de deux otages par les FARC en janvier 2007 ?
A. Nicolas Sarkozy B. George W. Bush
C. Hugo Chavez D. Fidel Castro

92. Quelle fonction a actuellement Barack Obama, l'un des candidats démocrates à la Présidence des États-Unis ?
A. Sénateur de l'Illinois
B. Gouverneur du Texas
C. Gouverneur de la Californie
D. Sénateur de l'État de New York

93. Parmi les personnes suivantes, laquelle est l'otage qui a été libéré par les FARC en janvier dernier ?
A. Clara Rojas
B. Ingrid Betancourt
C. Florence Aubenas
D. Georges Malbrunot

94. Quel est le nom de la commission présidée par Jaques Attali, chargée en août 2007 de remettre des propositions de réformes au gouvernement actuel ?
A. La Commission pour la Libération de la Croissance Française
B. La Commission pour la Libération du Pouvoir d'achat français
C. La Commission pour la Croissance française
D. La Commission pour le Pouvoir d'achat des Français

95. En quelle année Ingrid Bétancourt a-t-elle été faite prisonnière par les FARC en Colombie ?
A. 1999 B. 2000
C. 2002 D. 2003

96. En quelle année Vladimir Poutine a-t-il été élu président de la Russie ?
A. 1998 B. 2000
C. 2002 D. 2005

97. Combien de dollars vaut 1 euro à la fin de janvier 2008 ?
A. 0, 75 B. 1, 50
C. 1, 70 D. 2

98. De quel pays, le général Suharto, décédé en janvier 2008, a été dictateur ?
A. La Malaisie B. Les Philippines
C. L'Indonésie D. La Corée du Nord

99. Quel prix le baril de pétrole a-t-il dépassé en janvier 2008 ?
A. 99 $ B. 49 $
C. 75$ D. 150 $

100. Quelle proportion de la surface cultivée en France représentent les cultures de maïs transgéniques en 2007 ?
A. 0.7 % B. 5 %
C. 15 % D. 50 %

TABLEAU DES BONNES RÉPONSES

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
A	B	C	A	B	A	D	A	A	C
11	**12**	**13**	**14**	**15**	**16**	**17**	**18**	**19**	**20**
A	C	A	B	C	A	A	A	C	B
21	**22**	**23**	**24**	**25**	**26**	**27**	**28**	**29**	**30**
C	B	B	A	A	B	B	C	D	B
31	**32**	**33**	**34**	**35**	**36**	**37**	**38**	**39**	**40**
C	B	C	C	D	C	B	A	C	A
41	**42**	**43**	**44**	**45**	**46**	**47**	**48**	**49**	**50**
C	B	C	B	C	C	A	C	A	B
51	**52**	**53**	**54**	**55**	**56**	**57**	**58**	**59**	**60**
A	A	B	C	C	B	B	D	C	A
61	**62**	**63**	**64**	**65**	**66**	**67**	**68**	**69**	**70**
A	A	A	A	A	C	B	D	A	B
71	**72**	**73**	**74**	**75**	**76**	**77**	**78**	**79**	**80**
B	A	D	B	D	C	D	A	B	B
81	**82**	**83**	**84**	**85**	**86**	**87**	**88**	**89**	**90**
B	A	A	B	A	A	A	B	A	A
91	**92**	**93**	**94**	**95**	**96**	**97**	**98**	**99**	**100**
C	A	A	A	C	B	B	C	A	A

LOGIQUE ET ANALYSE QUANTITATIVE

Durée : 1 h 30

PARTIE I : RÉSOLUTION DE SUITES LOGIQUES

1. Compléter la série suivante.

1 2 2 4 8 32 ?

A. 128 B. 256 C. 1024 D. 64

2. Compléter le tableau suivant.

1	**2**	**3**	**0**
4	**0**	**4**	**0**
5	**4**	**9**	**0**
8	**?**	**10**	**0**

A. 14 B. 6 C. 2 D. 0

3. Compléter la série suivante.

Porc Ange Ananas Falaise ?

A. Équation B. Lavabo C. Idiot D. Hauteur

4. Compléter la série suivante.

V XI LIX MCVI ?

A. M B. LVX C. MCCXI D. MCXV

5. Si ABC = 6, si XYZ = 75 alors OPQ = ?

A. 54 B. 45 C. 48 D. 112

6. Compléter la série suivante.

U D T Q C S S H ?

A. N B. W C. X D. H

7. Trouver le nombre manquant.

Chat = 20 Vin = 14 Fille = 5 Lavabo = ?

A. 15 B. 16 C. 6 D. 22

8. Quel nombre manque aux deux séries ?

5557	**7438**	**3397**	**2893**	**?**
				6632
				7722
				1112
				9902

A. 1142 B. 8842 C. 5662 D. 7742

9. Compléter la série suivante.

2 9 28 65 126 ?

A. 212 B. 217 C. 314 D. 215

10. Si François à 53 ans et Bastien 43 ans, quel est l'âge de Laure ?

A. 23 B. 50 C. 32 D. 96

PARTIE II : CAPACITÉS CALCULATOIRES

11. Calculer $0,001 \times 10^3 \times 10000 \times 10^{-4}$

A. 0,01 B. 0,1 C. 1 D. 10

12. Simplifier $\sqrt{27} + 2\sqrt{75} - 7\sqrt{12}$

A. $\sqrt{5}$ B. $-\sqrt{3}$ C. $\sqrt{7}$ D. $\sqrt{3}$

13. L'ensemble des solutions de l'équation $x^4 - 2x^2 + 1 = 0$ est :

A. {-1 ;1} B. {1} C. {0} D. $\varnothing$

14. Calculer $\left(\frac{1}{3} + \frac{1}{5}\right)^4 \times \left(\frac{15}{4}\right)^4$

A. $\frac{1}{4}$ B. $\frac{1}{3}$ C. $\frac{1}{2}$ D. 16

15. Que vaut $\dfrac{1}{\dfrac{1}{2}+\dfrac{1}{1+\dfrac{1}{2}}}$?

A. $\dfrac{7}{6}$ B. $\dfrac{1}{2}$ C. $\dfrac{6}{7}$ D. $\dfrac{7}{8}$

16. La fonction dérivée de la fonction f tel que $f(x)=\exp(1-\dfrac{1}{x})$ sur]0 ; +∞[, est :

A. $x \mapsto -\dfrac{1}{x}\exp(1-\dfrac{1}{x})$ B. $x \mapsto -\dfrac{1}{x^2}\exp(1-\dfrac{1}{x})$

C. $x \mapsto \dfrac{1}{x^2}\exp(1-\dfrac{1}{x})$ D. $x \mapsto -\dfrac{1}{x}\exp(\dfrac{1}{x})$

17. Quel est l'ensemble de définition de la fonction $x \mapsto \ln\left(1-x^2\right)+\sqrt{x}$?

A. $\left[1,+\infty\right[$ B. $\left]0,+\infty\right[$ C. $\left]0,1\right[\cup\left]1,+\infty\right[$ D. $\left[0;1\right[$

18. Le résultat de l'opétation $\exp\left(\ln\left(\dfrac{1}{2}\right)+\ln\left(\dfrac{2}{3}\right)+\ln\left(\dfrac{3}{4}\right)+...+\ln\left(\dfrac{2007}{2008}\right)\right)$ est :

A. 1 B. $\dfrac{1}{2007}$ C. $\dfrac{212356}{212357}$ D. $\dfrac{1}{2008}$

19. La solution du système $\begin{cases} x+y+z=6 \\ -x+2y-z=0 \\ 3x-3y+2z=3 \end{cases}$ est :

A. {(1 ;-2 ;3)} B. {(0 ;4 ;2)} C. {(2 ;2 ;2)} D. {(1 ;2 ;3)}

20. L'ensemble des solutions de l'inéquation $\exp(x^2-x)<1$ est :

A. $\left]-\infty,0\right[$ B. $\left]-1,1\right[$ C. $\left]0,1\right[$ D. $\left[0;1\right]$

PARTIE III : RAISONNEMENT MATHÉMATIQUE

Trouver la bonne solution.

21. Laure et Thomas affichent le même nombre sur l'écran de leur calculatrice.
Thomas multiplie le nombre affiché par 3, puis ajoute 7.
Laure multiplie le nombre affiché par 8, puis retranche 18.
À la fin, ils obtiennent le même nombre.
Quel nombre ont-ils affiché au départ ?
A. 12 B. 8 C. 20 D. 5

22. Marc a 47 euros dans sa poche et Albert en a 25. Ils jouent ensemble aux cartes. L'un des joueurs a perdu un certain nombre d'euros et les a donnés à l'autre. Marc a maintenant le triple d'Albert. Combien Marc a-t-il d'euros ?
A. 54 B. 50 C. 53 D. 55

23. Paul et virginie habitent à 14 km l'un de l'autre. Souhaitant se rencontrer, ils partent à 18 heures de chez eux, sur la même route. Virginie part en direction de la maison de Paul en vélo, à la vitesse moyenne de 12 $km.h^{-1}$. Paul part de chez lui en skate à la vitesse moyenne de 16 $km.h^{-1}$.
Quelle distance en kilomètre aura parcourue Virginie ?
A. 5,5 B. 5 C. 6 D. 6,5

24. Quelle heure est-il ?
Il reste encore de la journée trois fois les deux tiers de ce qui s'est déjà écoulé.
Quelle est l'heure de cette conversation ?
A. 7 heure B. 7 heure 20 C. 7 heure 40 D. 8 heure

25. Une somme de 10 224,5 euros est partagée également entre plusieurs personnes. S'il y avait deux personnes de plus, chaque part serait réduite de 143 euros. Combien y a-t-il de personnes ?
A. 10 B. 11 C. 12 D. 15

26. Un restaurant de sushis commande 66 poissons. La commande comprend des saumons à 55 euros l'unité et des thons à 144 euros l'unité. La facture s'élève à 4 965 euros.
Combien le restaurateur a-t-il commandé de thons ?
A. 12 B. 13 C. 14 D. 15

27. Les superficies de deux champs carrés diffèrent de 672 m^2. Le côté du plus grand mesure 6 m de plus que le côté de l'autre. Quelle est la surface du plus grand ?
A. 3 481 B. 3 600 C. 3 334 D. 3 249

28. Soit six nombres entiers consécutifs. La différence entre le carré de la somme des trois derniers et le carré de la somme des trois premiers est égale à 729.
Quel est le plus grand des six nombres ?
A. 14 B. 15 C. 16 D. 17

29. Chez un épicier, trois pommes, quatre poires et cinq oranges coûtent ensemble 5 euros 40. Deux pommes, une poire et 10 oranges coûtent 7 euros 10.
Quel est le prix d'une pomme, d'une poire et de 3 oranges ?
A. 2 € B. 2 € 30 C. 2 € 50 D. 3 €

30. Un père décide de donner de l'argent à ses enfants. Il vend ses actions et donne au plus jeune un dixième de la somme plus 3 000 euros. Il donne au deuxième un cinquième de la somme et 2 000 euros et au plus âgé la moitié de la somme et mille euros. Il s'aperçoit que la somme donnée au deux plus jeunes est égale à celle donnée au plus âgé. Pour combien a-t-il vendu d'actions ?
A. 15 000 € B. 18 000 € C. 20 000 € D. 21 000 €

31. Soit la fraction $\frac{4}{5}$. On ajoute un même nombre au numérateur et au dénominateur de la fraction $\frac{4}{5}$. On fait le produit de ces deux fractions et on obtient $\frac{42}{53}$.
Quel est le nombre ajouté au numérateur et au dénominateur de la fraction $\frac{4}{5}$?
A. 100 B. 101 C. 102 D. 103

32. Une cuve contient 2 205 litres de vin. Trois robinets permettent de la vider. Le premier débite 3 litres par minute, le deuxième débite 5 litres en 30 secondes et le troisième 2 litres en 15 secondes. Au bout de combien de minutes la cuve sera vide ?
A. 105 B. 106 C. 107 D. 108

33. Un nombre est composé de cinq chiffres 0, 1, 4, 5 et 8. Il est divisible par 2 et par 5. Le chiffre des dizaines de mille est le double de celui des dizaines. Le nombre composé des trois derniers chiffres est plus petit que 200. Quel est le chiffre des centaines ?
A. 1 B. 4 C. 5 D. 8

34. Luc possède 108 pièces dans sa collection. Il possède deux fois plus de pièces de 2 € que de pièce de 1 € et 3 fois plus de pièce de 0,5 € que de pièces de 1 €. Combien possède-t-il de pièces de 0,5 € ?
A. 15 B. 18 C. 54 D. 56

35. Dans un cinéma de 230 places, une place étudiante coûte 5 € et une place plein tarif coûte 8 €. La salle est à moitié pleine et la recette est de 845 €. Combien y a-t-il d'étudiant dans la salle ?
A. 20 B. 22 C. 25 D. 28

36. Romain court sur une piste de 400 mètres à la vitesse de 22 $m.s^{-1}$ pendant 14 tours, puis à la vitesse de 12 $m.s^{-1}$ pendant 6 tours. Quelle est sa vitesse moyenne durant les 20 tours ?
A. 16 B. 17 C. 17,6 D. 17,8

37. Trois poules pondent neufs œufs en quatre jours. Combien d'œufs pondent quatre poules en une semaine ?
A. 21 B. 27 C. 18 D. 24

38. Une personne achète un ordinateur dont le prix marqué est 1 250 €. Il verse 100 € à la commande. Le jour de la livraison, il verse un quart du prix marqué. La somme qu'il reste à payer, augmenté de 10 %, sera payée à crédit en 5 mensualités. Quel est le prix de revient de l'ordinateur ?
A. 1 305,25 € B. 1 315,65 € C. 1 333,75 € D. 1 350,50 €.

39. Une personne a placé une somme d'agent en deux parties proportionnelles aux nombres 3 et 7. Elle place la première à 4 % et la deuxième à 6 %. Le revenu annuel s'élève à 1 197 €. Quelle est la somme placée à 4 % ?
A. 6 650 € B. 13 300 € C. 19 000 € D. 21 000 €

40. Dans un magasin, la première semaine de janvier, les prix diminuent de 20 %, la deuxième semaine, les prix diminuent encore de 10 %. Une jupe coûte 54 € après les deux semaines de soldes. Quel est son prix avant les soldes ?
A. 72,6 € B. 75 € C. 80 € D. 82,5 €

41. Le directeur d'une salle de spectacle a augmenté de 45 % le prix de la place. La recette n'a alors augmenté que de 16 %. De quel pourcentage le nombre de spectateurs a-t-il diminué ?
A. 7,2 % B. 10 % C. 20 % D. 32 %

42. Jean possède deux sacs de billes. Dans le premier sac, il y a 50 billes dont 24 % sont bleues. Dans le deuxième sac, il y a 60 billes dont 35 % sont bleues. Il décide de regrouper toutes ses billes dans un même sac. Quel est alors le pourcentage de billes bleues dans ce sac ?
A. 30 % B. 40 % C. 59 % D. 63 %

43. Jean multiplie par 3 l'âge qu'il avait il y a 8 ans. Il obtient l'âge qu'il aura dans 8 ans. Quel âge a-t-il ?
A. 14 ans B. 15 ans C. 16 ans D. 17 ans

44. Si j'avais lu deux fois plus de pages, j'en aurai lu 100 de plus que ce que j'ai déjà lu. Combien ai-je lu de pages ?
A. 50 B. 75 C. 100 D. 200

45. Un randonneur a marché 9 h pour effectuer une ballade aller-retour. Sa vitesse à l'aller est de 5 km/h et au retour 4 km/h. Quel nombre de kilomètres a-t-il parcouru ?
A. 9 km B. 13 km C. 18 km D. 20 km

46. Un verre est rempli d'un quart de Litre d'eau. On en boit les quatre cinquièmes. Combien reste-t-il alors dans le verre ?
A. 4 cL B. 5 cL C. 10 cL D. 25 cL

47. Dans un groupe de 35 sportifs, 10 sportifs font du tennis, 12 sportifs font du judo. Cinq sportifs font à la fois du tennis et du judo. On interroge au hasard un de ses sportifs. Quelle est la probabilité que ce sportif fasse du tennis, mais pas de judo ?

A. $\frac{10}{35}$ B. $\frac{1}{7}$ C. $\frac{24}{35}$ D. $\frac{1}{5}$

48. Dans une classe, il y a 4 garçons de plus que de filles. Si 3 filles quittaient la classe, il y aurait alors deux fois plus de garçons que de filles. Combien y a-t-il de filles dans cette classe ?
A. 10 B. 12 C. 14 D. 16

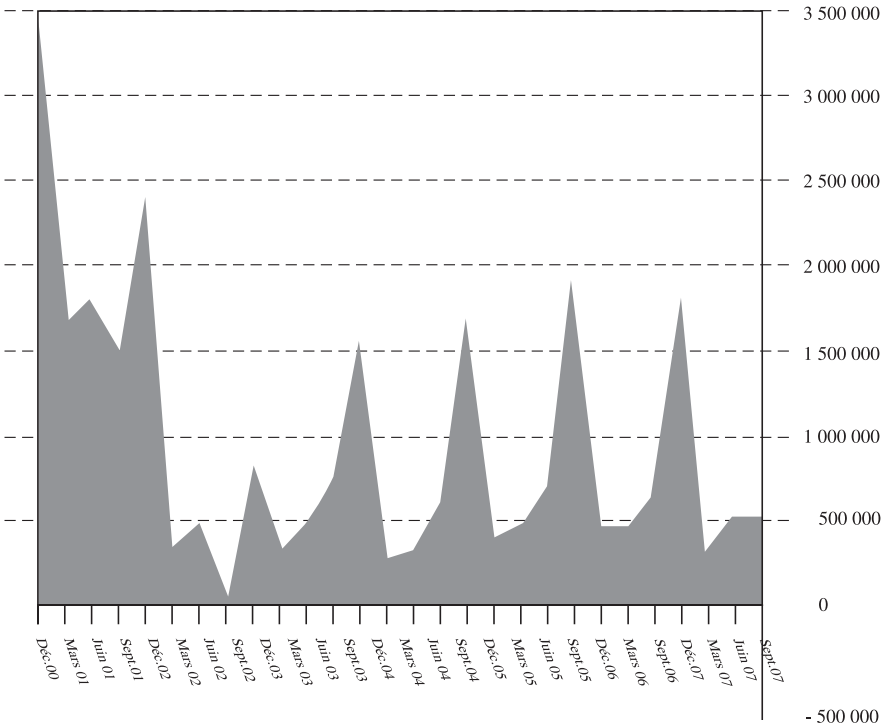
49. Dans un village, 45 % des habitants sont des femmes et 6 % des hommes sont célibataires. Quel est le pourcentage d'hommes célibataires dans ce village ?
A. 39 % B. 55 % C. 6 % D. 3,3 %

50. Jean possède deux pantalons (un bleu et un noir), trois chemises (deux bleues et une noire) et deux vestes (une bleu et une noire). Il choisit au hasard un pantalon, une chemise et une veste. Quelle est la probabilité qu'il soit habillé en bleu ?

A. $\frac{1}{3}$ B. $\frac{1}{2}$ C. $\frac{1}{6}$ D. $\frac{1}{4}$

PARTIE IV. ANALYSE DE TABLEAUX GRAPHIQUES

51. Croissance nette trimestrielle de la vente de téléphones mobiles en Métropole.



Source : Arcep

A. L'étude a été faite entre mars 2001 et septembre 2007.

B. Au mois de février 2003, il y a eu une diminution de la croissance de la téléphonie mobile en Métropole.

C. Au mois de juin 2002, la croissance nette trimestrielle est de 500 000.

D. Au mois de septembre 2007, la croissance nette trimestrielle est nulle.

52. Population par groupe d'âge en France métropolitaine entre 1950 et 2006.

	Moins de 20 ans	**20 ans à 59 ans**	**60 ans ou plus**	**dont 75 ans ou plus**
1950	30,2	53,6	16,2	3,8
1960	32,3	51,0	16,7	4,3
1970	33,2	48,8	18,0	4,7
1980	30,6	52,4	17,0	5,7
1990	27,8	53,2	19,0	6,8
2000	25,6	53,8	20,6	7,2
2006	24,8	54,3	20,9	8,2

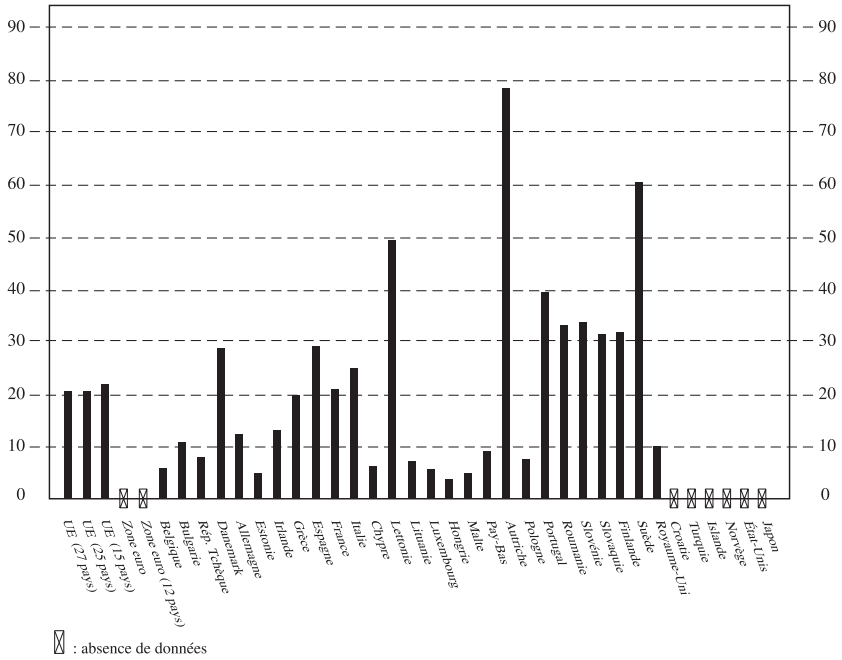
A. En 1980, 5,7 % des français de métropole ont au moins 60 ans.

B. En 2006, le nombre de français de métropole de 60 ans ou plus est de 29,1 %.

C. En 2000, les français de métropole de moins de 20 ans représentent les deux tiers de la population.

D. En 2006, 91,8 % des français de métropole ont moins de 75 ans.

53. Énergies renouvelables – Part de l'électricité provenant des énergies renouvelables dans la consommation brute d'électricité.



Source : Eurostat

A. La part de l'électricité provenant des énergies renouvelables au Royaume-Unis est le double de celle de la Grèce.

B. La part de l'électricité provenant des énergies renouvelables de la Grèce est égale au tiers de celle de la Suède.

C. Le pays où la part de l'électricité provenant des énergies renouvelables est la plus grande est la Hongrie.

D. La part de l'électricité provenant des énergies renouvelables de la France est supérieure à celle de la Lettonie.

54. Participation des citoyens de l'UE27 à des activités culturelles en 2007.

% des répondants qui, au cours des 12 derniers mois, ont au moins une fois:									
Regardé ou écouté un programme culturel	Lu un livre	Visité un monument historique	Été au cinéma	Visité un musée/ une galerie		Été à un concert	Fréquenté une bibliothèque publique	Été au théâtre	Assisté à un ballet/ opéra
UE27	**78**	**71**	**54**	**51**	**41**	**37**	**35**	**32**	**18**
Belgique	79	65	54	54	42	40	37	33	17
Bulgarie	72	58	30	22	20	28	19	21	9
Rép. Tchèque	87	82	68	53	44	45	32	44	20
Danemark	89	83	76	69	65	58	68	40	27
Allemagne	78	81	65	53	48	42	28	37	19
Estonie	93	79	63	34	48	62	51	49	23
Irlande	64	75	51	66	38	49	47	33	13
Grèce	71	59	33	46	25	21	15	30	12
Espagne	79	59	50	56	38	34	29	25	12
France	64	71	54	63	43	35	33	23	19
Italie	74	63	49	54	34	31	29	26	20
Chypre	67	56	35	38	25	29	13	25	10
Lettonie	90	75	62	36	47	59	39	41	21
Lituanie	90	64	51	33	33	52	32	27	20
Luxembourg	76	72	64	62	54	53	21	40	27
Hongrie	87	78	45	36	39	31	33	31	16
Malte	81	45	47	49	34	32	24	25	28
Pays-Bas	84	84	71	62	62	56	51	58	26
Autriche	58	79	50	56	39	43	24	42	18
Pologne	81	64	48	41	32	29	37	18	12
Portugal	67	50	35	39	24	23	24	19	9
Roumanie	75	58	40	22	27	28	22	20	8
Slovénie	86	72	60	47	39	49	53	36	16
Slovaquie	92	80	64	50	40	37	42	37	16
Finlande	89	79	63	52	51	51	72	48	23
Suède	88	87	75	71	62	53	70	47	26
Royaume-Uni	77	82	61	53	49	40	53	41	20

Source : Commission européenne – Eurobaromètre spécial 278

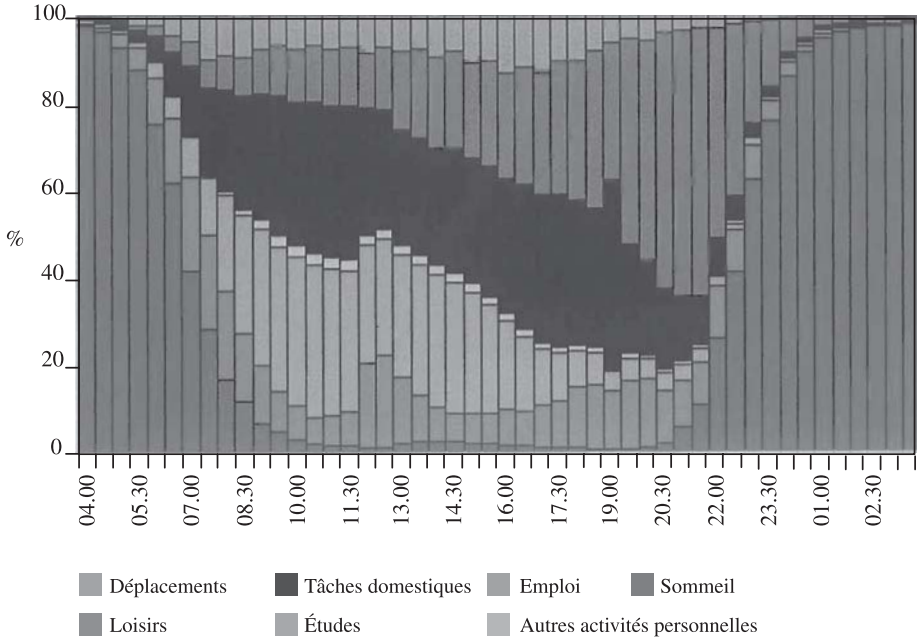
A. Les Belges vont plus au concert que les Autrichiens.

B. Le document montre que les Danois préfèrent aller au concert qu'au théâtre.

C. 66 % des Lituaniens ont visité un musée et une galerie.

D. L'activité culturelle préférée des Portugais est le cinéma.

55. Emploi du temps des femmes d'âge adulte dans 10 pays européens.
(BE, DE, FI, FR, HU, NO, SE, SI, UK – Population âgée de 20 à 74 ans, du lundi au vendredi). Les données utilisées sont extraites des enquêtes sur l'emploi du temps réalisées entre 1998 et 2002.



Source : Eurostat

A. Entre 4 h et 5 h 30, aucune femme n'accomplit des tâches domestiques.

B. Le temps consacré au loisir est toujours supérieur à celui consacré aux déplacements.

C. À 11 h 30, 80 % des femmes ont des loisirs.

D. À 22 h, plus de 20 % des femmes dormen

56. Espérance de vie en bonne santé à la naissance en 2003

(Nombre moyen d'années qu'un nouveau-né peut espérer vivre s'il se trouve tout au long de sa vie dans les conditions de mortalité prévalant l'année de sa naissance (probabilités spécifiques de décès par âge))

	UE 25	UE 15	Zone euros	BE	CZ	DK	DE	EE	EL	ES	FR	E	IT	CY	LV	LT
Femmes	81,1e	81,6e	81,8e	81,1	78,5	79,5	81,3e	77,1	80,7p	83,7e	82,9	80,3	82,9e	81,0e	76,8p	77,7p
Hommes	74,8e	75,8e	75,8e	75,1	72,0	74,9	75,5e	65,3	75,4p	77,2e	75,8	75,2	76,9e	76,1e	65,5p	66,3p
	LU	HU	MT	NL	AT	PL	PT	SI	SK	FI	SE	UK	BG	HR	RO	TR
Femmes	81,5	76,7	81,0	80,8p	81,8p	78,9	80,5e	80,5	77,8	81,8p	82,4	80,7e	75,6	78,3	74,9p	66,4
Hommes	74,9	68,4	75,9	76,1p	76,0p	70,5	74,0e	72,7	69,9	75,1p	77,9	76,2e	68,9	71,2	67,5p	71,0

Source : Eurostat

A. L'espérance de vie d'une femme en France (FR) est supérieure à celle de tous les autres pays de l'UE.

B. L'espérance de vie des femmes est supérieure à celle des hommes dans tous les pays de l'UE.

C. L'écart entre l'espérance de vie d'une femme et d'un homme au Danemark (DK) est 4,6 %.

D. Le pays de l'UE où les hommes vivent le moins vieux est l'Estonie (EE).

57. Part des particuliers ayant, au cours des trois derniers mois, commandé /acheté par l'Internet des biens ou services pour leur usage personnel.

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Belgique	:	:	:	11	14	15
Bulgarie	:	:	1	:	2	2
Rép. Tchèque	:	3	3	3	7	8
Danemark	24	16	22	26	31	43
Allemagne	17	24	29	32	38	41
Estonie	:	:	4	4	4	6
Irlande	:	5	10	14	21	26
Grèce	1	1	1	2	3	5
Espagne	2	5	5	8	10	13
France	:	:	:	:	19	26
Italie	3	4	:	4	5	7
Chypre	:	:	3	4	5	8
Lettonie	:	:	2	3	5	6
Lituanie	:	1	1	1	2	4
Luxembourg	13	18	32	31	35	37
Hongrie	:	:	2	5	5	7
Pays-Bas	15	18	:	31	36	43
Autriche	8	8	13	19	23	26
Pologne	:	:	3	5	9	11
Portugal	2	2	3	4	5	6
Roumanie	:	:	0	:	1	2
Slovénie	:	:	4	8	8	9
Slovaquie	:	:	6	6	7	10
Finlande	11	14	24	25	29	32
Suède	24	21	30	36	39	39
Royaume-Uni	25	24	28	36	38	44
Macédoine ancienne Rép. Yougoslave	:	:	1	:	1	:
Islande	:	20	25	28	31	32
Norvège	:	24	31	35	47	48

Source : Eurostat.

A. Entre 2006 et 2007, la part a augmentée de 40 % en Italie.

B. Six pays ont une augmentation de 1 % de la part entre 2006 et 2007.

C. Entre 2004 et 2007, la Grèce est le pays qui a la part la plus faible.

D. À partir de 2003, la part a augmenté de 1 % tous les ans au Portugal.

58. Âge moyen des nouveaux époux en France et Dom entre 1996 et 2005.

Année	Époux			
	États matrimonial antérieur			
	Ensemble	Célibataires	Veufs	Divorcés
1996	32,2	29,4	57,0	43,5
1997	32,4	29,7	57,2	43,7
1998	33,0	30,2	57,9	44,6
1999	33,2	30,4	58,2	44,9
2000	33,6	30,7	58,2	45,3
2001	33,6	30,8	58,4	45,7
2002	34,0	31,1	58,2	46,2
2003	34,3	31,3	58,9	46,5
2004	34,8	31,6	58,8	47,2
2005	35,3	32,0	60,7	47,6

Année	Épouse			
	États matrimonial antérieur			
	Ensemble	Célibataires	Veufs	Divorcés
1996	29,6	27,4	48,2	39,9
1997	29,9	27,6	48,2	40,1
1998	30,5	28,2	49,0	41,1
1999	30,6	28,3	48,8	41,4
2000	31,0	28,6	48,8	41,9
2001	31,0	28,7	48,8	42,1
2002	31,3	28,9	49,0	42,4
2003	31,6	29,1	49,5	42,9
2004	32,1	29,5	50,0	43,5
2005	32,6	29,8	51,8	44,0

Source : Insee, état civil

A. En 1996, 27,4 % des femmes sont célibataires.

B. Entre 1996 et 2005, l'âge moyen de l'épouse est 28 ans.

C. Entre 1996 et 2005, l'âge moyen de l'époux est 30,28 %.

D. L'âge de remariage des hommes divorcés est plus élevé que celui des femmes.

59. Répartition des familles selon l'âge des femmes en 1999

	Population au 1er janvier 2007 (en milliers)	Indicateur conjoncturel de fécondité[1]	Taux de natalité[2]	Taux de mortalité[3]	Taux de nuptialité[4]	Espérance de vie à la naissance, en années[5]	
						Hommes	Femmes
Allemagne	82 311,7	1,34	8,2	10,2	4,7	76,2	81,8
Autriche	8 295,9	1,41	9,2	9,0	4,8	76,7	82,2
Belgique	10 570,5	1,72	11,5	9,7	4,1	76,7	82,4
Chypre	776,0	1,42	11,2	6,8	7,8	77,0	81,7
Danemark	5 445,7	1,80	12,0	10,6	6,7	75,6	80,2
Espagne	44 484,3	1,34	10,7	8,6	4,8	77,4	83,9
Estonie	1 339,9	1,50	11,0	13,1	4,6	67,3	78,1
Finlande	5 277,1	1,80	11,1	9,1	5,6	75,5	82,3
France	**63 392,1**	**1,94**	**13,1**	**8,4**	**4,5**	**76,7**	**83,7**
Grèce	11 169,1	1,28	9,7	9,4	5,5	76,6	81,5
Hongrie	10 057,9	1,32	9,9	13,1	4,4	68,6	76,9
Irlande	4 326,7	1,88	15,1	6,3	5,0	77,1	81,8
Italie	58 933,8	1,34	9,7	9,3	4,3	77,6	83,2
Lettonie	2 280,5	1,31	9,5	14,6	5,5	65,6	77,4
Lituanie	3 385,7	1,27	9,1	13,3	5,8	65,4	77,4
Luxembourg	464,4	1,70	12,1	7,7	4,4	76,2	82,3
Malte	407,7	1,37	9,4	7,5	5,9	77,7	81,4
Pays-Bas	16 346,2	1,73	11,3	8,4	4,5	77,2	81,6
Pologne	38 101,8	1,24	9,7	9,9	5,4	70,8	79,4
Portugal	10 609,0	1,40	10,4	9,7	4,6	74,9	81,4
Rép. Tchèque	10 288,9	1,28	10,2	10,2	5,1	72,9	79,1
Royaume-Uni	60 707,1	1,80	12,2	9,7	5,2	76,9	81,1
Slovaquie	5 391,6	1,25	9,8	9,8	4,9	70,1	77,9
Slovénie	2 010,3	1,26	9,1	9,2	2,9	74,1	81,3
Suède	9 119,8	1,77	11,6	10,1	4,9	78,4	82,8
U E (à 25)	**465 493,7**	**1,52**	**10,5**	**9,5**	**4,8**	**75,8**	**81,9**

1. Nombre moyen d'enfants par femme, avec les conditions de fécondité de 2005, données de 2005.
2. Nombre de naissances vivantes pour 1 000 habitants.
3. Nombre de décés pour 1 000 habitants.
4. Nombre de mariages pour 1 000 habitants, données de 2005.
5. Données de 2005.

Source : Eurostat

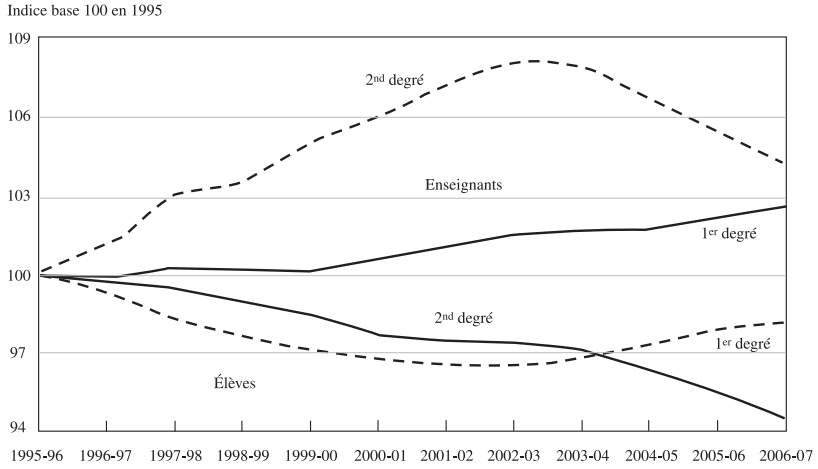
A. Cinq pays ont un taux de mortalité plus faible que le taux de natalité.

B. 56 % des pays de l'Union européenne à 25 ont un taux de natalité supérieur à 10 pour 1000.

C Le taux de natalité au Portugal est de 10,4 %.

D. Le pourcentage de mariage en Slovénie est 0,029 %.

60. Évolution des effectifs des élèves et des enseignants entre 1995 et 2006.



Champ : France métropolitaine et Dom, public et privé.

Source : ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, DEPP.

A. Entre 1995-96 et 2000-01, le nombre de professeurs du 2nd degré a augmenté de 6 %.

B. L'augmentation du nombre de professeurs suit celle des élèves.

C. En 2000-01, le nombre de professeurs a augmenté de 106 %.

D. Il y a plus d'élèves du 1er degré en 2006-07 qu'en 1995-96.

TABLEAU DES BONNES RÉPONSES

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
B	C	A	C	C	A	A	B	B	A
11	**12**	**13**	**14**	**15**	**16**	**17**	**18**	**19**	**20**
C	B	A	D	C	C	D	D	D	C
21	**22**	**23**	**24**	**25**	**26**	**27**	**28**	**29**	**30**
D	A	C	D	B	D	A	C	C	C
31	**32**	**33**	**34**	**35**	**36**	**37**	**38**	**39**	**40**
B	A	A	C	C	C	A	C	A	B
41	**42**	**43**	**44**	**45**	**46**	**47**	**48**	**49**	**50**
C	A	C	C	D	B	B	A	D	C
51	**52**	**53**	**54**	**55**	**56**	**57**	**58**	**59**	**60**
C	D	B	B	D	D	A	D	B	A

ENGLISH TEST

Durée : 1 heure 20.

Hello and welcome to the Concours Pass Test of English. This test has been designed especially and exclusively for students participating in Concours Pass.

During this test you will have a series of exercises to help determine your proficiency in spoken and written English. For the entire test please remember that you are asked to choose just one answer for each question according to what you have heard or read. Then you should mark that answer clearly on your answer sheet by filling in the corresponding space. The sample question has been done for you to use as an example.

On behalf of everyone at Concours Pass, thank you for your interest and participation, and good luck to you all.

PART I

SHORT CONVERSATIONS

Directions

In Part I you will hear short dialogues between two people. Each dialogue is followed by one question. Neither the dialogues nor the questions will be repeated. In your test book you will read the question heard on the CD and four answers to that question.

Now listen to a sample question :

Man.– I just don't know what to do for my next vacation!
Woman.– Why don't you come with us to Morocco?
Man.– Unfortunately, hot weather really isn't my cup of tea.
Narrator.– What does the man mean?

In your test book you read :

What does the man mean?

A. He has never been to a hot country.
B. He would love to go.
C. He does not like hot weather.
D. He takes his tea hot.

The best answer to the question "What does the man mean?" is choice **C**, *"He does not like hot weather." Therefore, you should choose answer* **C**.

Now begins Part I.

1. What is the man doing?
   A. Apologizing. B. Reassuring.
   C. Thanking. D. Looking for a new kind of nightlife.

2. What does the woman think about Bob?
   A. He is difficult to find.
   B. He is happy to share.
   C. He thinks positively.
   D. He thinks negatively.

3. What does the man mean?
   A. He is afraid of big crowds.
   B. It is too expensive.
   C. He wants a ticket.
   D. He hates Cold Play.

4. What will the woman probably do?
   A. Get a dictionary.
   B. Mark a word to see it better.
   C. Delete a word.
   D. Have the last word.

5. Where are the two people?
   A. In the man's kitchen.
   B. In the man's bathroom.
   C. In the man's living room.
   D. In the woman's house.

6. What do we know about the two speakers?
   A. They have not seen each other for a long time.
   B. They are meeting for the first time.
   C. They are best friends.
   D. They will be more careful next time.

7. What is the man's problem?
   A. The house is dirty. B. He misses his parents.
   C. His parents upset him. D. He forgot to call his parents.

8. What class are they probably talking about?
   A. Marketing. B. Finance.
   C. Mathematics. D. Botany.

9. How does the man feel about the new assistant?
   A. He feels superior to him.
   B. He finds him dishonest.
   C. He is angered by him.
   D. He is worried about him.

10. What will the two people probably do now?
   A. Wait for Karla.
   B. Beat up Karla.
   C. Be late to the show.
   D. Take a taxi.

11. What is said about Matt?
   A. He cannot swim.
   B. He is feeling ill.
   C. He has left school.
   D. People are angry with him.

12. What does the man mean?
   A. He would join them in a second.
   B. He would never join them.
   C. He has always wanted to join them.
   D. He has changed his mind.

13. Where is this conversation probably taking place?
   A. A bank.
   B. A department store.
   C. A doctor's office.
   D. A hotel.

14. What does the man mean?
   A. They are out of time.
   B. They have plenty of time.
   C. It is difficult business.
   D. The woman should not ask that question.

15. What does the woman mean?
   A. Not yet.
   B. Never.
   C. Help yourself.
   D. Please leave.

16. What does the man imply?
   A. He does not like coffee.
   B. The coffee is too cold.
   C. There is not enough coffee.
   D. He is satisfied.

17. What does the woman mean?
    A. The man should have asked her sooner.
    B. He should change his mind.
    C. The decision is not important.
    D. He must make a decision.

18. What can be inferred about the two speakers?
    A. They will be late.
    B. They will be early.
    C. They will be just on time.
    D. They will not go to the concert.

19. What is said about Hillary?
    A. She should act her age.
    B. She is becoming successful.
    C. She is just starting her career.
    D. She is making no career progress.

20. What does the man mean?
    A. Scott is right.
    B. Scott will not meet her.
    C. Scott is angry with her.
    D. He cannot help her.

PART II

PUBLIC ANNOUNCEMENTS

Directions

In Part II you will hear four announcements. Each announcement is followed by several questions. The announcements are about a number of different subjects and will not be repeated. In your test book you will read the questions and four proposed answers to each question. The question numbers will be said by the narrator in order to indicate how much time you have.

Questions 21 and 22 refer to the following announcement.

21. What kind of announcement is this?
    A. A traffic report.
    B. A health report.
    C. A weather report.
    D. A sports report.

22. What is NOT predicted?
    A. Wind.
    B. Fire.
    C. Cooler temperatures.
    D. Warmer temperatures.

Questions 23 and 24 refer to the following announcement.

23. Who is probably speaking?
    A. A student.
    B. A teacher.
    C. A dean.
    D. A film critic.

24. Which of the following is true?
    A. It is the first year the school has organized a cinema club.
    B. Registration will take place this week.
    C. Students can view films in the school.
    D. Special events are sometimes planned.

Questions 25 through 27 refer to the following announcement.

25. Where could you hear this announcement?
    A. A store.
    B. A stadium.
    C. A hospital.
    D. A business.

26. Which item might a person be permitted to bring?
    A. A thermos.
    B. A sandwich.
    C. A bottle of water.
    D. None of the above.

27. Which of the following is forbidden?
    A. Eating.
    B. Drinking.
    C. Drinking alcohol.
    D. Leaving and re-entering.

Questions 28 through 30 refer to the following announcement.

28. Where was this announcement probably made?
    A. At a police station.
    B. At a radio station.
    C. At a bus station.
    D. At an underground station.

29. Which of the following is TRUE?
    A. There will be no traffic at Bury St Edmunds.
    B. Engineering work is taking place due to weather damage.
    C. Cambridge may receive additional traffic.
    D. It is impossible to travel to Peterborough.

30. Which of the following is TRUE?
    A. Only a part of the line will be at all affected.
    B. The disruption is 24 hours per day.
    C. The disruption is 7 days per week.
    D. There are alternatives for traveling in downtown London.

You will now do the written section of the test. You will have 40 minutes to answer the 50 questions in parts III, IV, and V. Please stop the CD now and start it again only once the 40 minutes are finished.

PART III

COMPLETE THE SENTENCE

Directions

In Part III there are 20 incomplete sentences, each with four words or phrases given beneath. You are to choose the one word or phrase that best completes the sentence. You may now begin.

31. We were ..... for the bus when the rain began.
    A. waited B. waiting
    C. wait D. waits

32. He was told ..... that he would be fired.
    A. direct B. directly
    C. directive D. in direct

33. Despite the difficulties, we all ..... hat a solution is possible.
A. sense B. are sensing C. senses D. are sensed

34. Our company..... the majority of our waste.
A. recyclable B. is recycled
C. recycles D. recycling

35. His suggestion was met with much.....
A. resist B. resistance
C. resisting D. resister

36. The item ..... y a professional.
A. inspection B. inspected
C. had inspected D. was inspected

37. Let's meet ..... May.
A. on B. in C. to D. at

38. Business was so ..... hat everyone received a 15% bonus.
A. proactive B. prolific
C. profession D. profitable

39. Try not to ..... im – he's very sensitive.
A. predict B. contradict
C. benedict D. edict

40. They had a back-up plan ..... rain.
A. provided that B. in case of
C. because D. in spite of

41. We need ..... .
A. some equipment
B. some equipments
C. an equipment
D. an equipments

42. He's the guy..... car was stolen.
A. whose B. whom
C. who D. which

43. You did a great job. You'll probably get a ..... .
A. rise B. rising
C. raise D. raised

44. If she ....., I would have left.
A. came B. would come
C. had come D. would have come

45. We often ..... for lunch.
A. meet B. has met
C. are meeting D. were meeting

46. If he doesn't finish on time, he ..... his job.
A. had lost B. would have lost
C. would lose D. will lose

47. I can only stay until she ..... .
A. returned B. will return
C. returns D. would return

48. She ..... two weeks ago.
A. finished B. finishing
C. finishes D. has finished

49. We are considering ..... everyone to come to work this weekend.
A. that asking B. ask
C. to ask D. asking

50. Chris was unable to speak because he ..... .
A. did scream
B. has screamed
C. has been screaming
D. had been screaming

PART IV

CHOOSE THE EXPRESSION

Directions
In Part IV choose the best answer to the question given. You may now begin.

51. Which is a negative description for a person?
A. self-confident
B. unreliable
C. open-minded
D. unassuming

52. In which case is the man NOT necessarily at home now?
A. He is working in his house.
B. He has been working in his house for an hour.
C. He works in his house.
D. In ten minutes he will have been working in his house for 10 hours.

53. Which of the following contains an error?
A. knowledge of this work
B. cost of this work
C. opinion of this work
D. substitute of this work

54. In which case are the cards counted?
A. He has counted the cards.
B. He was counting the cards.
C. He was going to count the cards.
D. He has been counting the cards.

55. Which of the following is principally an outdoor activity?
A. Playing chess.
B. Hunting.
C. Playing board games.
D. Collecting stamps.

56. In which case did the man NOT see any of the show?
A. He fell asleep when the show had begun.
B. He fell asleep when the show began.
C. He was falling asleep when the show began.
D. He had fallen asleep the show began.

57. Which stock price is going up?
A. The stock price is crashing.
B. The stock price is plunging.
C. The stock price is going through the roof.
D. The stock price is weakening.

58. In which case does the speaker NOT live alone?
A. I'm used to living alone.
B. I've been living alone.
C. I used to live alone.
D. I was living alone.

59. Which of the following would one prefer to have?
    A. a recovery B. an illness
    C. a backache D. a hangover

60. Which of the following is correct?
    A. little so time B. so little time
    C. little such time D. such little time

PART V

READING COMPREHENSION

Directions

In Part V you will read posts from an internet forum about living abroad. Read each one and answer the corresponding questions on the basis of what you have read. You may now begin.

Questions 61 through 65 refer to the following article.

India's Essar Oil Buys 50% Stake In Kenyan Refinery, Enters Global Oil Arena

January 17, 2008 7:37 a.m. EST
Jupiter Kalambakal – AHN News Writer

Mumbai, India- India's Essar Oil Ltd. cracked into the global oil market for the first time with the purchase of 50 percent ownership in Kenya Petroleum Refineries Ltd. (KPRL) for an undisclosed amount.

Essar Oil purchased the shares of KPRL from Shell Petroleum Company, Chevron Global Energy and BP Africa shareholders through subsidiary Essar Energy Overseas Ltd. The government of Kenya, which opened the sale through limited auction, retains half of the ownership of KPRL.

While terms were not disclosed, FinanceAsia.com reported Essar may have paid as much as $750 million.

The purchase, however, is still subject to certain clearances including government approvals. Contract close is expected before the end of the first quarter.

Plans are underway to upgrade the refinery, including the addition of secondary units, amounting to $400 to $450 million.

The agreement was made possible after Shell, Chevron and BP backed out of the expansion.

The Kenyan refinery, the only one in Eastern Africa, has a capacity of four million metric tons annually. The location produces liquefied petroleum gas, gasoline, diesel, kerosene and fuel oil.

Essar, in a statement, stated that it has a strategy of achieving refining capacity of one million barrels per day. It already has three exploration and production blocks in Madagascar and one in Nigeria.

"We are very pleased that our first refinery acquisition outside of India will be made in Kenya," Naresh Nayyar, chief executive of Essar Energy, said.

61. Why is this event considered important for Essar Oil?
    A. It is the first time they have fully controlled a foreign company.
    B. It is the first time they have broken into the world market.
    C. They bought a company for a very low price.
    D. It will be their last transaction of this type.

62. "Ownership" is closest in meaning to
    A. Equipment
    B. Possession
    C. Competition
    D. Shipping

63. Why was Essar able to buy KPRL?
    A. They were the first to make an offer.
    B. They were the last to make an offer.
    C. They are from India.
    D. The competitors retracted from the deal.

64. "Purchase" is closest in meaning to
    A. buyer
    B. seller
    C. competition
    D. acquisition

65. What is Essar's strategy?
    A. To stop investing abroad.
    B. To close older production blocks.
    C. To modernize and increase production.
    D. To outsource their production.

Questions 66 through 70 refer to the following article.

San Francisco Proposes Carbon Offset Fund

December 19, 2007 11:24 a.m. EST
Vittorio Hernandez – AHN News Writer

San Francisco, CA (AHN) – San Francisco wants to establish a carbon offset fund to finance initiatives that will reduce the city's greenhouse gas emissions. Money raised will go to non-profit groups that will produce biodiesel fuel.

Even the city government will chip into the fund by requiring a donation to the green kitty for each airline trip taken by a city official. Later the contribution will include road travels, which also results to carbon dioxide emissions from cars.

San Francisco City Mayor Gavin Newson explained, "This will determine the actual cost of travel in a way we haven't in the past because there is an environmental cost every time we get in that airplane or get in that car."

The city is the first in the U.S. to establish a carbon fund. San Francisco has taken the lead in turning green by setting green standards for new buildings, imposing a carbon tax on enterprises, providing incentives for homes and offices to install solar panels and setting up a recycling program that will convert grease and used cooking oil into biodiesel.

The carbon fund contribution rate for air travel depends on the distance covered. A roundtrip to New York from San Francisco will cost the city coffers $80. Jared Blumenfeld, director of the city's Department of Environment, said that amount will be sufficient to produce 10 gallons of cleaner fuel coming from renewable sources of energy.

66. "chip into" is closest in meaning to
    A. take from
    B. contribute to
    C. copy
    D. advertise

67. What is the main idea of the article?
    A. S.F. has a model plan to reduce CO_2 emissions
    B. S.F. has the lowest CO_2 emissions
    C. S.F. has the money to reduce CO_2 emissions
    D. S.F. needs more money to reduce CO_2 emissions

68. "actual" is closest in meaning to
    A. calculated
    B. imagined
    C. present
    D. real

69. How does the city of San Francisco plan to reduce CO_2 emissions?
    A. reducing its own road travel
    B. reducing its own airline travel
    C. making money available for various environmental projects
    D. imposing cleaner fuel for air travel

70. "roundtrip" is closest in meaning to
    A. a direct trip
    B. a first-class trip
    C. a trip to New York
    D. a trip to New York and back

Questions 71 through 75 refer to the following article.

Germany To Begin Single Euro Payment Area To Ease Transactions

January 28, 2008 11:58 a.m. EST
Vittorio Hernandez – AHN News Writer

Berlin, Germany (AHN) – By the end of January, Germany will start implementing the Single Euro Payments Area measures designed to facilitate cross-border monetary transactions. It covers transfer, withdrawal and payment to make such financial transactions simpler and cheaper.

Aside from relaxing the stringent rules, uniform benchmarks on money transactions aim to provide a free and fair competition among remittance and money transfer companies. The deadline for 25 EU member states to adopt the SEPA is November 2009, which should make the procedure as easy and secure as domestic transactions.

Beside the 25 countries, the SEPA includes Iceland, Liechtenstein, Norway and Switzerland.

Under the present system, all bank clients need an international bank account number and a common bank code for cross-border money transfer within EU. In the future, a European Commission card will be used for financial transactions all over Europe. The card can be used at all ATMs and for payments.

To recipients of the money sent, like families of migrant workers, the biggest benefit is the speed of transaction. Unlike the present system which takes between three to eight working days to complete, the common cross-border debiting system will cut transaction time to just a day after the transfer.

But it may not automatically reduce withdrawal fees since each EU nation has its own rules governing amounts charged on electronic cash withdrawals.

71. "cross-border" is closest in meaning to
A. complex B. simple
C. international D. domestic

72. Which of the following is TRUE about the SEPA?
A. Germany is over one year ahead of schedule.
B. It creates more rules.
C. It has 25 participating countries.
D. Everyone will use the same bank.

73. "deadline" is closest in meaning to
A. fear B. time limit
C. weak point D. worst time

74. What is the main advantage for people receiving funds in the SEPA?
A. It will be faster.
B. It will be safer.
C. It will be cheaper.
D. It will be easier.

75. "fees" is closest in meaning to fee
A. minimal limits B. maximal limits
C. costs D. risks

Questions 76 through 80 refer to the following article.

China To Increase Efforts To Battle Piracy

January 29, 2008 12:49 a.m. EST
Isabelle Duerme – AHN News Writer

Cannes, France (AHN) – The Chinese government announced their pledge to crack down on the rampant acts of piracy circulating within the nation, during the Midem music industry meeting held in Cannes, France.

According to Zhang Xin Jian, deputy of the Chinese Culture Ministry's market department, the distribution of illegal music through the Internet has been given "great attention" by the government, and measures will be taken to ensure that piracy be cut down, if not completely eliminated.

"The Chinese government will take steps to control illegal downloading and uploading," said Zhang, who spoke through an interpreter, according to Bloomberg.

Responding to the allegations of an annual from the music industry representative saying piracy rates in China were as high as 99 percent, Zhang replied, "I'm not sure about the accuracy of 99 percent. I still feel this is a grave situation in China right now."

He noted that several means to be employed would include the prosecution of offenders. Zhang noted that the government had already taken action, giving certificates to legal download distributors.

According to AFP, China was the Country of Honor during the year's Midem conference, with vice culture minister Meng Xiaosi opening the festival together with French Culture Minister Christine Albanel.

"In this period of crisis, it is very important for us to bring a country that is a (music) El Dorado to Midem," said director Dominique Leguern.

76. What is the main idea of the article?
    A. Internet piracy is a universal problem.
    B. China is the worst internet piracy offender.
    C. China intends to reduce internet piracy.
    D. China has reduced internet piracy.

77. "crack down" is closest in meaning to
    A. investigate
    B. attack
    C. explain
    D. minimize

78. What have the Chinese already done about piracy?
    A. Legitimize legal activities.
    B. Prosecuted criminals.
    C. Made thorough investigations.
    D. Compensated artists for lost earnings.

79. "accuracy" is closest in meaning to
    A. amount
    B. exaggeration
    C. accusation
    D. precision

80. Why was Zhang Xin Jian invited to the conference?
    A. China has a bad history of piracy.
    B. China refuses to fight piracy.
    C. China has succeeded in fighting piracy.
    D. China has a new plan to fight piracy.

PART VI

TELEFON CALLS

Directions

In Part VI you will hear conversations between two people. Each conversation will be heard only once and will be followed by several questions. In your test book you will read the questions and the four proposed answers to each question. The question numbers will be said by the narrator in order to indicate how much time you have.

Questions 81 through 83 refer to the following telephone call.

81. Who is speaking?
    A. Two students.
    B. A student and a professor.
    C. A student and a parent.
    D. A student and a doctor.

82. What is the man's problem?
    A. He does not like the class.
    B. He does not like his group.
    C. He has missed classes.
    D. He will miss classes.

83. What will the man probably do?
    A. Change groups.
    B. Do his presentation alone.
    C. Go see his professor.
    D. Go see the woman.

Questions 84 through 86 refer to the following telephone call.

84. Why did the woman call the man?
    A. To find a job.
    B. To confirm travel plans.
    C. To buy an apartment.
    D. To rent an apartment.

85. What is the woman's disadvantage?
    A. She does not have a car.
    B. She will be around only in the summer.
    C. She will be around only after the summer.
    D. She is a fourth-year student.

86. What will probably happen next?
A. The woman will contact the man.
B. The man will contact the woman.
C. The woman will contact a friend.
D. The woman will go to Rome.

Questions 87 through 90 refer to the following telephone call.

87. Who is speaking?
A. A man and his secretary.
B. A man and his personal coach.
C. A man and his present employer.
D. A man and a potential employer.

88. What do we know about the man?
A. He is a student.
B. He has little work experience.
C. He is unemployed.
D. He has a job.

89. What is said about the man's career goal?
A. He is looking to work in a more international environment.
B. He wants a better salary.
C. He wants to be a team leader.
D. He doesn't want strings attached.

90. What will the man probably do next?
A. Drop out of school.
B. Quit his job.
C. Begin a new job on Friday.
D. Have a job interview.

PART VII

CONCOURS PASS RADIO

Directions

In Part VII you will listen to three shows on a popular radio station, CPR, otherwise known as Concours Pass Radio. Each show will be heard only once and will be followed by several questions. In your test book you will read the questions and four proposed answers to each question. The question numbers will be said by the narrator in order to indicate how much time you have.

Questions 91 through 93 refer to the following show.

91. What do we learn about Martha?
    A. She just got a divorce.
    B. She does not like cold weather.
    C. She paid a lot of money for her trip.
    D. She is worried about her trip to Ethiopia.

92. What is NOT said about Ethiopia?
    A. There are few tourists.
    B. It is extremely hot.
    C. It is cheap.
    D. It offers historical attractions.

93. What is said about Aksum?
    A. It has a lot of litter.
    B. It is expensive.
    C. It is a big tourist industry.
    D. It has remained simple.

Questions 94 through 96 refer to the following show.

94. What does the speaker think about reality TV shows?
    A. They are worth a glance.
    B. They are intelligent.
    C. She has not liked them until “Foreign Exchange”.
    D. She does not say.

95. What is said about the scenario of “Foreign Exchange”?
    A. American students go to stay with foreign families.
    B. Foreign students come to stay with American families.
    C. The duration of the exchange can vary.
    D. All of the above.

96. What is implied about the "Foreign Exchange"?
A. It could destroy reality TV.
B. The show may not have many seasons.
C. It is an invasion of personal privacy.
D. It is rarely intelligent.

Questions 97 through 100 refer to the following show.

97. What is said about Warren Buffett?
A. He is very well-liked.
B. He is not very well-known.
C. He is becoming more well-known.
D. He is pretentious.

98. What is the estimated value of Buffett's fortune?
A. USD $52 billion.
B. USD $100,000.
C. USD $30 billion.
D. Information not given.

99. Which of the following is true?
A. Mr. Buffet is the richest man in the world.
B. There is some conflict between Mr. Buffet and Mr. Gates.
C. Mr. Buffet has an extravagant lifestyle.
D. Mr. Buffet is generous.

100. Which of the following best expresses Buffett's philosophy?
A. Work hard to give to your children.
B. Society allows you to get rich, so give back.
C. The boss deserves the biggest salary.
D. To succeed you must be modern.

TABLEAU DES BONNES RÉPONSES

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
C	D	B	A	A	B	A	B	C	D
11	**12**	**13**	**14**	**15**	**16**	**17**	**18**	**19**	**20**
D	D	C	D	C	B	D	A	B	C
21	**22**	**23**	**24**	**25**	**26**	**27**	**28**	**29**	**30**
C	D	A	D	B	C	D	D	C	D
31	**32**	**33**	**34**	**35**	**36**	**37**	**38**	**39**	**40**
B	B	A	C	B	D	B	D	B	B
41	**42**	**43**	**44**	**45**	**46**	**47**	**48**	**49**	**50**
A	A	C	C	A	D	C	A	D	D
51	**52**	**53**	**54**	**55**	**56**	**57**	**58**	**59**	**60**
B	C	D	A	B	D	C	C	A	B
61	**62**	**63**	**64**	**65**	**66**	**67**	**68**	**69**	**70**
B	B	D	D	C	B	A	C	C	D
71	**72**	**73**	**74**	**75**	**76**	**77**	**78**	**79**	**80**
C	A	B	A	C	C	B	A	D	A
81	**82**	**83**	**84**	**85**	**86**	**87**	**88**	**89**	**90**
A	D	A	D	B	C	D	D	A	D
91	**92**	**93**	**94**	**95**	**96**	**97**	**98**	**99**	**100**
D	B	D	C	D	B	C	A	D	B

ALLEMAND

Épreuve écrite de seconde langue

Durée : 30 minutes.

TEST 1

Kreuzen Sie bitte die richtige Antwort an!

1. Das Buch gefällt mir .....als der Film.
   A. viel besser B. gut
   C. viel D. besseres

2. Der EU-Beitritt der Türkei ist sicher .....Thema.
   A. kein einfaches
   B. kein einfach
   C. keines einfaches
   D. keine einfache

3. Wenn sie.....wäre, könnte die schwere Prüfung schaffen.
   A. mehr fleißig B. fleißiger
   C. mehr fleißiger D. flüssig

4. .....wir in die Oper gehen, müssen wir Karten bestellen.
   A. Bevor B. Vor
   C. Vorher D. Zuvor

5. Ich bin ... neuen Wagen sehr zufrieden.
   A. meinen B. über meinen
   C. von meinem D. mit meinem

6. Ich ... heute ... meiner Großmutter gefahren.
   A. habe / bei B. bin / zu
   C. bin / bei D. bin / nach

7. Die ganze Familie fragt sich, ... er nie schreibt.
   A. deshalb B. was
   C. weshalb D. wo

8. Unter diesen Umständen hätte er uns .....
   A. anrufen gesollt B. sollen anrufen
   C. anrufen D. anrufen sollen

9. Stell dir vor, ich ..... etzten Sommer in Berlin .....
A. bin / gewesen B. habe / gewesen
C. - /gewesen D. bin / sein

10. Ich ..... herzlich für deine Hilfe.
A. bedanke dich B. danke dir
C. danke dich D. bedanke dir

11. Du könntest dich ..... Stelle bewerben, denn du besitzt das nötige Fachwissen.
A. für diese B. auf diese
C. um diesen D. in dieser

12. Der Reisende ....., seinen Koffer zu tragen.
A. bot / mir B. bat / mich
C. bietet / mir D. bot / mich

13. Er weiß nicht, ... er das Angebot annehmen soll oder nicht.
A. ob B. wenn
C. als D. dass

14. Ich gehe noch schnell in den Supermarkt,..... die Gäste kommen.
A. vor B. zuvor
C. bevor D. vorher

15. ..... ist er nach Deutschland gekommen.
A. Erst vor einem Jahr
B. Nur vor einem Jahr
C. Erst ein Jahr vor
D. Nur ein Jahr vor

16. Das ist ..... größten Skandale der Nachkriegszeit.
A. ein der B. eines
C. einer der D. eines der

17. Die Preise sind höher ....., das steht fest!
A. wenn nie B. als nie
C. denn je D. wie je

18. Der Ausländer hat mich .....Weg gefragt, aber ich konnte ihm leider nicht helfen.
A. nach dem B. nach
C. um das D. den

19. .....Fahrrad möchtest zu kaufen? Ein BMX-Rad.
A. Was ein B. Ein was
C. Was für ein D. Was für eines

20. Er ist nicht so gut in Mathe, ... er behauptet.
A. was B. als
C. so D. wie

TEST 2

Eine Antwort ist richtig!

21. Eines dieser Bundesländer liegt nicht im ehemaligen Ostdeutschland: .....
A. Rheinland-Pfalz
B. Sachsen
C. Thürigen
D. Sachsen-Anhalt

22. Das ZDF ist ..... .
A. eine Tageszeitung
B. ein Fernsehsender
C. eine politische Partei
D. eine Autofirma

23. Deutschland hat ..... Einwohner.
A. 8 Milliarden B. 20 Millionen
C.100 Millionen D. 82 Millionen

24. Über ... der Türkei wird noch immer verhandelt.
A. die EU-Präsidentschaft B. den EU-Beitritt
C. die EU-Richtlinie D. den EU-Verfassungsvertrag

25. ..... ist kein Komponist.
A. Goethe B. Mozart
C. Schubert D. Haydn

26. Sonne, Wind und Wasser liefern uns ..... .
A. neue Energie B. fossile Energie
C. erneuerbare Energie D. teure Energie

27. Das Brandenburger Tor ist ..... Berlins.
A. das Maskottchen B. die Grenze
C. das Wahrzeichen D. eine Einkaufszone

28. Die wirtschaftliche Aufschwungphase in den 60er Jahren nennt man ..... .
A. das Wirtschaftswunder
B. das Wunder von Bern
C. das Wunder von Bonn
D. die Wirtschaftskrise

29. Einer dieser deutschen Persönlichkeiten ist kein Philopsoph.
A. Brandt B. Nietzsche
C. Kant D. Schopenhauer

30. Eine dieser deutschen Zeitungen ist keine Tageszeitung.
A. Süddeutsche Zeitung
B. Frankfurter Allgemeine Zeitung
C. Die Welt
D. Der Spiegel

31. Eine dieser Marken wurde in Deutschland gegründet.
A. Maggi B. Adidas
C. Kodak D. Levis

32. Die Documenta ist ..... .
A. ein Buchladen
B. ein Computerprogramm
C. eine Kunstausstellung
D. ein Filmfestival

33. Welches Land grenzt nicht an Deutschland?
A. Frankreich B. Österreich
C. Dänemark D. Italien

34. „Einigkeit und Recht und Freiheit..“ sind die ersten Zeilen ..... .
A. der Europahymne
B. der deutschen Nationalhymne
C. der Antrittsrede des Bundespräsidenten
D. vor Gericht

35. ..... ist der deutsche Nationalfeiertag, der am 3.Oktober gefeiert wird.
A. Der Tag der Wende
B. Der Tag der Arbeit
C. Der Tag der Freude
D. Der Tag der Deutschen Einheit

36. Letzten Sommer war ich in ..... und habe den Kommerzbankturm fotografiert.
A. Wien B. Frankfurt
C. München D. Berlin

37. Freund hat mir ..... auf das Handy geschickt, als er in Berlin gelandet war.
A. ein Paket
B. einen Brief
C. eine Kurznachricht
D. ein Flugticket

38. Er hat ein Haus am Donaukanal in ..... gekauft.
A. Wien B. München
C. Salzburg D. Frankfurt

39. Um Arbeitskosten zu sparen, ... man viele deutsche Firmen ins Ausland.
A. verlagert B. verschickt
C. lagert D. verweist

40. Ein schadstoffarmes Auto ist ..... .
A. umweltfreundlich
B. natürlich
C. schützend
D. biologisch

TEST 3

Berlin

„Berlin, das war Liebe auf den ersten Blick. Ich kam gerade mit dem Interrail aus Barcelona und hatte nur 24 Stunden, um die Stadt vor drei Jahren das erste Mal zu erkunden. Schon damals fand ich Berlin faszinierend und fühlte mich wie zu Hause ohne auch nur ein Wort Deutsch zu sprechen“, berichtet Rita, eine gebürtige Kanadierin aus Ottawa. Rita hat kurz vor ihrer Abreise nach Berlin ihren 23. Geburtstag gefeiert. Nun ist sie eine von 36.000 Kanadiern in Deutschland. Nach einem Bachelorstudium in Politik und Wirtschaft an der Universität von Ottawa ist sie im Februar 2007 für ein Praktikum in die deutsche Hauptstadt gekommen. Ursprünglich wollte sie ein Praktikum in der Kanadischen Vertretung in Brüssel machen. Doch es sollte alles ganz anders kommen. Gerade als Ritas Hoffnung sich dem Nullpunkt näherte, erreichte sie ein Brief aus Deutschland. Ein kleines Consulting-Unternehmen suchte eine Wirtschaftsstudentin, die perfekt Englisch und Französisch spricht. Ein Zufall der Globalisierung? Nicht ganz. Rita hatte sich vor einiger Zeit bei einer internationalen Studentenorganisation eingeschrieben, und dieser Schritt wurde nun belohnt. Die Sprachkenntnisse öffneten ihr Tür und Tor nach Berlin. Das Einleben in Berlin ist Rita erstaunlich leicht gefallen. Binnen kürzester Zeit hat sie sich einen multikulturellen Freundeskreis aufgebaut, und selbst die deutsche Sprache ist für sie kein Problem mehr. Dabei war ihr Deutsch ursprünglich nur aus Kriegsfilmen bekannt. Kein Wunder also, dass sich auch Ritas erste Schritte in der neuen Sprache am Klischee einer abrupten, mechanischen und vor allem unmelodischen Sprache orientierten. Umso überraschter war sie, als sie zum ersten Mal deutsche Musik

im Radio hörte. ... Und noch etwas hat der Aufenthalt in Berlin bewirkt: Rita verspürt zum ersten Mal das Bedürfnis, sesshaft zu werden. Seit sie ihr Studium aufgenommen hat, ist die 23-Jährige nie länger als sechs Monate in einer Wohnung geblieben. Wie eine moderne Nomadin trieb es sie immer weiter, von einer Wohngemeinschaft zur nächsten. „In Berlin habe ich erstmals das Gefühl, angekommen zu sein."

Deutsch online 2007.

Lesen Sie den Text und kreuzen Sie die richtige Antwort an!

41. Stunden..... .
    A. blieb blieb Rita in Barcelona.
    B. blieb Rita bei ihrem ersten Besuch in Berlin.
    C. dauerte die Reise Barcelona – Berlin.
    D. blieb Rita bei ihrem Freund in Berlin.

42. Rita hat sich ..... verliebt.
    A. in einen Berliner
    B. in einen Spanier
    C. in die Stadt Berlin
    D. im Zug nach Berlin

43. Ihren 23. Geburtstag feierte Rita ..... .
    A. noch in Kanada
    B. schon Berlin
    C. in Barcelona
    D. in Brüssel

44. Ihr Studium hat Rita in ..... absolviert.
    A. Barcelona
    B. Berlin
    C. Kanada
    D. Brüssel

45. Rita ..... .
    A. hat ein Praktikum in Brüssel gemacht
    B. möchte ein Praktikum in Brüssel machen
    C. in Kanada ein Praktikum absolviert
    D. hat schon vor drei Jahren ein Praktikum gemacht

46. Sie bekam ihr Praktikum in Berlin, weil ..... .
    A. sie Politik studierte
    B. sie sehr gut Deutsch spricht
    C. sie mehrere Sprachen spricht
    D. man sie in Brüssel brauchte

47. Rita fand ..... Freunde in Berlin.
    A. innerhalb eines Jahres
    B. sofort
    C. kaum
    D. keine

48. Deutsch lernte Rita perfekt ..... .
    A. durch Kriegsfilme
    B. an der Uni
    C. während ihres Aufenthaltes in Berlin
    D. in Kanada

49. Rita findet die deutsche Sprache ..... .
    A. überraschend melodisch
    B. unmöglich
    C. noch immer sehr abrupt
    D. kriegerisch

50. Rita möchte ..... .
    A. für immer in Berlin bleiben
    B. in eine WG in Barcelona ziehen
    C. ein halbes Jahr in Berlin bleiben
    D. später wieder in Kanada leben

TABLEAU DES BONNES RÉPONSES

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
A	A	B	A	D	B	C	D	A	B
11	**12**	**13**	**14**	**15**	**16**	**17**	**18**	**19**	**20**
A	B	A	C	A	C	C	A	C	D
21	**22**	**23**	**24**	**25**	**26**	**27**	**28**	**29**	**30**
A	B	D	B	A	C	C	A	A	D
31	**32**	**33**	**34**	**35**	**36**	**37**	**38**	**39**	**40**
B	C	D	B	D	B	C	A	A	A
41	**42**	**43**	**44**	**45**	**46**	**47**	**48**	**49**	**50**
B	C	A	C	B	C	B	C	A	A

ESPAGNOL

Épreuve écrite de seconde langue

Durée : 30 minutes.

GRAMMAIRE

1. ¡ Por favor, ustedes, ... conmigo !
   A. vengan B. ven
   C. venís D. venid

2. ..... de los viajeros entiende el castellano.
   A. Un B. Ninguno
   C. Nadie D. Ningún

3. ¿ A qué hora llegasteis ?
   - ..... las cinco de la tarde.
   A. Estaban B. Fueron
   C. Serían D. Estarían

4. Cuando ..... joven, tiene más capacidad para aprender idiomas.
   A. se es B. somos
   C. soy D. una es

5. Me gusta tomar ..... café con ..... leche.
   A. poco / mucha
   B. poco / poco
   C. poco / demasiado
   D. mucho / poco

6. Ya ..... varios años que el gobierno intenta solucionar el problema del paro.
   A. está B. hace
   C. hacen D. hay

7. ¡ Ojalá ..... todos los exámenes este año que es el último de la carrera.
   A. aprobaré B. aprobarán
   C. apruebe D. aprobaste

8. No quiero darte explicaciones, pero mi decisión es que viajaré ..... no ..... .
A. Con él / con tú
B. con tú / consigo
C. consigo / con ti
D. contigo / con ella

9. ..... reclamación ..... de hacerse en la Secretaría de Departamento de Filología Hispánica.
A. Cualquier / hace falta
B. Ningún / ha
C. Cualquier / ha
D. Nadie / hay

10. El reinado de Fernando VI fue más corto que el de Carlos III
(Choisir la bonne transcription en lettres).
A. Fernando seis / Carlos tres
B. Fernando sexto / Carlos tercero
C. Fernando seis / Carlos tercero
D. Fernando sexto / Carlos tres

11. De los 600 millones de presupuesto, el ayuntamiento invierte ..... en limpieza y embellecimiento de la ciudad.
A. los dos tercios
B. las dos terceras
C. los dos terceros
D. dos terceros

12. Vuelvo a casa, ceno, me cambio y ..... de nuevo a dar un paseo.
A. saldrá
B. salió
C. salís
D. salgo

13. Aquí está la casa ..... habitación escribió sus novelas el famoso escritor Miguel Delibes.
A. en cuya
B. de cuya
C. de la cual
D. en que

14. El discurso del Jefe del Gobierno retransmitido anoche por televisión fue seguido por ..... de españoles.
A. cuántos
B. unos pocos
C. algunos
D. miles

15. A las nueve de la noche, nos fuimos ..... unos cuantos amigos ..... cin de mi barrio.
A. de / en
B. con / al
C. a / del
D. por / en

16. Estoy conforme, con tal que se me ..... todo lo que me deben.
A. paga B. pague
C. pagara D. pagaré

17. Es necesario que nos ..... bien en el grupo para seguir adelante.
A. sentamos B. sintámonos
C. sintamos D. sentimos

18. ..... tal situación, hubiera reaccionado del mismo modo.
A. ante B. después
C. detrás D. pues

19. No entiendo ..... se fueron sin despedirse.
A. porque B. por que
C. qué D. por qué

20. A las cinco, los turistas ya se habían ..... con las regalos comprados bien ..... por miedo a los ladrones.
A. marchados / guardados
B. marchado / guardados
C. marchadas / guardado
D. marchado / guardado

VOCABULAIRE

21. Estimulado por la bonanza económica, este país vive un crecimiento demográfico muy rápido.
A. lo bueno B. la prosperidad
C. la belleza D. la grandeza

22. Los vaivenes políticos del gobierno no favorecen las inversiones extranjeras.
A. Las fluctuaciones
B. Los deseos
C. Los sueños
D. Las decisiones

23. El Real Madrid consiguió anoche un verdadero triunfo al ganar la Copa de Europa.
A. honor B. premio
C. derrota D. éxito

24. A mí, me tumbaron en el examen de física.
A. me golpearon
B. me hicieron daño
C. me suspendieron
D. me enterraron

25. Los obreros trabajaron sin ninguna pausa durante quince horas seguidas.
A. tregua B. salida
C. comida D. sueldo

26. Mi coche tiene ya muchos años y quiero venderlo.
A. traspasarlo B. abandonarlo
C. apartarlo D. regalarlo

27. En esta tesis, hay muchos lugares comunes sobre los españoles.
A. obsesiones B. mentiras
C. sitios conocidos D. tópicos

28. Después de muchos años de titubeo, estos dos países firmaron una serie de acuerdos económicos.
A. vacilaciones B. ideas
C. orientaciones D. intercambios

29. Unos dos millones de personas están trabajando en la economía clandestina.
A. prohibida B. interesada
C. sumergida D. robada

30. En esta familia sólo el padre trabaja y tiene que sustentar a cinco hijos.
A. apoyar B. alimentar
C. ayudar D. educar

31. En España el capital foráneo va creciendo con una tasa superior a la europea.
A. extranjero B. local
C. nacional D. extraño

32. En esta familia, solían recibir a muchos huéspedes en su casa veraniega de Santander.
A. turistas B. clientes
C. empresarios D. invitados

33. Sólo quedan por concertar unos pormenores sin importancia.
A. detalles B. adolescentes
C. minusválidos D. elementos

34. El maestro dio a sus alumnos un castigo aleccionador.
A. ejemplar B. nuevo
C. insufrible D. alentador

35. La depreciación del euro llevará un encarecimiento de las importaciones.
A. una subida del precio
B. una disminución
C. una escasez
D. un empobrecimiento

36. Acaba de producirse una leve baja de los tipos de interés.
A. enorme B. imprevista
C. ligera D. breve

37. El presunto asesino tendrá que declarar mañana en el tribunal.
A. presumido B. supuesto
C. previsto D. desanimado

38. Los sueldos menguaron de manera asombrosa el año pasado.
A. disminuyeron B. aumentaron
C. crecieron D. se fortalecieron

39. Hemos tenido este año un superávit superior al del año pasado en un 3%.
A. un interés B. una baja
C. una disminución D. un excedente

40. El presidente habló de un asunto de entidad.
A. un asunto importante.
B. un asunto insospechable.
C. un asunto insuperable.
D. un asunto de calidad.

COMPRÉHENSION

41. Con el proyecto Cartuja 93, Sevilla transformó el recinto ferial de la Expo 92 en un parque tecnológico y temático en colaboración con el programa de Investigaciones y Desarrollo de la CE. Al lado del lago, incluyendo los pabellones de España y Andalucía, se halla un parque de atracción inaugurado el 5 de junio de 1993.
A. La Cartuja de Sevilla incluye los pabellones de España y Andalucía que van a colaborar en un proyecto europeo de creación de parques con lagos por toda Europa, sin olvidar centros de alta tecnología.

B. El programa de Investigaciones y Desarrollo de la CE le permitió a Sevilla modificar lo realizado para la Expo 92 en una serie de parques donde los pabellones sirven tanto para nuevas tecnologías como para atracciones.
C. Sevilla va a vender sus pabellones de España y Andalucía para crear un lago al lado de la Cartuja 93 que será la continuación de la Expo 92. Este lago se ubicará en un parque tecnológico y temático.
D. El recinto ferial de la Expo 92 carece de lago y de pabellones. Con el proyecto Cartuja 93, Sevilla quiere crear un parque tecnológico y temático con la colaboración del programa de Investigación y Desarrollo de la CE.

42. No cabe la menor duda de que en Madrid y en Barcelona el arte moderno es una realidad que no se puede pasar por alto, de que los sectores de la moda, de la arquitectura, de la decoración de joyas están en pleno auge.
A. Hay muchas dudas sobre los sectores de la moda, de la arquitectura, de la decoración de joyas en Madrid y Barcelona porque ha disminuido su producción.
B. Es evidente que en las dos principales ciudades españolas los sectores de la moda, de la arquitectura y de la decoración de joyas están viviendo un momento de gran crecimiento.
C. No conviene silenciar que en Madrid y Barcelona el arte moderno está superando los sectores de la moda, de la arquitectura y de la decoración de joya.
D. La realidad del arte moderno no corresponde a Madrid y a Barcelona sino a los sectores de la moda, de la arquitectura y de la decoración de joyas.

43. Los rasgos culturales de España suelen ser desconocidos y a menudo la experiencia del país, que tienen los extranjeros, no va más allá del aspecto balneario. Sin embargo, España es mucho más que esto: la cultura española, que procede de un meeting pot artístico, parece haber hallado su propio estilo.
A. Los extranjeros sólo conocen el aspecto balneario. No obstante, la cultura española que es el resultado de diversas influencias abarca mucho más y ha conseguido crear su propio estilo.
B. Menudean los extranjeros por España y suelen apreciar los rasgos de la cultura del país, sus comidas y sus estaciones balnearias.
C. Los extranjeros suelen tener mucha experiencia de la cultura española que proviene de un meeting pot cultural con su propio estilo.
D. La cultura española que procede de diversas influencias no ha conseguido crear su propio estilo a pesar de los muchos extranjeros que veranean en sus estaciones balnearias.

44. La mayor parte de los países iberoamericanos están convencidos de que el ingreso en el mercado internacional está supeditado a una propensión a cierto nivel de integración regional.
A. La integración regional, para la mayor parte de los países iberoamericanos no depende de su capacidad de integración a cierto nivel regional.

B. La mayor parte de los países iberoamericanos cree que al abandonar su integración a cierto nivel regional le permitirá ingresar en el mercado internacional.
C. La mayor parte de los países iberoamericanos desea abandonar el mercado internacional para conseguir una mejor integración a nivel regional.
D. El formar parte del mercado internacional depende para la mayor parte de los países iberoamericanos de su tendencia a la integración regional.

45. México está comprando cada vez más componentes electrónicos, productos químicos y otros bienes industriales en Europa y Asia. Lo cual perjudica a los Estados Unidos que confiaban en que el ALENA haría de México un coto reservado para les empresas norteamericanas.
A. Los componentes electrónicos, los productos químicos y otros bienes industriales que México compra a los Estados Unidos hacen de México un coto reservado para las empresas norteamericanas.
B. La compra, cada vez más importante, de componentes electrónicos, productos químicos y otros bienes industriales a Europa y Asia no es buena para las empresas norteamericanas que pensaban que el ALENA iba a convertir a México en un terreno reservado.
C. México está comprando cada vez más componentes electrónicos, productos químicos y otros bienes industriales en Europa y Asia, lo que aumenta los beneficios de las empresas norteamericanas y justifica el ALENA.
D. El ALENA dio buenos resultados para las empresas norteamericanas porque pueden comprar en México bienes industriales que provienen de Europa y Asia.

46. Según un informe del Banco mundial, el 53 % de la población venezolana vive hoy en condiciones de pobreza « crítica o extrema »; entre 1989 y 1995, el número de mendigos pasó de 24,2 a 35,6 millones en Brasil.
A. El Banco mundial realizó un informe para estudiar el 53% de la población venezolana que critica la gran pobreza. También estudió la evolución de la población brasileña que aumentó entre 1989 y 1995.
B. La población brasileña aumentó entre 1989 y 1995 pasando de 24,2 a 35,6 millones. El 53 % de la población venezolana tiene una cuenta en el Banco Mundial para evitar la gran pobreza.
C. Abrir una cuenta en el Banco mundial es lo que quieren hacer más de la mitad de los habitantes de Venezuela. Los brasileños que tienen una cuenta aumentaron pasando de de 24,2 a 35,6 millones.
D. Según informa el Banco mundial, el número de pordioseros que piden limosna en Brasil pasó de 24,2 a 35,6 millones mientras más de la mitad de la población venezolana vive en una situación de gran pobreza.

47. Las corridas de toros son una experiencia sensual, dramática en la cual uno es partícipe. Al fin y al cabo, la sangre, el sufrimiento de la res, la muerte tienen menos importancia de la que uno quiere darle.
A. El torero que participa en una corrida de toros es sensual y dramático. Para él, la muerte, la sangre, su sufrimiento tienen, al fin y al cabo, menos importancia.

B. El espectador que asiste a una corrida de toros forma parte de un espectáculo sensual y dramático en el cual, en definitiva, es él quien valora la sangre, el padecimiento del toro y la muerte.
C. Al fin y al cabo, el torero quiere darle al toro sufrimiento y matarlo. Por eso las corridas de toros son dramáticas y sensuales.
D. Participar en corridas de toros necesita ser sensual y dramático. En definitiva, uno quiere ver al toro con sangre, sufriendo y muerto.

48. La movida madrileña ha dado que hablar en toda la península Ibérica, y allende los Pirineos. Fue un movimiento colectivo que, tal como fue percibido en Madrid, reunió a los habitantes en el jolgorio y la creación.
A. En toda la península Ibérica, y allende los Pirineos, la movida madrileña ha tenido que hablar del movimiento colectivo de huelga y de reivindicaciones que reunió a todos los habitantes.
B. Moverse por Madrid no es lo mismo que moverse en España o en Francia. El colectivo que reunió a los habitantes de Madrid quiere más jolgorio y creación.
C. En África y en España, es muy conocida la movida madrileña por ser un movimiento colectivo que, en Madrid, reunió a los habitantes un una gran fiesta recién creada.
D. En Francia y en España, la movida madrileña ha sido un tema importante de debates. Divertirse, pasárselo bien e inventar una nueva estética fueron los ideales compartidos por una parte de la población de Madrid.

49. España es la puerta principal por la que pasa la cocaína hacia Europa y tiene el récord anual comunitario en cuanto a volumen de cocaína intervenida por la policía.
A. La policía española descubrió e interceptó el mayor volumen de cocaína de toda Europa lo que demuestra que es por España por donde entra la mayor parte de la cocaína que llega a nuestro continente.
B. El récord anual es bastante común y por eso la policía española interviene en Europa para buscar la puerta principal por la que pasa la cocaína que viene de otros continentes.
C. Intervenir en el volumen de cocaína es lo que quiere hacer la policía española por la puerta principal de Europa. Y eso que España tiene mucha cocaína.
D. La comunidad europea quiere que España deje de ser la puerta principal por la que pasa la cocaína hacia Europa. La policía española intenta superar el récord anual de cocaína intervenida en la CE.

50. El rey Juan Carlos inauguró en diciembre de 1996 el gaseoducto de una longitud de 1 430 kilómetros que enlaza los yacimientos argelinos con Córdoba. Los gastos fueron en parte sufragados por los Quince.
A. Un gaseoducto irá de Córdoba a Argelia cuando el rey Juan Carlos sufrague los gastos que serán importantes porque el gaseoducto mide 1 430 kilómetros de largo y quince de alto.

.

B. Con quince metros de altura y 1 430 kilómetros, el gaseoducto que inauguró el rey Juan Carlos en diciembre de 1996 tuvo un coste muy elevado. Enlaza los yacimientos argelinos con Córdoba.

C. El gaseoducto largo de 1 430 kilómetros que une los yacimientos argelinos con Córdoba fue inaugurado en diciembre de 1996 por el rey Juan Carlos. La CE contribuyó en una parte de la financiación del gaseoducto.

D. No pagar una parte del gasto fue lo que hicieron los Quince. Por eso el rey Juan Carlos inauguró en diciembre de 1996 el gaseoducto de una longitud de 1 430 kilómetros que enlaza los yacimientos argelinos con Córdoba.

TABLEAU DES BONNES RÉPONSES

1	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7**	**8**	**9**	**10**
A	B	C	D	A	B	C	D	C	B
11	**12**	**13**	**14**	**15**	**16**	**17**	**18**	**19**	**20**
A	D	A	D	B	B	C	A	D	B
21	**22**	**23**	**24**	**25**	**26**	**27**	**28**	**29**	**30**
B	A	D	C	A	A	D	A	C	B
31	**32**	**33**	**34**	**35**	**36**	**37**	**38**	**39**	**40**
A	D	A	A	A	C	B	A	D	A
41	**42**	**43**	**44**	**45**	**46**	**47**	**48**	**49**	**50**
B	B	A	D	B	D	B	D	A	C

ITALIEN

Épreuve de seconde langue

Durée : 30 minutes.

GRAMMAIRE

1. Abbiamo mangiato ..... cereali.
   A. troppo B. troppi
   C. troppa D. troppe

2. Vado a Parigi tre volte ..... mese.
   A. per B. a
   C. al D. il

3. Maria si ..... sempre per leggere.
   A. sede B. sedia
   C. sedie D. siede

4. Il meccanico è venuto ..... per riparare la mia macchina.
   A. al posto B. a posto
   C. apposta D. ai posti

5. Se lo ....., lo saluterai da parte mia.
   A. vedrai B. vedi
   C. veda D. vedessi

6. Se ..... cambiare lavoro, dovrebbe andare a Torino.
   A. vorrebbe B. voleva
   C. volessi D. volesse

7. É un peccato che il treno ..... ritardo.
   A. facesse B. fa
   C. farà D. faccia

8. A questa riunione, ci sono ..... uomini ..... donne.
   A. tanti/quante B. così/come
   C. altrettanti/che D. tanti/tante

9. Ho visto Laura e ..... ho detto che il tuo compleanno è il 15 gennaio.
   A. gli B. la
   C. le D. li

10. ..... partire rapidamente stamattina e hanno dimenticato una valigia.
   A. Hanno voluti B. Sono voluti
   C. Hanno voluto D. Sono voluto

11. In gennaio la temperatura è ..... sotto zero.
   A. accesa B. salita
   C. scesa D. scelta

12. É ..... artista .....
   A. un/famoso B. un'/famoso
   C. un/famosa D. una/famosa

13. Ho letto questo romanzo : ..... ne potremo parlare.
   A. così B. anche
   C. perfino D. anzi

14. Mi: ..... piaciuto molto il romanzo di Umberto Eco.
   A. ha B. sono
   C. sta D. è

15. É più difficile di quanto tu non: ..... .
   A. credessi B. credesti
   C. creda D. credi

16. Scegliere la forma esatta :
   A. Ho visto niente B. Non ho niente visto
   C. Ho non visto niente D. Non ho visto niente

17. Ho bevuto una tazza ..... té.
   A. da té B. di té
   C. col té D. del té

18. Abbiamo mangiato pesce e ..... di mare in un ristorante vicino ..... della città.
   A. frutti/alle mura B. frutta/alle mura
   C. frutta/ ai muri D. frutti/ai muri

19. Decise che ..... a piedi.
   A. tornerà B. tornerebbe
   C. sarebbe tornato D. sarà tornato

20. É più facile ..... che .....
A. di dire/di fare B. dire/fare
C. da dire/da fare D. per dire/per fare

21. Quando si è studiato molto, si è ..... .
A. stancati B. stancato
C. stanco D. stanchi

22. Luigi, non ..... quel cane !
A. tocca B. tocco
C. toccare D. toccano

23. Completare con il verbo adeguato : Tra le varie divinità, i Fenici ..... il Dio Moloch.
A. credere B. adorare
C. sperare D. confidare

24. Indicare la parola da eliminare :
A. coltello B. pentola
C. cucchiao D. forchetta

25. Il plurale di pianoforte è :
A. pianoforti B. pianiforti
C. pianiforte D. pianoforte

26. Magari .....
A. viene ! B. verrà !
C. venisse ! D. verrebbe !

27. La famiglia ..... discende è veneta.
A. di cui B. cui
C. la cui D. da cui

28. Da ..... giorno non l'ho più rivisto.
A. quello B. questo
C. codesto D. quel

29. Non ..... ! Resti ancora un po'.
A. te ne vai B. se ne va
C. se ne vada D. te ne vada

30. Era l'anno ..... ci avevano invitati.
A. in cui B. cui
C. quando D. dove

VOCABULAIRE

Indiquez la signification des mots ou expressions.

31. Dintorni
    A. porti
    B. luoghi lontani
    C. luoghi vicini
    D. lontananze

32. Indisciplinati
    A. rispettosi
    B. gentili
    C. obbedienti
    D. che non rispettano le regole

33. Scorgere
    A. vedere
    B. riuscire
    C. non notare
    D. non distinguere

34. Vagamente
    A. tanto
    B. poco
    C. abbastanza
    D. certo

35. Essere sulle spalle di qualcuno :
    A. portare in spalla qualcuno
    B. nascondere dietro le spalle
    C. mantenere qualcuno
    D. pesare sulle spalle di qualcuno

36. Cartesiano
    A. illogico
    B. leggero
    C. rigoroso
    D. agile

37. Ratificare
    A. approvare
    B. controllare
    C. aderire
    D. falsificare

38. Mistico
    A. incompleto
    B. favoloso, fantastico
    C. relativo alla conoscenza del divino
    D. composto da sostanze sintetiche

39. Fare a meno di
    A. servirsi di qualcosa/qualcuno
    B. procurarsi qualcosa
    C. voler cantare qualcosa
    D. rinunciare a qualcosa/qualcuno

40. Dirigersi a passo svelto
    A. fermarsi
    B. comandare
    C. camminare velocemente
    D. camminare lentamente

41. Essere al corrente
    A. lavorare in banca
    B. essere informato
    C. lavorare all'Enel
    D. prendere la corrente

42. Confine
    A. frontiera
    B. settore
    C. costa
    D. paesaggio

43. Sovente
    A. mai
    B. spesso
    C. qualche volta
    D. talvolta

44. Stipendio
    A. sconto
    B. sciopero
    C. salario
    D. reparto

45. Persona in vista
    A. che vede bene
    B. importante, conosciuta
    C. che si fa notare
    D. che si nasconde

COMPRÉHENSION

Scuola, in classe è record di stranieri
Al Nord, 7 alunni su 100 non italiani

Cinquantamila dieci anni fa, 320mila nel 2004, quarantamila in più l'anno successivo. E le proiezioni parlano di 420mila nel 2006. Questo è il numero di studenti non italiani che frequentano le nostre scuole. La scuola italiana sta diventando multietnica. E anche la classifica delle etnie è confermata : in testa Albania e Marocco, seguono Romania, Cina, Serbia e Montenegro. Gli immigrati sbarcano sulle spiagge della Sicilia e della Calabria, ma poi puntano ai paesi del Nord Europa, oppure cercano di sistemarsi nelle regioni italiane dove è più facile trovare un lavoro. È il Nord Est l'area geografica dove c'è la più alta concentrazione di studenti non italiani, mentre è l'Emilia-Romagna la Regione nella quale si registra la più alta concentrazione nelle classi : l'8,4 per cento. E ancora Milano il capoluogo di provincia a vantare l'incidenza più alta, con l'11,2 %. I poli di attrazione non sono solo le metropoli ma anche le città e i piccoli paesi. La caratteristica del modello italiano è che, a differenza degli altri Paesi europei di più lunga tradizione multiculturale, il cambiamento è stato rapidissimo. Nelle piccole città, dieci anni fa la presenza di famiglie di immigrati si contava sulle dita di una mano, oggi la situazione è radicalmente cambiata.

Purtroppo gli insegnanti italiani non sanno come comunicare con bambini e ragazzi che vengono da Paesi diversi. I nostri professori parlano solo l'italiano e non conoscono bene l'inglese, quindi hanno bisogno dei mediatori linguistici. I cinesi e i coreani sono molto bravi nelle materie scientifiche, ma faticano in quelle umanistiche.

Mario Reggio
Testo adattato da L'Espresso 2005.

46. Come sta cambiando la scuola italiana ?
    A. Sta applicando delle riforme
    B. Non sta cambiando per niente
    C. Sta diventando multietnica e multiculturale
    D. Sta assumendo nuovi insegnanti in diverse materie

47. Dove si concentrano gli studenti non italiani ?
    A. Nel Sud, soprattutto in Sicilia e Calabria
    B. Nella capitale
    C. Si distribuiscono su tutto il territorio italiano
    D. Nel Nord-Est

48. Quale fatto caratterizza il modello italiano ?
A. Il cambiamento è stato molto rapido
B. C'è una maggioranza di studenti vietnamiti
C. Gli studenti stranieri vivono solo nelle grandi metropoli
D. Gli studenti immigrati sono più bravi a scuola

49. Come reagiscono al fenomeno dell'immigrazione gli insegnanti italiani ?
A. Non vogliono accettare gli stranieri in classe
B. Gli insegnanti sanno parlare bene l'inglese
C. Non hanno bisogno di insegnanti di sostegno
D. Non riescono a comunicare con gli studenti che vengono da Paesi stranieri

50. Qual è la percentuale di alunni non italiani al Nord ?
A. 7 su 100 B. 20 su 100
C. 40 su 100 D. 55 su 100

TABLEAU DES BONNES RÉPONSES

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
B	C	D	C	A	D	D	A	C	B
11	**12**	**13**	**14**	**15**	**16**	**17**	**18**	**19**	**20**
C	A	A	D	C	D	B	A	C	B
21	**22**	**23**	**24**	**25**	**26**	**27**	**28**	**29**	**30**
D	C	B	B	A	C	D	D	C	A
31	**32**	**33**	**34**	**35**	**36**	**37**	**38**	**39**	**40**
C	D	A	B	D	C	A	C	D	C
41	**42**	**43**	**44**	**45**	**46**	**47**	**48**	**49**	**50**
B	A	B	C	C	C	D	A	D	A

REVUE DE PRESSE

Synthèse de revue de presse internationale

Voici un livret d'articles de presse, votre objectif est de produire un fil conducteur d'exposé à partir du plus grand nombre possible de documents. Votre présentation orale devra correspondre à une durée de 5 à 7 minutes (maximum) et portera sur au moins trois des thèmes abordés dans ce livret. Il vous faut donc privilégier la variété des sources utilisées.

Vous pouvez, à votre convenance, détacher les feuillets de ce livret, surligner les passages importants, éliminer les articles que vous ne souhaitez pas conserver pour votre synthèse…

Pour rédiger votre exposé, nous vous remercions d'utiliser les feuilles distribuées à cet effet. Pensez à vous munir de tous les documents utiles pour vous rendre à l'épreuve orale.

La rédaction : la revue de presse est un exercice évalué uniquement à l'oral, vous pouvez par conséquent la rédiger de la façon qui vous convient le mieux (plan détaillé, numérotation des thèmes traités, rédaction complète sous forme littéraire…). Toutefois, nous vous recommandons d'être très vigilant dans la gestion du temps imparti, soit 1 heure 30 minutes, cette séquence ne peut permettre de synthétiser la totalité des sources, vous devez sélectionner et trier. Nous vous conseillons de commencer votre travail en réalisant un premier survol de quelques minutes afin de réaliser ce tri puis d'entamer une lecture fine et détaillée des articles.

Nous attirons également votre attention sur l'importance des transitions entre les différents sujets traités. La qualité de ces dernières à l'oral sera un point substantiel de votre évaluation.

LISTE DES THÈMES ET ARTICLES

- **Thème 1 : La crise immobilière aux États-Unis**
  - *Le Figaro* « La crise immobilière loin d'être terminée»
  - *The Sunday Times* « Home economics : Rightmove and mixed signals in the property market »
  - *Les Echos* « La crise immobilière ne fait que commencer »
  - *Libération* « La crise du crédit immobilier menace aussi l'Europe »
  - *The New-York Times* « Foreclosures Come to McMansion Country »
  - *Le Monde* « Washington pourrait cautionner les prêts immobiliers »

- **Thème 2 : Ingrid Bétancourt**
  - *L'Express* « Ingrid Bétancourt : Son pronostic vital serait "réservé" »
  - *Le Point* « La Famille Bétancourt critique la France et la Colombie »
  - *Le Point* « Communication du haut commissaire pour la Paix colombien, Luis Carlos Restrepo, le 27 mars 2008 »
  - *Le Figaro* « Ingrid Bétancourt a fait cinq tentatives d'évasion »
  - *Le Monde* « Les proches d'Ingrid Bétancourt s'inquiètent pour la santé de l'otage »
  - *Le Nouvel Obs* « La lettre d'Ivan Marquez, des Farc, sur Bétancourt »

- **Thème 3 : Les JO de Pékin**
  - *Le Figaro* « La campagne anti-JO de Pékin prend de l'ampleur »
  - *Marianne* « Faut-il boycotter les JO de Pékin ? Question inutile ! »
  - *Le Monde* « État de siège au Tibet »
  - *RSF* « Six mois avant les jeux olympiques, la répression »
  - *RSF* « La répression au Tibet se déroule à huis clos : reporters sans frontières dénonce une nouvelle violation grave des engagements olympiques des autorités de Pékin »
  - *Le Nouvel Obs* « À la télé chinoise, la flamme olympique arrive place Tiananmen avec 1 minute de retard »
- **Thème 4 : Les OGM**
  - *Libération* « Enquête accablante sur le leader des OGM, Monsanto »
  - *Le Monde* « OGM : L'assemblée s'empare d'un projet de loi décrié »
  - *Challenges* « Monsanto porté par les OGM »
  - *Le Point* « L'examen du texte sur les OGM prend du retard à l'Assemblée »
  - *Challenges* « Il y a un risque que le processus du Grenelle échoue » (HULOT)
  - *Le Figaro* « OGM : le débat au Parlement s'annonce houleux »

- **Thème 5 : Le pouvoir d'achat des Français**
  - *Capital* « Les résultats du sondage de capital.fr sur le pouvoir d'achat »
  - *Le Point* « Des milliers d'Européens manifestent pour le pouvoir d'achat »
  - *Capital* « La France qui perd et celle qui gagne »
  - *L'Express* « L'Europe nuit au pouvoir d'achat, selon une majorité de Français »
  - *La Tribune* « Peut-on débloquer rapidement le pouvoir d'achat des Français ? »
  - *France soir* « Pouvoir d'achat – Les Français attendent des propositions concrètes »

Thème 1 :
La crise immobilière aux États-Unis

La crise immobilière loin d'être terminée (Analyse)

Par Sylvain D'HUISSEL,
Figaro.fr – 13 mars 2008.

La croissance des revenus a sous-performé celle de l'immobilier ces dernières années. Un phénomène qui pourrait s'inverser.

La crise immobilière aux États-Unis paraît loin d'être finie. La fin de la correction pourrait d'ailleurs ne pas être pour tout de suite, si l'on accorde quelque crédit à la relation entre revenus des ménages et prix de l'immobilier. Sur le long terme, les deux sont en effet étroitement liés : la valeur de l'immobilier suit la richesse des ménages, ce qui a pu expliquer la hausse des prix dans certaines régions ayant hissé leur niveau de vie sur les dernières décennies. Or d'importantes divergences étaient intervenues durant les deux dernières décennies. Au cours des années 90, le revenu des ménages avait crû plus vite que les prix de l'immobilier. Un phénomène, qui, dès 2000, s'est inversé. Une étude de Moody's Economy.com montre ainsi que si les prix des maisons avaient doublé de 2000 à 2006 aux États-Unis, tandis que les revenus des ménages n'avaient dans le même temps progressé que de 26 %. Une moyenne qui couvre d'ailleurs des situations extrêmes. Ainsi, dans 7 États fédérés, la croissance de l'immobilier a surpassé de plus de 10 points la croissance annuelle des revenus durant cette période. Mais, par retour du balancier, le mouvement de rattrapage des prix de l'immobilier aux États-Unis a commencé. Depuis la mi-2006, l'indice S&P/Case-Shiller, représentatif des prix de l'immobilier aux États-Unis, a perdu 10 % de sa valeur. Même si l'année se solde par une croissance des revenus identique à celle observée ces dernières années, il restera encore à l'indice à baisser de près de 9 % à 12 % pour que les indicateurs se rejoignent. Et certains observateurs d'ajouter que la courbe des prix de l'immobilier pourrait corriger pour repasser sous celle des revenus. Merrill Lynch prévoit ainsi une baisse supplémentaire de 20 % à 30 % sur les prix de l'immobilier, Goldman Sachs tablant pour sa part sur une correction de 15 %. L'étude Case Schiller prévoit même, dans ses projections, une nouvelle jonction des courbes vers 2014 !

L'engrenage

Cette baisse des prix supplémentaire pourrait à terme avoir des répercussions plus globales. La fin de l'effet richesse qu'avait généré la hausse des prix de l'immobilier aura nécessairement un impact sur le niveau de la consommation et des revenus des ménages. Déjà, les ventes au détail en février ont montré une certaine faiblesse, avec un recul de 0.6 %, contre une progression de 0.2 % attendu. Or la consommation est le centre névralgique de l'économie américaine. Une récession dure pourrait affecter la croissance des revenus des ménages américains, via la hausse du chômage. Une perspective qui n'est néanmoins pas partagée par tous les économistes. Reste que selon une étude de Duke University, les craintes d'un recul de l'activité aux États-Unis sont désormais partagées par une majorité des directeurs financiers du pays. Un fait de plus qui vient accréditer le scénario d'une récession aux États-Unis.

Home economics: Rightmove and mixed signals in the property market

Par David SMITH,

The Sunday Times – 30 mars 2008.

There are many monthly measures of house prices vying for our attention. Nationwide and Halifax are probably noticed most, partly because they have been running longest. Even so, the oldest consistent monthly series, from the Halifax, has been around only since 1983.

By statistical standards, most house-price measures are young, but they still tell us something useful. Take the Rightmove monthly index, which records asking prices of properties new to the market, and is described by its publishers as the leading house-price indicator.

So, what is it telling us? That asking prices have been through a volatile period in the past six months. This is partly due to the effect of the credit crisis, but mainly, it seems, because of the introduction of home information packs (Hips) last year. Because they were brought in gradually, they wreaked havoc on the Rightmove index by distorting the balance of new properties coming onto the market on a month-to-month basis.

The problem started in September, when the index dropped by 2.6%, immediately followed by a 2.7% rise in October. Prices were down by 0.7% in November, a dramatic 3.2% in December and 0.8% in January. Yet the most recent two readings have been up, by a strong 3.2% in February and by 0.8% this month.

Where does that leave us? If we take July as the month before the credit crisis and the distortion caused by Hips, asking prices this month are roughly the same as they were then. And if Rightmove really is a leading indicator, it suggests that prices generally should be picking up in the next few months.

It is not quite as simple as that, however. The Rightmove figures were seized on with glee by housing-market bears last year, but this year's numbers provide only limited succour for the bulls. For a start, there is normally a seasonal uplift in prices at this time of year – the figures are not seasonally adjusted. In addition, Rightmove says it has detected what it thinks is a curious bit of market psychology: vendors pitch their own selling price high while simultaneously believing that the house they want to buy can be theirs cheaply.

As Miles Shipside, commercial director of Rightmove, says: "Most sellers coming to the market seem to be ignoring the increased competition from other unsold properties and the challenge buyers now face in obtaining a mortgage. As many sellers are likely to be buyers themselves, they seem to be trying to bank a higher figure for their home, but want a bargain when they buy. It's human nature, but in the current market, sellers should price below their competition to achieve more interest now and avoid a larger price drop later in the year." This is an important caveat – asking prices and achieved prices are very different – but the Rightmove survey is an antidote to some of the excessive gloom that is around. It also shows that properties are spending less time on the market – and those that are realistically priced even less than most.

La crise immobilière ne fait que commencer

Les Échos.fr – 24 janvier 2008.

Le professeur Shiller ne mâche pas ses mots : la crise immobilière qui frappe les États-Unis est la plus grave depuis la Grande Dépression, affirme ce spécialiste. Disséquant les mécanismes à l'œuvre sur un « marché d'amateurs », il regrette le manque de lucidité de nombreux acteurs. Et, alors que la tourmente s'étend aux places boursières, met en garde contre ses conséquences.

David Barroux de notre bureau à New-York

Pour que les prix se retrouvent en ligne avec leur niveau historique, il faudrait qu'ils s'effondrent de 50 % aux États-Unis. Je ne dis pas que c'est ce que je prévois, mais il n'y a là rien d'impossible. Au moment où la rentabilité des entreprises est à un sommet, on risque de mettre 2 millions de personnes dans la rue aux États-Unis. Cela pourrait avoir de lourdes conséquences. La hausse des prix de l'immobilier se transmet comme une épidémie. La baisse aussi.

Le pire de la crise immobilière américaine est-il passé, selon vous ?

Non. Le système financier va souffrir, les faillites personnelles vont se multiplier. Nous n'en sommes qu'au début. Nous assistons à la plus grave crise immobilière depuis la Grande Dépression de la fin des années 1920. Ses conséquences économiques ne seront sans doute pas aussi sévères même si le risque de récession est non négligeable. Mais on va assister à une véritable destruction de valeur.

Des millions de gens vont perdre leur maison, et ce qui me chagrine, c'est que tout cela résulte de comportements parfois malhonnêtes. Le public a été entretenu dans un mythe, à savoir que le prix des logements finit toujours par remonter.

On a poussé des gens à acheter des maisons surévaluées en recourant à des emprunts extrêmement complexes.

N'exagérez-vous pas un peu ? Ce n'est ni la première ni la dernière crise immobilière.

Nous avons effectivement connu des crises à la fin des années 1970, au cours des années 1980 et au tournant du siècle. Chacune a été d'une certaine manière plus forte que la précédente, plus profonde. Nous sommes en fait les victimes d'un changement de société. Les États-Unis sont devenus de plus en plus capitalistes. À la fin de la décennie 1970, le Congrès a modifié les règles encadrant le crédit et les taux d'intérêt. Désormais, les taux usuraires ne sont plus réglementés et petit à petit nous en sommes arrivés à la situation actuelle où des produits très sophistiqués sont proposés à des gens incapables de les comprendre. Le marché du crédit était autrefois contrôlé par des autorités locales. C'est devenu un marché national sans réel contrôle. Au début des années 2000, certains ont pris en otages les emprunteurs. Profitant du niveau historiquement bas auquel étaient tombés les taux à la suite de la crise de 2001, ils ont proposé des crédits assortis de taux capables de varier dans des proportions que les souscripteurs n'imaginaient pas. Les prêteurs savaient ce qu'ils faisaient. Les emprunteurs, non. Le capitalisme peut fonctionner à condition d'être régulé et que soient limités les risques d'abus.

Les emprunteurs n'ont-ils pas tout de même fait preuve d'un peu de naïveté ?
Certains, sans doute. Mais d'autres ont simplement été victimes de l'air du temps. Ils ont refusé d'ouvrir les yeux car ils préféraient croire que les prix de l'immobilier ne pouvaient que monter. Du côté des organismes de crédit ou même des politiques, certains se sont bouchés les yeux. Ils pensaient rendre service aux nouveaux accédants à la propriété.

Autrement dit, le marché de l'immobilier ne serait pas rationnel ?
À la fin des années 1980, nous avions publié avec Karl Case un article qui avait surpris. Il démontrait que la croissance ou la décroissance des prix de l'immobilier suivait une courbe lisse, sans à-coups. C'est anormal, car, sur un marché spéculatif, hier ne permet pas de prédire demain, et l'année dernière encore moins l'année prochaine. Dans l'immobilier, si. Il peut certes y avoir des inversions de tendance, mais le mouvement est régulier. C'est en fait un marché d'amateurs se comportant de façon moutonnière. La nature humaine est parfois étrange mais les hommes ont souvent tendance à se croire plus malins que les autres. Dans une bulle immobilière comme dans une arnaque de type vente pyramidale (schéma de Ponzi), les intervenants sentent bien le côté irrationnel mais ils se disent que cela peut durer encore un peu et que, eux, seront capables d'en tirer profit avant que le château de cartes ne s'écroule. Les gens font montre d'une confiance excessive à l'égard de leur propre intuition. Quand les prix s'envolent, les sceptiques, qui estiment comprendre les mécanismes économiques, passent pour des idiots en choisissant de rester à l'écart du marché. Si l'immobilier a monté pendant X années, pourquoi ne monterait-il pas une année de plus ? Dans ces conditions, c'est presque rationnel de se dire que l'on peut acheter quitte à revendre rapidement avant que la tendance ne s'inverse.

Cette « folie » immobilière dont nous sommes régulièrement les victimes est-elle nouvelle ?
Il y a cinquante ans, l'évolution des prix de l'immobilier n'était pas un sujet de préoccupation. La presse n'en parlait pas et les indices que nous avons retrouvés montrent que les gens considéraient ce sujet d'une façon plutôt sereine. Le prix d'une maison, c'était à hauteur de 15 % celui du terrain, qui certes peut prendre de la valeur, et à 85 % les coûts de construction, en général assez stables puisque les progrès techniques et les gains de compétitivité permettent de compenser certaines hausses. À l'époque, personne ne voyait la pierre comme un investissement particulièrement bon. Les choses ont changé. Nous assistons à un phénomène de fièvre acheteuse auto-entretenue. Les prix montent, donc les gens en concluent qu'il faut acheter. Cela ne s'apparente pas à proprement parler à de la folie mais sans conteste à un manque de recul ou de perspective historique. Pour chaque bulle, on tente d'ailleurs de trouver une explication plausible. Cette fois-ci, on a parlé de victoire du capitalisme, de globalisation et d'enrichissement des Chinois et des Indiens, acheteurs de maisons partout dans le monde. C'est séduisant mais bien trop réducteur.

En même temps, sur la durée, les prix semblent bien être toujours à la hausse.
Certains ont intérêt à perpétuer ce mythe, mais c'est en grande partie un effet d'optique. L'inflation explique les hausses mais j'ai démontré, chiffres à l'appui, qu'aux États-Unis, les prix ajustés de l'inflation n'ont pas changé entre 1890 et 1990. Certains ont fait les calculs pour des villes comme Amsterdam depuis le XVIIe siècle ou des pays comme la Norvège et

sont arrivés aux mêmes conclusions. Aujourd'hui, pour que les prix se retrouvent en ligne avec leur niveau historique, il faudrait qu'ils s'effondrent de 50 % aux États-Unis. Je ne dis pas que c'est ce que je prévois, mais je dois reconnaître qu'il n'y a là rien d'impossible.

Combien de temps, cette crise risque-t-elle de durer ?

Les cycles peuvent être longs. Lors d'une précédente crise, les prix à Los Angeles avaient atteint un pic en 1989 et touché leur point bas seulement en 1997. Soit neuf années de chute et, au total, un recul des prix ajustés de l'inflation de 40 %. Dans les dix premières agglomérations américaines, le point bas avait été atteint au bout de quatre ans et demi, en 1994. Au cours de cette période, les prix avaient reculé de 8 % en nominal mais de 20 % ajustés de l'inflation. Cette fois-ci, la crise pourrait durer plus longtemps et être plus profonde. N'oubliez pas qu'au Japon, les prix ont chuté pendant quinze années consécutives. On ne peut exclure une situation similaire aux États-Unis. Sans connaître une grave récession, nous pourrions traverser une longue période de croissance molle. La bulle n'a en effet pas affecté que la pierre. Le sentiment d'enrichissement a poussé les gens à accepter de payer beaucoup de choses plus cher. Les prix ont augmenté, les profits et les marges des entreprises se sont accrus. Nous allons peut-être connaître une situation inverse avec une réduction durable des marges. Incontestablement, l'optimisme va tomber. Les entreprises vont moins investir, les ménages épargner davantage.

Cette crise américaine peut-elle s'internationaliser ?

Bien sûr. Les prix de l'immobilier sont déjà en recul à Londres, et la Banque d'Angleterre a commencé à diminuer ses taux en réaction. Je ne suis pas un expert du marché français mais, même si les prix ne baissent pas encore, ne se tassent-ils pas ? Les marchés sont corrélés. Il ne faut pas regarder l'immobilier seulement avec des yeux d'économiste mais aussi de sociologue. La hausse se transmet comme une épidémie. La baisse aussi. Quand les prix montent autour de vous, cela entretient votre optimisme. Quand ils baissent, cela nourrit votre pessimisme. La vision que vous avez du monde affecte votre jugement. Aujourd'hui, les prix reculent aux États-Unis, du coup les institutions financières américaines sont fragilisées. Et je pense que les Français le savent.

Cette crise pourrait-elle dégénérer ?

Nous allons sans doute traverser une période difficile, mais ne prévoyons pas l'apocalypse. Il ne faut pas perdre de vue que depuis un demi-siècle l'économie mondiale est globalement en croissance continue. Il va y avoir des dommages mais ils seront sans doute localisés dans certains pays. Ce n'est pas la fin du monde. Le principal risque est en fait social. Au moment où les salaires des PDG atteignent des niveaux record et où la rentabilité des entreprises est à un sommet, on risque de mettre 2 millions de personnes dans la rue aux États-Unis. La crise du « *subprime* » va frapper les plus pauvres. Cela pourrait avoir de lourdes conséquences.

Mais cette crise ne pourrait-elle pas comporter aussi des effets bénéfiques ?

Ce qui fait la force et l'attrait de villes comme New York ou Paris, c'est en partie leur vitalité, résultat de leur diversité. Retirez les artistes, mais aussi les professeurs, les policiers..., ceux qui ne peuvent plus se permettre de vivre dans une ville qu'ils servent,

et que reste-t-il ? Une ville ne peut vivre seulement grâce à des spéculateurs. Rares sont ceux prêts à l'admettre mais, paradoxe, une chute des prix peut aussi avoir des conséquences positives. Les hommes politiques parlent de pouvoir d'achat, de logement abordable, pourtant ils sont inquiets dès que les prix baissent dans l'immobilier. Mais l'accroissement des inégalités que l'on constate aujourd'hui et qui est en partie lié à l'évolution du prix des logements est aussi porteur de tensions sociales.

Existe-t-il un lien mécanique entre explosion des bulles immobilières et récession ?
Historiquement, on n'observe pas de lien entre l'évolution des prix des maisons et les récessions. à la rigueur, on peut constater une corrélation entre la construction et les cycles économiques. Souvent, les récessions sont ainsi précédées d'un recul de la construction. Cela dit, cette fois-ci, il ne s'agit pas d'une bulle parmi d'autres mais véritablement d'une bulle gigantesque...

Certains accusent la Banque centrale américaine et Alan Greenspan d'avoir joué avec le feu et de ne pas avoir agi pour éviter les bulles. Partagez-vous ce point de vue ?
Les bulles ont tendance à naître de façon autonome. La banque centrale, en baissant ses taux, peut bien sûr entretenir un mouvement mais sans doute pas le créer. Il ne faut pas accorder trop de poids aux banquiers centraux. Quand ils remplissent correctement leur mission, ils peuvent stabiliser une économie, pas fabriquer la croissance. Cela dit, aux États-Unis, Alan Greenspan aurait sans doute pu en faire plus pour mettre en garde le public. En 1996, il a certes prononcé un discours en évoquant « l'exubérance irrationnelle » des marchés. Mais il n'est jamais revenu dessus. Peut-être considérait-il que le rôle du président du Conseil des gouverneurs de la Fed est de contribuer au dynamisme de l'économie. Il était en fait le reflet d'un changement idéologique qui veut qu'on ne puisse remettre en cause l'efficacité et la pertinence du marché. Aujourd'hui, ses mémoires s'intitulent « *Le Temps des turbulences* ». Pourquoi n'a-t-il pas parlé plus tôt ? Faire exploser des bulles peut avoir des conséquences négatives, mais les laisser gonfler au-delà du raisonnable, n'est-ce pas encore pire ?

Le gouvernement américain a tenté de réagir. Peut-il être efficace ?
Le problème est que le gouvernement ne veut pas mettre d'argent public sur la table. Le secrétaire au Trésor, Hank Paulson, a proposé de standardiser certaines procédures pour éviter les faillites, de moraliser certaines pratiques, de mettre en place un service de conseil... Mais c'est un programme facultatif et, s'il ne fonctionne pas, on risque de nourrir la déception du public.

Que peut-on faire pour éviter que de nouvelles bulles ressurgissent demain ?
Il n'y a pas de solution miracle, mais pour freiner la folie spéculative et minimiser l'impact des retournements de tendance, on pourrait, par exemple, imposer que les mensualités des crédits varient en fonction de l'évolution constatée des prix. Les taux initiaux seraient peut-être plus élevés qu'aujourd'hui, mais il existerait ainsi un mécanisme d'ajustement. On pourrait prévoir une baisse des remboursements si, au bout du compte, la maison vaut moins que prévu. On peut aussi, comme je l'ai fait, créer un marché boursier qui permette d'investir sur l'évolution des prix dans l'immobilier, un marché des « futures » de la pierre. Lors de la phase de hausse, ceux qui croyaient que la demande allait se retourner ne pouvaient rien faire, à part attendre d'avoir raison. Avec le marché des « futures », qui malheureusement n'attire pas encore beaucoup de monde, on peut « *shorter* » l'immobilier, faire le pari que les prix vont baisser. Cela indique la tendance et pourrait contribuer à ouvrir les yeux.

La crise du crédit immobilier menace aussi l'Europe

Libération.fr – 9 août 2007.

La crise, d'abord cantonnée aux États-Unis, s'est propagée en Europe : la BNP-Paribas est touchée. La crise des crédits « *subprime* » qui touche aujourd'hui les marchés financiers occidentaux trouve son origine dans les excès financiers nés de la bulle immobilière aux États-Unis du début des années 2000. Si le phénomène était jusqu'à jeudi circonscrit à Wall Street, les difficultés de BNP-Paribas ont frappé l'Europe de plein fouet.

Attirés par la perspective de gagner rapidement de l'argent en achetant des titres adossés à des prêts hypothécaires consentis à des ménages financièrement fragiles, dits « *subprime* », des fonds d'investissements se sont précipités sur ce marché. Mais un mouvement combiné aux États-Unis de baisse des prix de l'immobilier à partir de la mi-2006 et de remontée des taux d'intérêt a sonné le glas de la possibilité qu'avaient ces ménages d'emprunter pour rembourser leurs prêts en apportant en hypothèque la valeur marchande de leur logement. Tant que celle-ci augmentait, ils pouvaient faire face à leurs échéances ; dès lors qu'elle baissait ils se sont retrouvés avec des échéances qu'ils ne pouvaient plus honorer, déclenchant une réaction en cascade qui est peu à peu remontée jusqu'au sommet de la pyramide financière.

Ce sont les difficultés de deux fonds d'investissements de la banque d'affaires de Wall Street, Bear Stearns qui, à la mi-juin, ont commencé à faire prendre conscience aux investisseurs que les conséquences allaient dépasser le seul marché immobilier. Comme la banque française BNP-Paribas l'a fait jeudi, Bear Stearns a été contrainte de geler ces fonds dont la valeur était en chute libre, interdisant aux investisseurs qui y avaient placé de l'argent de le retirer. Les déboires ces dernières semaines de plusieurs autres institutions financières qui dépendaient pour leur liquidités de placements sur le marché immobilier et la faillite d'organismes prêteurs comme American Home Mortgage ont accru les inquiétudes. Du coup, les liquidités qui inondaient le marché en raison de la politique de taux bas suivie par la Banque centrale américaine (Fed) entre 2003 et 2004 et de phénomènes comme le « *carry-trade* » (les investisseurs empruntent à taux zéro au Japon pour placer ailleurs) se sont soudainement taries.

L'annonce de BNP-Paribas montre que « *le problème des 'subprimes' va prendre plus de temps qu'attendu avant de se dissiper. Il ne faudra pas quelques jours ou quelques semaines, mais des mois avant de connaître son impact total* », a estimé Owen Fitzpatrick, analyste de la Deutsche Bank. « *Il y a tellement d'éléments inconnus sur qui est exposé aux 'subprimes', qu'à chaque fois qu'il y a une annonce, le marché réagit vivement* ».

Pour l'instant, les dirigeants mondiaux se veulent rassurants. Le président américain George W. Bush a affirmé jeudi qu'il y avait « assez de liquidités » pour permettre un ajustement des marchés. La Banque centrale européenne a de son côté immédiatement volé au secours de places financières désemparées en injectant de fortes liquidités. « *Nous nous attendons à ce que la Fed ajoute elle aussi des liquidités à court terme sur les marchés financiers dans un délai très court* », ont estimé jeudi les analystes du cabinet Global Insight.

Foreclosures Come to McMansion Country

Reporting by Andy SULLIVAN – Editing by Eddie EVANS,
The New York Times – 07 avril 2008.

LEESBURG, Virginia (Reuters) – Million-dollar fixer-upper for sale: five bedrooms, four baths, three-car garage, cavernous living room. Big holes above fireplace where flat-screen TV used to hang. The U.S. housing crisis has come to McMansion country. Just as the foreclosure crisis has hollowed out poorer neighborhoods, "for sale" signs are sprouting in upscale developments so new they don't show up on GPS navigation screens. Poor people weren't the only ones who took out risky, high-interest loans during the housing boom. The sharp increase in housing costs – and the desire to live in brand-new, spacious houses with modern features – led many affluent buyers to take out loans they couldn't afford. "People had in their head, 'I need a mud room, I need giant columns, I need a media room, and I'm going to do anything to get it,"' said Robert Lang, co-director of Virginia Tech's Metropolitan Institute, a research organization that focuses on real estate and development. The crisis has hit especially hard here in Loudoun County, Virginia, where upscale developments have supplanted horse farms over the past fifteen years.

About an hour's drive from Washington, Loudoun is one of the nation's most affluent counties, with a median household income of $98,000, more than double the national figure.

The county has also ranked as one of the nation's fastest growing in recent years as developers built thousands of super-sized, amenity-laden houses to keep pace with the booming high-tech economy. These houses are sometimes nicknamed "McMansions," disparaging both their extravagance and their look of mass production – like hamburgers from a McDonald's restaurant.

Between 1990 and 2005, the county's population tripled to 272,000. Many of those moving here relied on risky, high-interest loans to buy the house of their dreams.

"People pushed the limits to be able to buy. They couldn't afford to buy there otherwise," said Virginia Tech consumer-affairs professor Irene Leach. High-interest loans accounted for 16 percent of the total during the height of the mortgage boom in 2005, less than other outer-ring suburban counties in the region but more than neighboring counties closer to Washington. Now the bill has come due. One out of every 69 households in the county was in foreclosure in the last three months of 2008, well above the national average of one filing for every 555 households, according to RealtyTrac. Most of these have been concentrated in the county's poorer neighborhoods, but local realtor Danilo Bogdanovic says he is increasingly seeing more foreclosures on properties worth more than $800,000 as affluent borrowers burn through savings in a vain attempt to stay in houses they can't afford. "They've just prolonged the pain," Bogdanovic said. "I don't think they're immune to it." At the end of 2007, 20 of the 25 houses for sale for more than $850,000 in Loudoun County appeared to be foreclosures, according to Tony Arko, his partner. These can take years to sell, as they must compete with brand-new developments still coming online. Housing prices in the county plummeted 8 percent in 2007, the sharpest drop in the region, according to the Washington Post. New home starts plummeted by 50 percent.

Bogdanovic and Arko have sold many foreclosed properties to investors looking to rent them out. But there's no market for a million-dollar rental property, they say. In the Beacon

Hill development, a golf course snakes among large houses and gazebos set on rolling hills. Residents keep their horses at an equestrian center.

A 7,300-square-foot mansion on Spectacular Bid Place features three chandeliers, a spiral staircase and a state-of-the-art kitchen. The owner offered it at $1.35 million in January 2006, before foreclosing in August 2007. The house found a buyer in January 2008 – for $963,000. Several miles away, the million-dollar fixer-upper with the holes in the walls has been on the market since December. It is still unsold.

Washington pourrait cautionner les prêts immobiliers

Par Éric LESER,
Le Monde – 25 mars 2008.

Pour éviter que l'éclatement de la bulle du crédit immobilier américain ne fasse s'effondrer le système bancaire, toutes les solutions sont envisagées, même les plus radicales. L'hypothèse qui circule aujourd'hui aux États-Unis, dans le cas où la situation deviendrait incontrôlable, est celle d'un rachat massif par le gouvernement des produits financiers basés sur les crédits immobiliers ou « *mortgage backed securities* » (MBS). L'État apporterait sa caution et cela permettrait de régler le problème, récurrent depuis l'été, du financement des établissements bancaires dont les bilans portent des actifs dont il est devenu impossible d'établir la valeur.
Kenneth Rogoff, ancien économiste en chef du Fonds monétaire international (FMI) et professeur à Harvard, chiffre entre deux et trois mille milliards de dollars (jusqu'à deux milliards d'euros) le coût d'un tel rachat. Il estime que la perte serait d'au moins 500 milliards de dollars pour le contribuable américain. « *On serait dans la même logique, mais à une tout autre échelle, que le renflouement et la liquidation des Caisses d'épargne américaines à la fin des années 1980 à la suite déjà d'une crise immobilière* », explique M. Rogoff. Cela permettrait de donner une valeur aux crédits immobiliers et de chiffrer définitivement les pertes bancaires, ce qui rétablirait la confiance.

« Faire baisser la tension »

Le *Financial Times* révèle, dans son édition datée des 22 et 23 mars, que plusieurs banques centrales, dont la Réserve fédérale américaine (Fed), la Banque d'Angleterre et la Banque centrale européenne (BCE), ont commencé à évoquer ensemble la possibilité d'une telle opération. La Banque d'Angleterre a reconnu avoir des discussions avec ses homologues sur les moyens de « faire baisser la tension » sur les marchés financiers, mais dément avoir l'intention de solliciter le contribuable pour assumer les risques de crédits à la place des établissements financiers. La banque centrale ajoute qu'elle ne fait pas partie « de celles » qui « envisagent » l'achat de produits financiers contenant des prêts immobiliers. Les réticences seraient encore plus grandes à Francfort du côté de la BCE qui se refuse à tout commentaire. L'idée fait surtout son chemin aux États-Unis, même si un porte-parole de la Fed a déclaré samedi que « *la Réserve fédérale n'est pas engagée dans des discussions avec des banques centrales étrangères pour un rachat coordonné des MBS* ». Elle ne rejette pas pour autant par principe toute intervention de cette nature qui peut, selon elle, être justifiée dans certains cas, mais seulement en dernier recours. Le fait qu'une telle hypothèse soit évoquée illustre en tout cas la crainte des banques centrales de voir la situation leur échapper une semaine seulement après le sauvetage de la cinquième banque d'affaires américaine, Bear Stearns. « *Nous n'y sommes pas encore, mais nous approchons du troisième stade d'une crise financière quand la banque centrale a dépensé toutes ses munitions et ne parvient pas à restaurer l'équilibre. Il reste alors trois choix possibles : la dépression, l'inflation ou l'intervention publique* », souligne J. Bradford Delong, professeur d'économie à l'université de Berkeley et ancien secrétaire adjoint au Trésor dans l'administration Clinton. « *La dépression est impensable, l'inflation par la*

planche à billet est vraiment à éviter, il ne reste plus que l'intervention de l'État parce que la quantité d'actifs compromis est trop importante pour être absorbée par les intermédiaires financiers », ajoute-t-il. La décision, sans précédent, de racheter et de cautionner les crédits immobiliers ne serait de toute façon pas du seul ressort des banques centrales mais avant tout des gouvernements. Elle supposerait un engagement massif des finances publiques et présenterait de sérieux risques politiques. Aujourd'hui, la Maison Blanche n'y est pas prête et le secrétaire au Trésor, Henry Paulson, n'y serait pas favorable. Il faudrait justifier auprès de l'opinion l'utilisation d'argent public pour sauver des banques ayant pris des risques inconsidérés. Pour le moment, la Fed et l'administration estiment que la situation n'est pas suffisamment dramatique pour en arriver là. La Réserve fédérale entend d'abord mesurer l'efficacité de ses fortes baisses de taux d'intérêts depuis six mois et des mesures de refinancements exceptionnelles pour les établissements financiers qu'elle a mises en place.

Thème 2 : Ingrid Bétancourt

Ingrid Bétancourt : son pronostic vital serait « réservé »

L'Express.fr – lundi 31 mars 2008.

L'inquiétude grandit au sujet de l'état de santé d'Ingrid Betancourt, toujours détenue par les Farcs, en Colombie. Soignée fin février dans un dispensaire du sud-est du pays, elle souffrirait d'hépatite B, de leishmaniose et de paludisme.

L'otage franco-colombienne Ingrid Bétancourt a été soignée fin février dans un poste médical de la région rurale de San José del Guaviare (400 km au sud-est de Bogota), a affirmé vendredi le prêtre catholique Manuel Mancera. « *Ils étaient 200 à 300 guérilleros qui ont établi un cordon de sécurité autour du poste médical d'El Capricho afin qu'elle (Ingrid Bétancourt) puisse être reçue* », a déclaré à la radio privée RCN le prêtre qui exerce dans la région de San José del Guaviare. Manuel Mancera n'est pas un témoin direct mais a rapporté les témoignages de nombreux paysans qui lui ont précisé que l'otage franco-colombienne avait passé cinq jours, du 20 au 25 février, dans ce poste.

Pronostic réservé

Les échos de l'aggravation de son état se sont multipliés dans la presse colombienne. El Tiempo, par exemple, a eu accès au témoignage d'un paysan « *qui a aidé un ami à fuir parce qu'il avait eu le malheur d'être présent* » lorsque les Farcs ont amené Ingrid Bétancourt au dispensaire d'El Capricho, le 21 février dernier, selon le quotidien colombien. Ce paysan raconte que l'ex-candidate « *se perdait dans un imperméable vert. Elle était très maigre et avait le teint jaune* ». « *Elle ne parlait pas, pratiquement sans souffle. Quand on lui a demandé si elle avait mal à l'estomac, elle a hoché la tête. Pendant deux heures, elle a reçu des soins, allongée sur un brancard. Ils lui ont fait des piqûres et des injections* ». D'après ce témoin involontaire, quand l'équipe médicale « *a demandé aux guérilleros qu'Ingrid Bétancourt soit internée à l'hôpital immédiatement, les rebelles ont refusé* » et l'ont emmenée avec eux à nouveau dans la jungle. Pourtant, insiste *El Tiempo*, le « *pronostic des médecins est réservé. En plus de l'hépatite B, elle souffrirait de leishmaniose et de paludisme* ».

Crainte de représailles

Le reportage publié samedi évoque en outre les craintes des habitants de possibles représailles des Farcs après que certains ont parlé. Sans compter « *les questions insistantes de l'armée régulière* ». « *Dans des lieux comme Guaviare, voir ou entendre n'est pas une bénédiction mais un coup du mauvais sort* ». Les habitants critiquent en particulier le communiqué du prêtre Manuel Mancera, « *qui a révélé à Bogota cet internement d'Ingrid dans le dispensaire du village comme si toute la population en avait été témoin* ». à la suite de ces informations, l'armée aurait fouillé le dispensaire, interrogé le personnel médical, et bouclé le secteur.

« Rien de solide »

Jeudi, un médiateur colombien chargé des relations entre la population et les autorités, Volmar Perez, avait indiqué que l'ex-candidate à la présidence, séquestrée depuis le 23 février 2002 par les Farcs, avait reçu des soins dans des postes médicaux dépendant des localités de José et El Retorno et situés dans ce même département de Guaviare. Le gouvernement avait aussitôt démenti ces « rumeurs ». Le haut commissaire à la paix du gouvernement, Luis Carlos Restrepo, a souligné que « *rien n'avait pu être corroboré* », malgré la collaboration de « *tous les services secrets* ». « *Il n'y a rien de vrai, rien de solide* ». En France, les proches d'Ingrid Bétancourt sont restés prudents à l'égard de ces révélations. « *La personne qui a donné ces informations n'a jamais, à ma connaissance, travaillé sur ce dossier* », a noté Hervé Marro, membre du comité de soutien d'Ingrid Bétancourt à Paris.

La famille Bétancourt critique la France et la Colombie

Le Point – 23 février 2007.

Lors d'une récente manifestation de soutien à Ingrid Bétancourt, ses proches ont appelé à une pression internationale accrue pour obtenir la libération de la Franco-Colombienne, détenue depuis cinq ans par la guérilla colombienne. Les proches d'Ingrid Bétancourt ont appelé à une pression internationale accrue pour obtenir la libération de la Franco-Colombienne, détenue depuis cinq ans par la guérilla colombienne. à l'occasion du cinquième anniversaire de son enlèvement, ses deux enfants, Mélanie et Lorenzo, ainsi que son ex-mari, Fabrice Delloye, ont critiqué l'attitude des autorités colombiennes et françaises dans ce dossier. Mélanie Delloye, la fille d'Ingrid, a notamment reproché à Paris de se laisser « *marcher sur les pieds* » par le président colombien Alvaro Uribe, qui a annoncé jeudi une intensification des opérations militaires contre les Farcs. Les enfants de la Franco-Colombienne demandent en particuliers aux négociateurs actuels, la France, la Suisse et l'Espagne, de faire appel à l'Union européenne et aux États-Unis pour accentuer la pression. Interrogé sur ces critiques lors d'un sommet informel franco-allemand à Meseberg, Jacques Chirac a répété que cela n'entamait en rien sa détermination à trouver une issue positive au sort des otages des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc). « *Je peux parfaitement comprendre les critiques, surtout lorsqu'elles sont motivées par le cœur, plus peut-être que par la raison. Mais ce n'est pas de nature à nous décourager le moins du monde* », a-t-il dit aux journalistes.

Ambiguité permanente

Le président français a estimé que ce problème ne pouvait être résolu « *que dans le cadre d'un échange humanitaire en zone démilitarisée* », option que le président Uribe a rejetée jeudi. À l'origine, les discussions portaient sur l'échange de 500 membres emprisonnés des Farcs contre 56 otages politiques et militaires retenus par la guérilla marxiste, dont Ingrid Bétancourt et son amie Clara Rojas. Jacques Chirac a également souligné que Yolanda Pulecio Bétancourt, la mère d'Ingrid, n'avait pas formulé de telles critiques. Dans une lettre au président français, Yolanda Pulecio Bétancourt dit « *mesurer les difficultés qu'il y a à parvenir à la libération d'Ingrid face à l'attitude d'ambiguïté permanente* » du président Uribe. Elle souligne que, dans la recherche inlassable d'une solution, « *l'action de la France est vitale* » et remercie les Françaises et les Français pour leur mobilisation. La fédération internationale des comités Ingrid Bétancourt invite pour sa part tous les gouvernements européens à appuyer la médiation actuellement tentée et appelle à « *une pression internationale constante et déterminée.* » Le comité de soutien français et les enfants d'Ingrid Bétancourt ont soumis pour leur part un Manifeste pour la libération de la Franco-Colombienne aux candidats à l'élection présidentielle française. Jeudi, la candidate socialiste Ségolène Royal a signé ce texte et s'est engagée sur plusieurs points notamment, selon le comité, celui de mobiliser l'Union européenne et les États-Unis. Le même jour, les enfants d'Ingrid Bétancourt ont refusé l'invitation du ministre des Affaires étrangères Philippe Douste-Blazy en disant vouloir attendre l'élection présidentielle pour repartir sur de nouvelles bases. Ils ont également appelé à un « *rassemblement citoyen* » tout au long de la journée de vendredi place Saint-Michel,

à Paris. « *Le temps n'est plus aux discours émouvants, aux yeux humides, à ces plaidoyers médiatiques qu'on rallume une fois l'an sous le regard d'Ingrid* », écrit pour sa part Emmanuel Voguet dans *Libération*, daté du 23 février. Cet ancien conseiller d'Ingrid Bétancourt lorsqu'elle était candidate (Verts) à l'élection présidentielle en Colombie demande à « *celle ou à celui qui sera élu* » à l'Élysée de prendre conscience qu'elle ne survivra pas à un deuxième quinquennat.

Communication du haut commissaire pour la Paix colombien, Luis Carlos Restrepo, le 27 mars 2008

Traduction et adaptation par Cyriel MARTIN,
Le Point.fr – 28 mars 2008.

Le haut commissaire colombien pour la paix, Luis Carlos Restrepo, lors de la conférence de presse du 27 mars 2008, à Bogota

© William Fernando Martine / SIPA

« Depuis que nous avons eu connaissance des preuves de vie de Mme Ingrid Bétancourt, à la fin de l'année dernière, nous sommes très préoccupés par son état de santé. Les informations qui nous ont été transmises par le docteur Luis Eladio Pérez, et les rumeurs qui ont circulé les jours derniers, confirmées aujourd'hui pleinement par le Défenseur du peuple Volmar Perez, ne laissent plus aucun doute quant à l'état de santé délicat de Mme Ingrid Bétancourt. Par conséquent, le gouvernement s'est uni aux appels nationaux et internationaux pour que sa vie soit sauvée. Nous ne pouvons pas prendre de risque, il n'y a plus de temps à perdre. Pour ces raisons, après plusieurs réunions, le président de la République vient de signer un décret réglementaire, qui nous permet de mettre en œuvre un mécanisme exceptionnel et immédiat pour l'accord humanitaire.

La seule condition requise pour que se réalise l'accord humanitaire est la libération des prisonniers. Il suffit que le groupe armé [les Farcs] libère les otages, et le gouvernement sollicitera de manière immédiate auprès des autorités judiciaires compétentes la suspension conditionnelle de leur peine. [...] Le nombre de guérilleros concernés sera convenu ultérieurement. Je vais lire la partie résolutive du décret qui entre en vigueur à partir de cet instant.

Décret numéro 888 du 27 mars 2008

Article premier : par effet du présent décret, un accord humanitaire aura lieu dès que le groupe armé en marge de la loi libérera la ou les personnes qu'il retient en otage (s).

Article second : le président de la République ou son délégué, le haut commissaire pour la Paix, enverra aux autorités compétentes les noms des guérilleros emprisonnés, dont le nombre aura été convenu, pour solliciter la suspension conditionnelle de leur peine. [...] Un article final dit expressément qu'il est de l'intérêt supérieur de la paix que toutes les procédures liées à ce décret soient traitées en priorité.

Je crois alors que de cette manière est établi le support juridique pour un accord humanitaire, et que nous avons réduit au maximum les exigences.

Il suffit, simplement, que Mme Ingrid Bétancourt soit libérée de manière immédiate pour que nous considérions que l'accord humanitaire est effectif et que nous puissions mettre en œuvre les suspensions de peine. [...]

Notre intérêt, évidemment, en premier lieu, est la santé de Mme Ingrid Bétancourt. Mais nous croyons que ce mécanisme permet également, de manière immédiate, la libération des autres otages en mauvais état de santé, et, en général, de la totalité des otages que les Farcs ont en leur pouvoir.

Nous espérons donc que désormais la libération de Mme Ingrid Bétancourt se concrétise et soit le plus rapide possible [...] »

Ingrid Bétancourt a fait cinq tentatives d'évasion

Le Figaro.fr – 14 octobre 2007.

Un otage colombien, qui a pu fausser compagnie aux Farcs, affirme avoir vu la franco-colombienne en bonne santé le 28 avril dernier.
Mais l'ex-mari d'Ingrid Bétancourt relativise ses déclarations.

L'otage franco-colombienne Ingrid Bétancourt serait vivante ainsi que son adjointe Clara Rojas et les trois Américains séquestrés par les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc). C'est ce qu'a affirmé mercredi à Bogota John Frank Pinchao Blanco, un sous-officier de la police colombienne qui aurait réussi à s'enfuir d'un campement rebelle près de la ville de Mitu, au sud-est du pays, à la faveur d'une opération militaire lancée il y a 17 jours par la police. Mais ses conditions d'évasion restent floues. Il était retenu en otage par le groupe paramilitaire depuis le 1er novembre 1998.
« *La dernière fois que je les ai vus c'était le 28 avril* », a précisé le policier lors d'une conférence de presse à la présidence. Selon lui, Ingrid Bétancourt a effectué cinq tentatives d'évasion mais a toujours été rattrapée par les guérilleros des Farcs. « *Ingrid a été durement punie pour ces tentatives d'évasion* », a poursuivi le policier précisant que les rebelles lui avaient infligé des privations de nourriture et de radio. Mais d'après ses dires, l'otage franco-colombienne est toujours en bonne santé. « *Ingrid fait beaucoup d'exercice, écrit, écoute la radio et découpe les nouvelles dans les journaux* », a poursuivi le sous-officier.

L'enfant de Clara Rojas
Très amaigri, pleurant en évoquant ses compagnons de détention, l'ex-otage a indiqué avoir rencontré l'adjointe d'Ingrid Bétancourt, Clara Rojas, enlevée en même temps que la Française en février 2002. « *Elle a eu un fils qui a aujourd'hui trois ans. L'enfant s'appelle Emmanuel* », a-t-il dit confirmant qu'elle avait eu un enfant avec un guérillero pendant sa détention.
L'ex-otage a décrit les terribles conditions dans lesquelles vivent les prisonniers des Farcs, évoquant les nuits pendant lesquelles les otages dormaient attachés par le cou les uns aux autres avec des chaînes cadenassées.

« Infiniment de prudence »
Interrogé sur Europe 1, l'ex-mari de la franco-colombienne, Fabrice Delloye, a accueilli la « *nouvelle avec infiniment de prudence* ». « *L'ex-otage a indiqué qu'elle serait dans une région du sud-est de la Colombie alors qu'on la croyait au sud-ouest. (...) Nous craignons des opérations militaires.* » Par ailleurs, selon lui, John Blanco aurait bien vu les trois américains mais aurait aperçu Ingrid Bétancourt, pour la dernière fois, il y a deux ans et demi. Pour sa fille, Mélanie Bétancourt, « *c'est une nouvelle impressionnante, déjà le fait même qu'il a pu s'échapper et parce que nous étions sans preuve de vie depuis 4 ans. Je suis encore prudente parce qu'on est habitués aux pièges dans ce pays. J'attends que ma grand-mère et que mon père rencontrent l'ex-otage en Colombie.* » Ingrid, Bétancourt, 45 ans, otage depuis le 23 février 2002, a été enlevée par les Farcs pendant la campagne présidentielle à laquelle elle se présentait comme candidate des Verts colombiens.

Entretien Sarkozy/Uribe

Nicolas Sarkozy a affirmé jeudi au président colombien Alvaro Uribe, lors d'une conversation téléphonique, qu'il était « *déterminé à obtenir le retour d'Ingrid Bétancourt* », selon le porte-parole de l'Élysée, David Martinon. Son homologue colombien a de son côté donné les informations recueillies auprès de John Frank Pinchao Blanco.

Nicolas Sarkozy a salué l'intention du président Uribe de libérer de nombreux prisonniers des Farcs. De son côté, Alvaro Uribe a accepté la demande du chef d'État français d'envoyer « *très rapidement à Paris* » son conseiller spécial, Luis Carlos Restrepo, qui est haut commissaire pour la paix en Colombie.

Les proches d'Ingrid Bétancourt s'inquiètent pour la santé de l'otage

Le Monde.fr – 29 mars 2008.

À Paris, une affiche représente les otages des FARCS, avec Ingrid Bétancourt au premier plan. L'inquiétude grandit chez les proches d'Ingrid Bétancourt, tandis que des nouvelles alarmantes leur parviennent régulièrement sur la santé de l'otage des FARCS, qui souffre d'une hépatite B récurrente. Jeudi 27 mars, un médiateur colombien, Volmar Perez, avait le premier fait état d'une nouvelle détérioration de l'état de santé d'Ingrid Bétancourt, déclaration à laquelle Bogota avait déclaré n'accorder que peu de crédit. Vendredi un prêtre a confirmé que la Franco-Colombienne avait du recevoir des soins dans un poste médical de la région rurale de San José del Guaviare. Finalement, une source proche du palais présidentiel cité par l'AFP reconnaissait « *l'état de santé déplorable* » de la captive : « *selon des informations de la police, de l'armée et du ministère de la défense, nous avons établi qu'Ingrid Bétancourt est très malade et que son état de santé est extrêmement fragile* », a-t-il indiqué. « *J'ai peur qu'Ingrid Bétancourt soit en train de mourir ou soit déjà morte. Ce qui m'angoisse le plus, c'est la déclaration du gouvernement colombien, je me demande s'ils ne disposent pas d'informations que nous n'avons pas* », a réagi samedi l'ex-mari d'Ingrid Bétancourt, Fabrice Delloye. « *Les nouvelles sont très mauvaises, je suis extrêmement angoissé* », a admis le porte-parole du comité de soutien à Ingrid Bétancourt, Hervé Marro.

« Je ne veux pas que tout se passe trop tard »

La sœur d'Ingrid, Astrid Bétancourt, a tenu pour sa part à souligner que « *rien de concret* » ne permettait aujourd'hui « *de dire que l'irréparable était arrivé* » à l'otage. Elle a toutefois lancé un appel aux FARCS : « *Je demande à la guérilla, au cas où l'état de santé de ma sœur s'aggrave, de contacter les autorités vénézuéliennes, françaises ou suisses* » de façon à ce qu'elles puissent intervenir sur le plan médical. « *Je ne veux pas que tout se passe trop tard et qu'on ne réussisse pas à la sauver alors qu'on a les moyens de le faire* », a-t-elle déclaré, alors que, selon des sources proches du dossier, des tractations intenses se poursuivent en vue de sa libération.

Astrid Bétancourt a cependant pointé du doigt « *l'incohérence du gouvernement colombien qui d'un côté prône la voie négociée pour la libération des otages et d'un autre côté intensifie la présence militaire* ». Bogota a affirmé jeudi soir que si l'otage franco-colombienne Ingrid Bétancourt était libérée, il était prêt à un accord humanitaire et à « *réduire au minimum* » ses exigences pour la sortie de prison de guérilleros. Le président colombien Alvaro Uribe qui s'est rendu samedi dans la localité de San José del Guaviare, la région où l'otage Ingrid Bétancourt a été vue fin février, s'est encore une fois adressé aux preneurs d'otage. « *Nous garantissons la liberté aux guérilleros qui remettront leur otage et nous protégerons leur famille* », a déclaré le chef de l'État, qui a rappelé qu'une prime importante serait versée dans ce cas. « *Ce guérillero [qui libérerait un otage] pourra aussi, s'il le veut, partir vivre à l'étranger. Nous avons déjà établi cela avec la France* », a-t-il affirmé. Alvaro Uribe a aussi exhorté la population « *à aider les forces de l'ordre à localiser les preneurs d'otages* ».

La lettre d'Ivan Marquez, des Farcs, sur Bétancourt

Nouvelobs.com – 02 avril 2008.

Voici la traduction de la lettre d'Ivan Marquez, nouveau numéro deux des Farcs, qui conteste une libération prochaine d'Ingrid Bétancourt.

Ici, il y a en un vivant ! criaient-ils dans l'obscurité. Donne lui une balle ! répondaient-ils. Et ensuite les coups de feu... Ainsi ont agi les troupes d'Uribe Velez, le ténébreux terroriste international pantin des États-Unis, au moment d'achever la prise du campement de Raoul Reyes. Plusieurs des blessés furent achevés avec le coup de grâce. À 0h25, de ce 1er mars un missile s'est écrasé au cœur du camp endormi. Personne n'a entendu ni avion ni hélicoptère. Le missile avait été envoyé par les gringos depuis la base aérienne de Tres Esquinas, dans la région du Caqueta. Du Sud au Nord intervinrent des troupes terrestres que l'on avait aperçues dans la zone depuis le 26 février. **Il n'y aura pas de rencontre avec la délégation française pour négocier la libération d'Ingrid. Ils ont tué Raoul Reyes, quelques uns de ses guérilleros et des étudiants mexicains en visite dans ce lieu. Comme l'a dit le commandant Marulanda : « *Ils ont tué Raoul, Ils ont nui gravement à l'échange de prisonniers et à la paix* »**. L' « Israël » de l'Amérique du Sud, la Colombie – le pays recevant la plupart de l'aide militaire et des millions et des millions de dollars du gouvernement de Washington dans la région, a agi froidement, avec le consentement de son allié, avec les satellites et la technologie militaire de pointe livrée par le gouvernement des États-Unis.

L'indigne mensonge d'une intervention soit-disant improvisée ne résiste pas à la vérité. Il s'est effondré après la première analyse révélant la plus infâme violation de territoire, de la souveraineté et de la dignité d'un pays frère (l'Équateur, ndlr). Et avec leur habituelle perfidie, ils ont tenté, et continuent de le faire, de convertir une nation victime en coupable. Pour cette raison, ils brandissent comme des chiens de guerre la doctrine de la souveraineté limitée, inacceptable sophisme et prétexte pour la Maison Blanche, pour asservir et spolier les peuples, argutie précaire qui ne masquera pas la transgression à la loi internationale dans notre Amérique. La réponse du Président de l'Équateur, Rafaël Correa, à Monsieur Uribe fut de haute tenue : « *Votre insolence fait plus de mal que vos bombes assassines. Assez de tromperies !* »

Le monde n'oubliera pas cet après-midi de Saint Domingue au cours de laquelle un Alvaro Uribe devenu fou couvrit d'injures le cadavre de Raul Reyes, le traitant de lâche et de ténébreux terroriste, qualificatifs qu'il pourrait s'appliquer à lui-même et à sa bande présidentielle, qui, au nom des paramilitaires trafiquants de drogue qui ont succédé aux cartels de Cali et de Medellin, s'est emparé du palais de Narino (palais de la présidence de la République, ndlr). À la mort de Raul Reyes et à l'assassinat ultérieur d'Ivan Rios a suivi la plus irrationnelle euphorie triomphaliste des oligarchies de Colombie. Le fascisme hystérique – le même que celui qui incite à lapider des femmes exceptionnelles comme Piedad Cordoba – s'est emparé d'un pays gouverné par la famille Santos. Ils ont vomi toute leur haine et ils ont rempli l'espace électromagnétique d'informations manipulées, de déclarations de victoire et d'incitations à « désinfecter » l'insurrection. Ils se glorifièrent et se lancèrent dans cette affaire persuadés qu'ils avaient signé la victoire de la bataille finale.

Leurs plus terribles anathèmes ont profané les cadavres de nos morts avec la même insanité que les paramilitaires avec leurs victimes. Ils vont faire comme le maréchal Monet, qui, croyant la victoire assurée dans les champs de Ayacucho, avec un optimisme effréné se lança avec toutes ses forces pour exterminer les invincibles de Sucre et de Bolivar. Au micro, le procureur général Mario Iguaran a évoqué son délicat dilemme : cataloguer ou pas d'homicide l'assassinat du commandant Ivan Rios et de sa compagne. De l'autre côté, le général Mora Angel se vantait des 400 000 hommes des Forces Armées officielles face aux 50 000 de l'Équateur et aux 70 000 du Venezuela. L'expérience des militaires colombiens, dit-il est supérieure : « *Nous portons la lumière au Vénézuéla depuis des années, et nos pilotes sont habitués à combattre de nuit.* » Peut-être avait-il raison, mais le problème de son analyse légère est qu'elle ne tient pas compte ni des Farcs, ni des peuples de la Grande Colombie. Quelques Farcs libres pour avancer, ce n'est pas méprisable, surtout s'ils sont entourés d'une population insurgée, résolue de sortir d'une horrible nuit d'oppression. On oublie que la Colombie entière est une poudrière sur le point d'exploser. Uribe a exclu pour toujours de ses discours les programmes sociaux. Il parle seulement de guerre et de haine. (...) Il a changé ses Conseils Communs en tribune de la démagogie et de l'erreur effrontée à la population. Il a annoncé qu'il allait résoudre les problèmes les plus urgents de la population, mais rien ne s'est passé. Plus de 30 millions de Colombiens vivent désormais dans la pauvreté. Le coût élevé de la vie, le chômage, sont en train d'affamer les populations. La majorité n'a pas de toit, elle n'accède pas à la santé ou à l'éducation. Les terres dépouillées n'ont pas été rendues aux paysans, et plus de 4 millions de déplacés continuent de grossir la misère. Il y a seulement un bénéfice pour les grands investisseurs, un objet fondamental de la « sacro-sainte » politique de la Sûreté Démocratique imposée par les étrangers, comme une prolongation renouvelée de la néfaste doctrine de Sécurité nationale.

La violation de la souveraineté de l'Équateur a été un autre écran de fumée pour essayer de cacher toutes les pourritures et les hontes d'un régime qui a tourné ses armes répressives contre le peuple. Il cherche à cacher les liens sans objection possible avec la narco-para-politique qui déshonore le nom de la Colombie. Que personne ne conteste comment le président peut continuer d'être un homme dont ses principaux proches ont des liens scandaleux avec narco-para-politique. 90 % des congressistes sont uribistes. Le vice-président et le ministre de l'Intérieur, Messieurs Santos, ne peuvent cacher leur queue touffue de narco-paramilitaire. Les chefs paramilitaires eux-mêmes ont dénoncé qu'ils avaient financé à coup de mallettes pleines de dollars les campagnes présidentielle d'Uribe. M. Uribe ne peut occulter sa trajectoire délictueuse dans le trafic de stupéfiants. Il est allé jusqu'à outrepasser le directeur de l'Aéronautique civile pour autoriser à Paul Escobar Gaviria de créer des centaines de pistes clandestines dans la forêt, pour permettre le trafic de cocaïne vers des villes américaines.

C'est lui que Bush et Rice appellent Président démocratique et garant de la justice sociale ? Aura-t-il oublié qu'il a été porté à la présidence grâce à une gigantesque fraude électorale montée par les paramilitaires et le directeur du DAS ? Que ce « président démocratique » disent où sont les 11 prisonniers pris dans le campement de Raul Reyes et aujourd'hui disparus. Qu'il réponde des massacres et les mille fosses communes sur lesquels s'est érigé son gouvernement, des plus de 150 000 citoyens emprisonnés après ses coups de

filet fascistes. Qu'il réponde de l'assassinat de dirigeants syndicaux et populaires, de l'extradition de 600 personnes vers les États-Unis, renonçant ainsi à la souveraineté judiciaire du pays dans un agenouillement le plus écrasant à une puissance étrangère. Il ne peut pas être un chef démocratique qui envoie ses hordes paramilitaires au Venezuela pour faire assassiner un Président, ou qui se s'émeut pas du meurtre de plusieurs organisateurs de la grande marche du 6 mars contre le terrorisme d'État. En réalité, Uribe est un « ténébreux terroriste ». Et le terrorisme d'État est sa pratique quotidienne. Les convulsions de la Colombie d'aujourd'hui sont le signe que nous sommes au seuil d'une ère nouvelle. L'Amérique enfante l'ère de Bolivar. C'est l'heure de la lutte des peuples et de la solidarité. Nous nous approchons d'une étape historique prodigieuse dans laquelle les peuples seront les protagonistes de l'échange après 500 ans d'oppression et de spoliation. On ne peut pas vaciller en ce moment. Cette cohorte de bandits santanderistes, néolibéraux et pro-yanquees ne va pas désactiver la résistance populaire avec son arrogance triomphaliste, subjective et joyeuse.

Les peuples de la Grande Colombie doivent marcher contre le pantin fasciste de Washington, contre les faucons hystériques qui crient, menaçants, sa doctrine fasciste sur les peuples de Notre Amérique, excités par le Commando Sur.

La Colombie a besoin d'une levée populaire pour la patrie, pour la solution politique du conflit, contre la faim, contre la guerre, par la paix, par un nouveau gouvernement, par la démocratie populaire et souveraine du peuple. Nous voulons la patrie que désirait Bolivar, pas celle qu'ont perverti Santander et le secrétaire de l'État Henry Clay ; nous voulons un nouveau gouvernement qui aborde la question urgente de la paix et de la justice sociale, qui donne à notre pays la meilleure stabilité politique et le bonheur, qui empoigne le drapeau bolivarien afin de construire dans cet hémisphère une grande nation de Républiques, qui est un « écu de notre destin » et qui garantira le respect et la dignité.

Thème 3 :

Les JO de Pékin

La campagne anti-JO de Pékin prend de l'ampleur

Par Jean-Jacques MÉVEL,
Le Figaro.fr – 15 février 2008.

Les stades sont prêts, mais la Chine s'inquiète face à la montée des appels au boycott de l'événement.

La Chine entend faire des Jeux olympiques de 2008 la vitrine impeccable de sa réussite. Pourtant, elle découvre à six mois de l'échéance qu'elle ne contrôle pas tout. En pliant bagage, le cinéaste Steven Spielberg vient d'infliger un cruel revers de relations publiques aux seize jours « de rêve » que Pékin promet à la planète pour le mois d'août.

La direction communiste a rompu hier trente-six heures de silence gêné et a « regretté » le départ du père d'ET et d'Indiana Jones. Steven Spielberg était depuis plusieurs années consultant bénévole pour une fête d'ouverture des jeux qui s'annonce fastueuse, au soir du 8 août. Il a claqué la porte mercredi en reprochant personnellement au maître de cérémonie, le président Hu Jintao, de ne pas en faire assez pour sauver le Darfour.

La majorité des Chinois n'en a rien su, puisque la presse a censuré l'information en dépit de l' « ouverture » promise il y a sept ans lorsque Pékin a décroché les JO. À destination d'une audience uniquement étrangère, le porte-parole de la diplomatie Liu Jianchao a dénoncé hier « des perturbations politiques » qui seraient « contraires à l'esprit olympique ». La désertion du plus prospère des patrons du rêve hollywoodien est sûrement une mauvaise affaire pour les JO chinois, eux-mêmes placés sous le slogan « Un seul monde, un seul rêve ! ». Le départ de Steven Spielberg traduit d'abord la fin de l'angélisme et un retour aux réalités : la puissance qui héberge les Jeux a toujours payé l'honneur d'une litanie de pressions et de critiques. Moscou en 1980 ou Atlanta en 1996 sont des précédents récents. La Chine de 2008, restée la plus grande dictature, est elle-même un chiffon rouge agité sous les yeux de tout ce que la planète compte d'avocats des droits de l'homme, d'opposants à la peine de mort, de défenseurs des minorités ou de fidèles du dalaï-lama. Les influents amis démocrates de Steven Spielberg ajoutent sûrement aux sueurs froides du PC chinois, à l'heure où les États-Unis se jettent à corps perdu dans la course à la Maison-Blanche.

Double jeu de la Chine

Le drame humanitaire du Darfour, lui, montre la République populaire sous un jour moins flatteur que les brochures distribuées à Pékin. La Chine achète les deux tiers du pétrole soudanais et vend au régime islamique d'Omar el-Béchir des armes dont beaucoup se retrouvent au Darfour, voire au Tchad, aux mains de milices appuyées par Khartoum.

Les soucis soudanais du PC chinois ne s'arrêteront pas là. Huit Prix Nobel, dont l'archevêque sud-africain Desmond Tutu et l'auteur latino-américain Rigoberta Menchu,

viennent à leur tour de dénoncer le double jeu de Pékin. D'un côté, la Chine vote à l'ONU l'envoi au Darfour de soldats de la paix. De l'autre, elle « garde le silence lorsque le Soudan en bloque de facto le déploiement ». Le texte des Nobel, devenu une pétition internationale, gagne chaque jour en signatures dans les milieux politiques et sportifs, des deux côtés de l'Atlantique. Vu de Pékin, le contraste ne peut être plus saisissant. Tandis que les technocrates et les ingénieurs chinois peaufinent jusqu'au détail les plus belles installations olympiques jamais construites, la direction chinoise se montre à découvert sur le front plus fluide et plus compliqué des relations publiques. Le Tibet ? Taïwan ? L'environnement ? La secte Falungong ? D'où viendra le prochain incendie ? Le parti unique n'est pas du genre à reconnaître ses erreurs, mais il vient d'avouer une faiblesse : Xi Jinping, étoile montante du PC et plausible successeur de Hu Jintao en 2012, vient d'être promu responsable numéro un des jeux de l'été. À Pékin, personne n'en avait douté. Les JO sont d'abord une affaire politique.

Faut-il boycotter les JO de Pékin ? Question inutile !

Par Marie HOLZMAN,
Marianne2 – 25 mars 2008.

Pour Marie Holzman, jamais le CIO n'aurait dû laisser Pékin organiser les Jeux Olympiques. Une fois l'erreur commise, il reste à convaincre les dirigeants occidentaux, et notamment français, que commercer avec la Chine n'exclut pas une certaine fermeté diplomatique sur les droit de l'homme.

Il aura fallu un nouveau massacre, du sang et de nouvelles images odieuses de tanks défilant dans des rues désertes pour que l'Occident se réveille et commence à dénoncer les violations des Droits de l'Homme perpétrées par le gouvernement chinois… Tous les ans, le 10 mars, les Tibétains commémorent (ou tentent de commémorer) l'invasion de leur pays par les troupes chinoises en 1959. Tous les ans, quelques mairies, quelques voix s'élèvent pour rappeler au monde le combat exemplaire que mène le Dalaï-Lama, exilé en Inde depuis ce fameux 10 mars 1959, un combat empreint de patience, de détermination, et de respect pour ses adversaires. Et depuis cinquante ans, rien ne se passe. Les dirigeants chinois, emmurés dans leur position nationaliste et brutale, convaincus des bienfaits que leurs télévisions, leurs T-shirts et autres produits indispensables, leurs routes et leurs troupes pourront apporter à un « peuple arriéré », plongé dans une vision moyenâgeuse de la vie spirituelle et politique, mènent avec le Dalaï-Lama un surréaliste dialogue de sourds : « *Nous entamerons le dialogue avec vous lorsque vous cesserez de réclamer l'indépendance pour le Tibet.* » Alors que le Dalai-Lama répète depuis vingt ans, l'écrit, le dit à qui veut l'entendre : « *Nous ne demandons pas l'indépendance du Tibet, nous demandons une réelle autonomie. Nous demandons la possibilité pour les Tibétains de vivre heureux dans leurs montagnes.* » Hélas le temps est maintenant compté pour le Tibet tel que nous le connaissons, pour sa culture, ses temples, ses traditions et l'exemple unique qu'il a donné au monde d'un combat mené sans relâche et sans violence. Les jeunes Tibétains n'ont plus envie d'attendre. Ils n'ont plus envie d'être obligés de fuir vers l'Inde ou le Népal pour pouvoir éduquer leurs enfants dans la langue et le respect de leur culture. Ils n'ont plus envie de voir leur ville sacrée, Lhassa, défigurée par le béton et les palmiers en plastique installés par les promoteurs chinois. Qui pourrait les en blâmer ?

L'erreur du CIO

Faut-il pour autant appeler au boycott des Jeux Olympiques à Pékin ? La question paraît dérisoire. En effet, le combat de la population chinoise pour une Chine démocratique a commencé il y a plus d'un siècle. Les Jeux Olympiques jouent peut-être un rôle dans cette longue marche, mais si minime par rapport à l'ampleur de la tâche qu'il paraît presque obscène d'y accorder une importance démesurée. Ce qu'il aurait fallu boycotter, avec une énergie implacable, et certains l'ont fait à l'époque, comme Reporters sans Frontières, l'association

Solidarité Chine et le dissident historique Wei Jingsheng, c'était la candidature de Pékin pour l'obtention de la tenue des jeux en 2001. Notre position était claire : pas de Jeux Olympiques dans une Chine non démocratique. Ce point de vue n'est pas parvenu à s'imposer et les raisons qui ont prévalu sont également respectables. Tout d'abord le fait que, pour des millions de Chinois, la tenue des JO ne représentait pas seulement un évènement majeur pour leur fierté, mais également et surtout une occasion d'exhorter leur gouvernement à un comportement digne de l'accession de la Chine au rang de nation de stature mondiale, notamment en matière de libertés publiques.

Naissance d'une société civile chinoise

Nous avons pu observer, depuis 2001, une évolution remarquable de la société civile chinoise, dans tous les domaines. Alors que les questions environnementales n'intéressaient pas plus les Chinois que ça, ce sont maintenant des centaines, des milliers d'organisations composées de paysans, d'ouvriers et de citadins qui s'organisent pour essayer d'endiguer la destruction rapide de l'air, de l'eau et de la terre. Alors que les Chinois soutenaient massivement la peine de mort, ce sont maintenant des dizaines, des centaines de professeurs, d'avocats qui militent ouvertement pour l'abolition de ce châtiment d'un autre siècle. Alors que les paysans qui migraient par dizaines de millions vers les villes pour y trouver du travail étaient tenus à l'écart de tout avantage et de toute protection sociale, qu'ils étaient taillables et corvéables à merci, ils commencent enfin à être soutenus par quelques consciences éclairées qui exigent la fin de l'apartheid odieux qui différencie encore aujourd'hui les Chinois nés en ville, et les pauvres bouseux nés dans les provinces lointaines. C'est dans cet apartheid discret mais implacable que réside la clé du « miracle chinois ». Comment maintenir les prix aussi bas si l'on ne peut pas s'appuyer sur une immense classe sociale qui n'a pas son mot à dire quant à la marche du pays ? Que l'on peut faire travailler nuit et jour dans les grandes villes comme Pékin, Qingdao, Shanghai pour construire les nouvelles infrastructures destinées à accueillir les Jeux Olympiques, sans leur accorder de jour de congés, de logements décents, ni même de cotisations sociales...

Le commerce avec la Chine n'exclut pas la fermeté

Les violences au Tibet et dans les provinces où vivent des millions de Tibétains, comme le Sichuan, le Qinghai et le Gansu, sont devenus le révélateur définitif du caractère indécrottable du pouvoir chinois : incapable de composer avec la population dont il a la responsabilité, il ne connaît que la violence comme seule réponse. Cette démonstration avait déjà été faite en juin 1989, lorsque les tanks ont envahi Pékin pour massacrer des étudiants et des manifestants confiants dans leur gouvernement, persuadés que, tôt ou tard, il accepterait d'ouvrir le dialogue avec eux. Puisque le gouvernement français (il n'est pas le seul, mais c'est notre seul interlocuteur direct) est tout aussi aveugle et sourd aux réalités du quotidien en Chine, puisqu'il n'a jamais voulu comprendre que l'on pouvait très bien commercer, dialoguer, échanger avec le pouvoir chinois, tout en restant d'une fermeté sans faille, c'est maintenant à l'opinion publique de prendre le relais. Il faut exiger la libération immédiate de tous les prisonniers d'opinion qui croupissent en prison pour des raisons absurdes. C'est au gouvernement français, au C.I.O., à l'Union européenne d'exiger

la libération de Shi Tao, condamné à dix ans pour avoir transmis des informations sur les arrestations imminentes de dissidents chinois tentant de se rendre en Chine pour commémorer le quinzième anniversaire du massacre de la place Tian'anmen. Il faut libérer Chen Guangchen, cet avocat aveugle condamné pour avoir défendu des centaines de milliers de femmes chinoises stérilisées d'office pour avoir osé enfanter en dehors des dates imposées par le planning familial dans son district. Oui, vous avez bien lu : dans un seul district du Shandong, des centaines de milliers de femmes avortées ou stérilisées d'office ! Il faut libérer Hu Jia, arrêté entre Noël et le Nouvel an dernier pour avoir dénoncé la réalité de la Chine à la veille des JO et tant d'autres qui se battent au prix de leur vie, de leur liberté, et que nous n'écoutons pas, que nous n'entendons pas, au péril de notre vie, à nous aussi. Il faut empêcher que la grande fête des JO se déroule sans que toutes ces voix soient entendues. Il faut se regrouper tout du long du passage de la flamme olympique, qui sera chez nous le 7 avril prochain, avec des banderoles, des drapeaux tibétains, et faire honte au gouvernement chinois.

Qui peut penser qu'une dictature en passe de devenir la prochaine grande puissance mondiale n'est pas une menace pour la planète ? Alors, face à ça, se faire plaisir en boycottant les JO, n'est-ce pas vraiment dérisoire ?

État de siège au Tibet

Le Monde – 16 mars 2008.

C'était l'accident tant redouté par Pékin. Depuis des mois, le régime chinois était attentif au moindre dérapage susceptible d'obscurcir le climat avant la tenue des Jeux olympiques (JO) de Pékin, dont le Parti communiste (PCC) a fait une opération de relations publiques à sa gloire. Ses craintes se confirment avec les violences qui, depuis le début de la semaine, embrasent Lhassa, la capitale de la « région autonome du Tibet » sous tutelle chinoise. Marches de moines bouddhistes, arrestations musclées, fermeture des principaux monastères, incendie d'un marché, et même, selon des sources médicales, plusieurs victimes : ces incidents sont les plus graves ayant secoué le Tibet depuis la loi martiale décrétée en 1989 à la suite d'émeutes antichinoises. La question tibétaine entache brutalement l'image avantageuse que voulait présenter le régime chinois, auréolé de ses spectaculaires performances économiques et courtisé dans les enceintes internationales. Les États-Unis ne viennent-ils pas de retirer la Chine de leur liste des dix États bafouant le plus les droits de l'homme ?

Les événements de Lhassa vont doper tous les opposants à la tenue des JO, qui dénoncent depuis des mois l'effet de légitimation que recherche le PCC à travers ce grand rendez-vous sportif. Un premier accroc s'était déjà produit en début d'année sur le dossier du Darfour avec la décision du cinéaste américain Steven Spielberg de boycotter ces Jeux – où il devait officier comme consultant artistique – en raison du soutien chinois au régime soudanais. Avec le Tibet en état de siège, les choses deviennent autrement plus sérieuses.

L'exaspération des Tibétains doit être grande pour qu'ils prennent le risque de défier Pékin au cœur du sanctuaire de Lhassa, la ville la plus contrôlée de Chine. Là est le principal enseignement de cette poussée de fièvre : malgré une implacable répression, que le dalaï-lama qualifie d' « *inimaginable* », malgré une politique de sinisation brutale qui pourrait un jour rendre les Tibétains minoritaires sur leur sol, des moines bravent la peur pour interpeller la communauté internationale. Ce courage mérite d'être salué.

La partie, hélas, s'annonce périlleuse. Pour le régime, le Tibet constitue un enjeu stratégique sur lequel il ne fléchira pas. Il y a fort à parier qu'au lendemain de ces troubles il jouera sur une corde nationaliste à laquelle la population chinoise est extrêmement sensible. Nombre de Chinois, et pas seulement ceux qui soutiennent le PCC, ont du mal à s'affranchir d'une vision paranoïaque de l'histoire. Ils sont convaincus que l'Occident conspire afin d'entraver l'essor de la Chine, jadis humiliée, aujourd'hui renaissante. Il faut qu'ils comprennent qu'une puissance n'est grande que si ses minorités souhaitent l'intégrer sur une base volontaire, et non forcée.

Six mois avant les Jeux olympiques, la répression continue

Reporter sans frontière – 30 mars 2008.

Le 13 juillet 2001, le Comité olympique international (CIO) attribuait l'organisation des Jeux olympiques d'été de 2008 à Pékin. Parallèlement, la police chinoise intensifiait la répression contre les éléments subversifs de la société, notamment les internautes et les journalistes. Six ans plus tard, rien n'a changé. Et malgré cette absence de progrès significatifs en matière de liberté d'expression et de droits de l'homme en Chine, les membres du CIO restent sourds aux appels répétés des organisations internationales qui dénoncent l'ampleur de la répression. Reporters sans frontières s'est prononcée, dès le début, contre l'attribution des JO à Pékin. Six mois avant la cérémonie d'ouverture, l'organisation rappelle que les médias et Internet sont toujours vus par le gouvernement chinois comme l'un des secteurs stratégiques à ne pas abandonner aux « forces hostiles » dénoncées par le président Hu Jintao. Le Département de la publicité, celui de la sécurité publique et la cyberpolice, bastions des conservateurs, sont chargés de faire scrupuleusement appliquer la censure.

Une trentaine de journalistes et une cinquantaine d'internautes sont actuellement emprisonnés en Chine. Certains depuis les années 1980. Le gouvernement bloque des milliers de sites Internet d'informations. Les programmes en chinois, tibétain et ouïghour d'une dizaine de radios internationales sont brouillés. Après les sites Internet et les forums de discussion, les autorités se concentrent désormais sur les blogs et les sites permettant l'échange de vidéos. Les outils de blogs du pays incluent tous des filtres qui bloquent les mots clefs jugés « *subversifs* » par les censeurs. La loi sanctionne lourdement la « *divulgation de secrets d'État* », la « *subversion* » et la « *diffamation* », autant d'accusations régulièrement utilisées pour faire taire les voix les plus critiques. Bien que les mesures encadrant le travail des journalistes étrangers aient été assouplies, il est toujours impossible pour les médias internationaux d'employer des journalistes chinois, ou de se déplacer librement au Tibet et au Xinjiang.

Des promesses jamais tenues

Pour obtenir l'organisation des JO, les autorités chinoises ont promis au CIO et à la communauté internationale des améliorations concrètes dans le domaine des droits de l'homme. Mais une fois la victoire acquise, le ton a changé. Le vice-Premier ministre de l'époque Li Lanqing a, par exemple, affirmé, quatre jours après le vote du CIO, en 2001, que la « *victoire olympique de la Chine* » devait inciter le pays à préserver sa « *vie saine* » en luttant notamment contre le mouvement spirituel Falungong qui a « *attisé l'insécurité* ». Au moins cent adeptes du Falungong sont morts en détention depuis l'interdiction du mouvement et plusieurs milliers d'autres sont emprisonnés. Un peu plus tard, c'était au tour de Hu Jintao, le vice-président chinois de l'époque et actuel président, d'affirmer qu'après le « *triomphe* » de Pékin, il était « *primordial de lutter sans équivoque contre les activités séparatistes orchestrées par le dalaï-lama et les forces antichinoises dans le monde* ». Dans l'ouest du pays, où vit une forte minorité musulmane, les autorités de la province du Xinjiang ont exécuté des Ouighours accusés de « *séparatisme* ». Enfin, la police et la justice ont reçu l'ordre de poursuivre la campagne « *Frapper fort* » contre la délinquance.

Plusieurs milliers de Chinois sont exécutés, chaque année, d'une balle dans la nuque ou d'une injection létale, en public, parfois dans des stades.

Le CIO ne peut plus rester muet

Les gouvernements des États démocratiques qui espèrent encore que « *les JO permettront d'améliorer la situation des droits de l'homme en Chine* » se trompent. Le « *dialogue constructif* » prôné par certains ne mène à rien. Au cours de ces sept dernières années, la répression envers les journalistes et les cyberdissidents n'a pas diminué. Et tout laisse penser que cela va continuer. Le CIO a investi le régime chinois d'une tâche qu'il va exécuter avec zèle : « *organiser des JO sécurisés* ». Pour Pékin, cela signifie davantage d'arrestations de dissidents, plus de censure et aucun mouvement de contestation sociale. Il n'est pas question de gâcher la fête, ni de prendre en otages les JO. C'est la Chine, au contraire, qui a pris en otages les Jeux et l'esprit olympique, avec la complicité du CIO. Le mouvement sportif mondial doit maintenant donner de la voix pour que les Chinois bénéficient enfin des libertés qu'ils réclament depuis des années. La Charte olympique stipule que le sport doit être mis « *au service du développement harmonieux de l'homme, en vue d'encourager l'établissement d'une société pacifique, soucieuse de préserver la dignité humaine* ». Les athlètes et les amateurs de sport ont le droit et le devoir de défendre cette Charte. Le CIO doit faire preuve de courage et tout faire pour que les valeurs de l'olympisme ne soient pas allègrement bafouées par les organisateurs chinois.

Le CIO est aujourd'hui le mieux placé pour exiger du gouvernement chinois des gages de bonne volonté. L'instance olympique doit exiger de Pékin que la situation des droits de l'homme s'améliore de manière notable avant la cérémonie d'ouverture du 8 août 2008.

Et le CIO ne doit pas céder devant les intérêts économiques de tous ceux qui considèrent que la Chine est un marché essentiel et que rien ne doit empêcher d'y faire des affaires.

Pas de Jeux olympiques sans démocratie !

Reporters sans frontières demande aux Comités nationaux olympiques, au CIO, aux athlètes, à tous les amoureux du sport et aux défenseurs des droits de l'homme d'exprimer publiquement leur inquiétude face aux innombrables violations de toutes les libertés fondamentales en Chine populaire. Après la désignation de Pékin en 2001, Harry Wu, dissident chinois qui a passé dix-neuf ans dans les prisons de son pays, a déclaré qu'il regrettait profondément que la Chine n'ait « *pas l'honneur et la récompense d'accueillir les Jeux olympiques en pays démocratique* ». « *Politiquement, une grave erreur ; humainement, une bassesse ; juridiquement, un crime.* » Le cri d'indignation lancé par le dissident russe Vladimir Boukovski contre la tenue des JO à Moscou en 1980, reste d'actualité en 2008.

La répression au Tibet se déroule à huis clos : Reporters sans frontières dénonce une nouvelle violation grave des engagements olympiques des autorités de Pékin

Reporters sans frontière – 17 mars 2008.

Reporters sans frontières proteste vivement contre les mesures prises par les autorités de Pékin pour empêcher la couverture médiatique des événements au Tibet et dans les provinces où vivent des Tibétains. Les journalistes étrangers ont été empêchés de se rendre au Tibet et la censure est importante sur Internet et dans les médias chinois.

« *La liberté de mouvement des journalistes étrangers était l'une des rares avancées constatées avant les Jeux olympiques, dans le domaine de la liberté d'information. Mais elle est aujourd'hui bafouée par le gouvernement chinois confronté aux protestations des Tibétains. Une fois de plus, les autorités chinoises piétinent leurs engagements liés aux Jeux olympiques et se donnent les moyens de réprimer sans témoins une révolte tibétaine* », a affirmé l'organisation. « *La censure et le contrôle d'Internet prennent également une tournure inquiétante, avec la publication de commentaires appelant au meurtre des Tibétains tandis que toute information indépendante sur les manifestations est retirée de la Toile* », a ajouté l'organisation. Depuis le 12 mars 2008, les autorités refusent d'accorder aux correspondants étrangers des permis pour se rendre au Tibet. Les touristes n'y ont également plus accès, pour des raisons de sécurité, selon les autorités. Un correspondant européen a confirmé à Reporters sans frontières que les demandes adressées à Pékin sont restées sans réponse. Depuis le 14 mars, les fonctionnaires du service chargé de donner des autorisations pour le Tibet ne répondent plus aux appels.

Selon le Foreign Correspondents Club of China, au moins 25 journalistes, dont une quinzaine de Hongkongais, ont été expulsés du Tibet ou de zones tibétaines, notamment de Xiahe dans la province du Gansu. Le 17 mars, Jonathan Watts, correspondant du quotidien britannique The Guardian, a été empêché de franchir un barrage de police dans cette province frontalière. « *Après avoir vérifié mon passeport, les policiers m'ont demandé de faire demi-tour. Et j'ai été obligé de quitter la région. Ils avaient visiblement prévu la venue de journalistes étrangers car l'un des policiers parlait anglais* », a expliqué le reporter. Au moins six autres équipes de médias étrangers ont été contraintes de quitter ces régions où vivent de nombreux Tibétains. Et selon l'Agence France-Presse, les étrangers ne pouvaient pas acheter de tickets de train et de bus dans la province de Gansu, ou dormir à Tongren, dans la province voisine du Qinghai.

De rares journalistes étrangers seraient encore au Tibet, mais dans l'impossibilité de se déplacer dans les villes quadrillées par la police et l'armée. Un reporter de *The Economist*, présent à Lhassa, avait obtenu l'autorisation de se rendre au Tibet avant le début des manifestations. La décision des autorités de fermer le Tibet à la presse est en contradiction avec les règles pour les médias étrangers adoptées en janvier 2007, en vue des Jeux olympiques. Et dans son introduction du « *Guide des services pour les journalistes étrangers lors des Jeux olympiques de Pékin* », Liu Qi, le maire de la ville, écrit pourtant : « *La liberté des journalistes étrangers dans leurs activités professionnelles sera assurée.* »

Le 17 mars, près de quinze journalistes de Hong Kong, représentant au moins six médias,

ont été expulsés de Lhassa, après avoir été accusés de « *reportage illégal* ». Ils ont été conduits de force à l'aéroport et mis dans un vol à destination de Chengdu (Sichuan). « *Ils n'étaient pas très polis. Ils sont venus et ont regardé nos ordinateurs, à la recherche de vidéos* », a déclaré Dickson Lee, photographe du quotidien *South China Morning Post*, à l'AFP. Leur présence à Lhassa a permis de faire sortir de la province himalayenne des images des émeutes qui ont fait près de 80 morts, selon le gouvernement tibétain en exil. L'association des journalistes de Hong Kong (HKJA) a demandé aux autorités de reconsidérer cette mesure d'expulsion.

La majorité des touristes étrangers présents au Tibet ont été contraints de quitter la province. Témoins des premières manifestations et de leur répression, certains ont fourni des photographies et des vidéos. Il est de plus en plus difficile pour la presse étrangère de collecter des informations, car les réseaux de téléphonie sont perturbés au Tibet. Les sites tibétains basés à l'étranger, notamment phayul.com, ont mis en ligne de nombreux témoignages et images des événements, grâce à leurs contacts au Tibet.

Par ailleurs, la version chinoise du site de partage de vidéos Youtube, est censurée depuis le 16 mars 2008, suite à la parution d'images des manifestations dans les rues de Lhassa. Un message « Adresse erronée » s'affiche quand on tente de s'y connecter. Les vidéos de Youtube sont également inaccessibles à partir du site Google Vidéo. Les sites Internet de la BBC, de CNN ou de Yahoo News ont été régulièrement bloqués au cours des derniers jours. Depuis l'étranger, lorsque la recherche « Tibet » est effectuée en chinois, les vidéos accessibles sur YouTube.com sont majoritairement défavorables aux Tibétains, et les commentaires insultants à l'encontre des « *séparatistes tibétains* » ne sont pas censurés. Les plateformes chinoises de partage de vidéos en ligne les plus consultées, http://www.tudou.com et http://www.56com, ont été purgées de toute information faisant allusion à ces événements. En revanche, des commentaires racistes à l'encontre des Tibétains, appelant notamment au meurtre des « *séparatistes* » apparaissent. Reporters sans frontières a pu constater que les cybercenseurs ne les retiraient pas alors que tous les messages liés au Tibet sont préalablement filtrés.

Enfin, la retransmission en Chine des chaînes internationales CNN et BBC a été à plusieurs fois coupée par les autorités chinoises lors de la diffusion d'images des événements au Tibet. La télévision officielle diffuse uniquement des images de Tibétains attaquant des commerces chinois, sans mentionner les victimes tibétaines et le déploiement militaire.

Liberté de la presse au Tibet : une situation dramatique

L'accès à l'information non officielle est presque impossible au Tibet. Tous les médias sont contrôlés par le Parti communiste chinois ou des institutions publiques. De rares publications clandestines réalisées par des Tibétains, notamment des moines, circulent sous le manteau. Dans la province himalayenne, plus que dans le reste de la Chine, les journalistes chinois et tibétains sont contraints de se conformer aux directives de l'État. Concernant la religion, seuls les articles portant sur des manifestations officielles sont autorisés. L'omniprésence des membres du Parti à des postes clés dans l'administration des médias au Tibet empêche toute liberté éditoriale. Les articles sont soumis à ces « *journalistes-censeurs* » avant d'être publiés. Les stations Radio Free Asia (RFA) et Voice of America (VOA), basées aux États-Unis, ainsi que Voice of Tibet (VOT), basée en Inde, sont

les trois principales radios qui diffusent des programmes en langue tibétaine vers le Tibet. Mais ces programmes sont systématiquement brouillés. Grâce à l'acquisition d'antennes ALLISS fabriquées par l'entreprise française Thalès, les autorités ont amélioré leurs capacités de brouillages, notamment au Tibet. Ainsi, la station Radio Free Asia est contrainte d'utiliser une dizaine de fréquences différentes pour contourner cette censure. Lors d'une mission d'enquête au Tibet en 2006, des représentants de Reporters sans frontières avaient constaté que les autorités chinoises tentaient de les brouiller par la diffusion de bruits sourds et de musique. À Lhassa, plus particulièrement, les programmes en tibétain de RFA et VOT étaient couverts par des émissions en chinois. De nombreux moines continuent d'écouter secrètement ces stations.

Enfin, les autorités chinoises sont particulièrement vigilantes au Tibet sur l'utilisation d'Internet. Les cartes d'identité sont systématiquement demandées dans les cybercafés et plusieurs sites et forums de discussion ont été fermés en 2007. En décembre, les autorités avaient, par exemple, fermé le forum de discussion le plus fréquenté par les étudiants tibétains (http://www.tibet123.com).

Reporters sans frontières défend les journalistes emprisonnés et la liberté de la presse dans le monde. L'organisation compte neuf sections nationales (Allemagne, Autriche, Belgique, Canada, Espagne, France, Italie, Suède et Suisse), des représentations à Bangkok, Londres, New York, Tokyo et Washington, et plus de 120 correspondants dans le monde.

© Reporters sans frontières 2008.

À la télé chinoise, la flamme olympique arrive place Tiananmen avec une minute de retard

Nouvelobs.com – 02 avril 2008.

La cérémonie a été retransmise à la télévision avec une minute de retard pour parer à tout incident. La sécurité a été renforcée dans la capitale chinoise, après les manifestations d'opposants au régime communiste qui ont émaillé le parcours de la flamme.

Place Tiananmen (AP)

La flamme olympique a été rallumée lundi 31 mars au matin à Pékin au cours d'une cérémonie en présence du président Hu Jintao, marquant le départ du relais autour du monde qui pourrait être perturbé par les militants des droits de l'homme. La présence du président chinois souligne la portée des Jeux Olympiques pour le pays, qui espère offrir l'image d'une Chine forte et confiante à partir du début des compétitions le 8 août prochain. « *Je déclare le relais des Jeux Olympiques d'été 2008 lancé* », a déclaré Hu Jintao après avoir passé la flamme au champion olympique et champion du monde chinois de saut de haie Liu Xiang. Ce dernier a effectué un tour de la place Tiananmen, sous les confettis et les drapeaux chinois et olympique. Environ 5 000 personnes dont 220 journalistes étrangers ont assisté à la cérémonie sous le soleil. Des danseurs représentant les minorités, dont les Tibétains et des spécialistes d'arts martiaux ont défilé sur l'immense tapis rouge déployé sur la place, sous le portrait de Mao.

Différé d'une minute

Le président du Comité organisateur des jeux de Pékin Liu Qi a déclaré que « *désormais la flamme olympique a apporté le noble esprit olympique en Chine. La flamme olympique diffusera le message de paix et d'amitié et des peuples unis dans un monde, un rêve* », selon le slogan de ces jeux. La cérémonie, une semaine après son allumage à Olympie dans un climat tendu, a été retransmise à la télévision en léger différé d'une minute pour parer à tout incident. La sécurité a été d'ailleurs renforcée dans la capitale chinoise après les manifestations d'opposants au régime chinois qui ont marqué l'allumage de la torche olympique en Grèce la semaine dernière.

L'avion charter d'Air China transportant la flamme avait été accueilli à l'aéroport de Pékin par des centaines d'écoliers agitant des drapeaux chinois et des drapeaux olympiques. Le président du Comité organisateur des jeux de Pékin Liu Qi est sorti de l'appareil tenant la flamme olympique. Il a à son tour été accueilli par Zhou Yongkang, ancien ministre de la Sécurité publique et haut dignitaire du Parti communiste chinois.

Sécurité renforcée

Cette étape d'un jour à Pékin constitue un court répit pour le gouvernement chinois avant que la flamme olympique n'entame un périple de 137 000 kilomètres autour du globe qui va durer plusieurs mois. Les autorités n'ont livré que peu de détails sur la cérémonie qui doit se tenir plus tard dans la journée de lundi, sur la place Tiananmen, au cœur de la capitale chinoise, en l'honneur de la flamme. La sécurité a été sensiblement renforcée dans le

centre de Pékin. Une station de métro de la place Tiananmen a été fermée et des dizaines de policiers étaient postés dans les autres stations de métro. La police a par ailleurs interdit l'accès de la place aux véhicules. Après Pékin, la flamme repartira dès mardi pour Amalty, au Kazakhstan, prochaine étape de périple. Des associations de Tibétains et des groupes de défense des droits de l'Homme ont déjà annoncé leur intention d'organiser des manifestations de protestation le long du parcours de la flamme olympique qui inclut des étapes à Londres, Paris et San Francisco dans les 10 prochains jours. (AP)

Thème 4 :

Les OGM

Enquête accablante sur le leader des OGM, Monsanto

Par Éliane PATRIARCA,
Libération.fr – 29 février 2008.

Un livre et un documentaire signés Marie-Monique Robin brossent le portrait de ce géant de l'agrochimie, inventeur de quelques-uns des pires polluants de la planète.

C'est une mission de salut public qu'a accomplie Marie-Monique Robin. Il a fallu trois ans d'enquête à cette journaliste indépendante pour assembler toutes les pièces du puzzle et dresser, dans un livre touffu et un documentaire qui sera diffusé sur Arte début mars[1], un portrait accablant de Monsanto, cette multinationale au superbe slogan: « *Nourriture, santé et espoir* ». Cette firme a produit nombre des pires produits qui ont empoisonné notre planète et ruiné notre santé : les PCB (polychlorobiphényles, polluants organiques persistants plus connus en France sous le nom de pyralène), des herbicides dévastateurs comme l'agent Orange utilisé pendant la guerre du Vietnam, la dioxyne à l'origine, par exemple, de la catastrophe de Seveso en 1976 en Italie, et le Roundup, cet herbicide si familier aux jardiniers, longtemps vanté comme « *biodégradable et bon pour l'environnement* » (ce qui a valu à la firme d'être condamnée aux États-Unis puis en France pour publicité mensongère), qui s'est révélé cancérigène. Aujourd'hui, Monsanto est le leader mondial des OGM.

« Documents disponibles sur Internet »

Lauréate du prix Albert-Londres (1995), réalisatrice de nombreux documentaires, Marie-Monique Robin le dit avec modestie : il lui a suffi de fouiller sur Internet pour trouver tout le terreau nécessaire au début de son travail. « *La grande majorité des documents que je cite dans mon livre, écrit-elle ainsi en introduction, sont disponibles sur la Toile. Il suffit de les chercher et de les relier entre eux, ce que j'invite le lecteur à faire, car c'est vraiment fascinant : tout est là et personne ne peut raisonnablement dire qu'on ne savait pas.* » Documents déclassifiés, rapports, articles de presse : ce n'est effectivement pas la première fois que la firme créée en 1901 à Saint-Louis dans le Missouri est mise en cause, ses produits hautement controversés et son passé sulfureux. Mais le travail de Marie-Monique Robin est remarquable et salvateur, car il donne du sens à toutes ces pièces éparses.

Ténacité et rigueur

La journaliste est allée enquêter aux États-Unis, en Norvège, en Italie, au Canada, au Mexique, au Paraguay, en Inde... pour, chaque fois, « *confronter la parole de Monsanto*

à la réalité du terrain ». Même si la firme du Missouri a toujours refusé de répondre à ses questions. Stratégie habituelle de cette entreprise envers tout journaliste qui ne lui semble pas « acquis » à sa cause. Avec ténacité et rigueur, la journaliste a recueilli nombre de témoignages inédits et rencontré de nombreux « lanceurs d'alerte »: La plupart du temps des chercheurs qui ont dénoncé, écrit-elle « *ici une manipulation, là un mensonge ou encore des drames humains à répétition* » et qui l'ont payé par de graves difficultés personnelles ou professionnelles, Monsanto optant pour une discréditation sans merci de ceux qui osent contester le bien-fondé de ses produits.

Un milliard de dollars de bénéfices en 2007

En retraçant l'histoire de ce mastodonte de l'agrochimie – 17 500 salariés, un chiffre d'affaires de 7,5 milliards de dollars en 2007 (dont un milliard de bénéfices) et une implantation dans 46 pays – qui préfère se présenter sur son site Web comme une « *entreprise agricole* » dont l'objectif est d'« *aider les paysans du monde à produire des aliments plus sains* », Marie-Monique Robin montre que l'entreprise a toujours adopté la même attitude : informée des risques sanitaires et environnementaux induits par ses produits, « *elle enferme les données dans un tiroir et ne dit rien aux autorités sanitaires, et surtout pas à ses ouvriers* ». Et comme tout journaliste qui a eu à travailler sur Monsanto, Marie-Monique Robin s'interroge : « *Comment des êtres humains comme moi peuvent-ils consciemment courir le risque d'empoisonner leurs clients et l'environnement sans penser un instant qu'eux-mêmes ou leurs enfants seront peut-être victimes de leurs négligences ?* »

Croissance exponentielle

Aujourd'hui, le vrai danger vient, selon la journaliste, de la croissance exponentielle des cultures OGM, qui ont couvert quelque 100 millions d'hectares en 2007, dont 90 % correspondent à des caractéristiques génétiques brevetées par Monsanto. Là encore, Marie-Monique Robin a le mérite de pointer le vrai danger des OGM, et ainsi d'éclairer le sens profond du combat de José Bové et des faucheurs volontaires. Outils destinés à imposer un nouvel ordre agricole mondial en assurant l'hégémonie de quelques firmes agrosemencières, les OGM menacent la diversité génétique planétaire et privent les paysans de leur indépendance et du droit ancestral d'échanger les semences. En outre, montre Marie-Monique Robin, les études suffisantes pour vérifier l'innocuité des OGM n'ont jamais été menées à cause du « *principe d'équivalence en substance* » qui établit qu'un plant transgénique est identique à un plan non modifié, et que donc les expériences sont inutiles !

Le Monde selon Monsanto, de Marie-Monique Robin, éditions de la Découverte. 20 euros. Parution le 6 mars.

1. *Monsanto, une entreprise qui vous veut du bien*, de Marie-Monique Robin. Documentaire diffusé le 11 mars sur Arte.

OGM : l'Assemblée s'empare d'un projet de loi décrié

Lemonde.fr – 31 mars 2008.

Les députés ouvrent, mardi 1er avril et pour trois jours, un débat qui promet d'être houleux sur les conditions de culture des organismes génétiquement modifiés (OGM). Le projet de loi du gouvernement doit permettre à la France de se mettre en conformité avec le droit européen. Mais ce texte, considéré comme le premier test législatif du Grenelle de l'environnement, a été fortement remanié par les sénateurs, le 8 février. La commission des affaires économiques de l'Assemblée a approuvé jeudi le projet de loi avec les seules voix de la majorité (UMP et Nouveau Centre), PS, PCF et Verts votant contre un texte visant « *à légaliser la culture OGM* », selon le député socialiste Germinal Peiro. Des manifestations « *pour le droit de produire et consommer sans OGM* » ont eu lieu dans plusieurs villes samedi, rassemblant au total plus de 25 000 personnes, selon la Confédération paysanne. À l'initiative des Verts, une projection du documentaire *Le Monde selon Monsanto*, sur les pratiques du semencier américain, était prévue au Palais-Bourbon lundi, avec le leader altermondialiste José Bové. Greenpeace a déposé de son côté neuf tonnes de maïs « *sans OGM* » devant le siège de l'UMP à Paris, pour « *une loi garantissant une agriculture avec 0 % d'OGM, conformément aux conclusions du Grenelle de l'environnement et aux souhaits de la population* ». La FNSEA, le principal syndicat agricole, a fait savoir, à la différence des producteurs bio, qu'elle était prête à accepter une présence accidentelle dans les cultures de 0,9 % d'OGM, le seuil minimal prévu par la loi pour une indemnisation. Elle s'est également réjouie de la création – introduite par les sénateurs – d'« *un délit de fauchage* » de champ d'OGM passible de deux ans de prison et 75 000 euros d'amende.

« Se battre comme des chien »

« *Il faut aujourd'hui réfléchir à la contamination que ça implique, et insister sur les vrais enjeux économiques et sociaux : la France a beaucoup à perdre en termes d'image de marque et de compétitivité de son agriculture, qui repose sur la variété de ses terroirs et sur les AOC* », juge Lylian le Goff, médecin et spécialiste des biotechnologies à la Fondation Nicolas Hulot et à France Nature Environnement. Noël Mamère et d'autres députés Verts ont promis de « *se battre comme des chiens* » contre ce texte qui « *donne plus de liberté, plus de grains à moudre aux grands semenciers* ». Il a confirmé que les Verts demanderaient « *un vote public* », car « *chaque député doit prendre sa responsabilité devant la société, devant nos enfants* ». « *Le Sénat a soulevé un certain nombre de points, ça ne veut pas dire qu'aujourd'hui ils sont cristallisés* », a assuré de son côté la secrétaire d'État chargée de l'écologie, Nathalie Kosciusko-Morizet, qui veut croire qu'un certain nombre de sujets « *restent ouverts* », notamment la composition de la haute autorité, transformée par le Sénat en « *haut conseil des biotechnologies* ». Le député UMP de la Moselle, François Grosdidier, a adressé une lettre ouverte à ses collègues, les appelant à « *revenir au texte initial déposé par le gouvernement », n'y « apportant des garanties supplémentaires* ». Mais il est l'un des rares de son groupe à rejeter ce texte. Marc Laffineur, porte-parole du groupe UMP sur le projet de loi OGM, a affirmé qu'il n'y avait « *pas de complot derrière la recherche sur les OGM* » mais « *juste de grands espoirs pour l'avenir* », notamment « *en matière de cancérologie et de vaccinothérapie* » . Et d'estimer que « *l'adoption de ce texte par l'Assemblée nationale va dans le sens de l'histoire* ».

Monsanto porté par les OGM

Challenger.fr – 25 mars 2008.

Graines de soja transgénique (c) Reuters

Le groupe agrochimique américain a révisé à la hausse ses objectifs de résultats pour 2008. Monsanto annonce, mardi 25 mars, avoir révisé à la hausse ses objectifs de résultats pour 2008. L'activité du groupe agrochimique américain est soutenue par ses semences génétiquement modifiées et ses herbicides. Dans un communiqué, le géant américain note qu'il table à présent sur un bénéfice par action, hors exceptionnels, compris entre 3,15 et 3,25 dollars, contre 2,7 initialement.

« La demande mondiale dépasse l'offre » pour l'herbicide

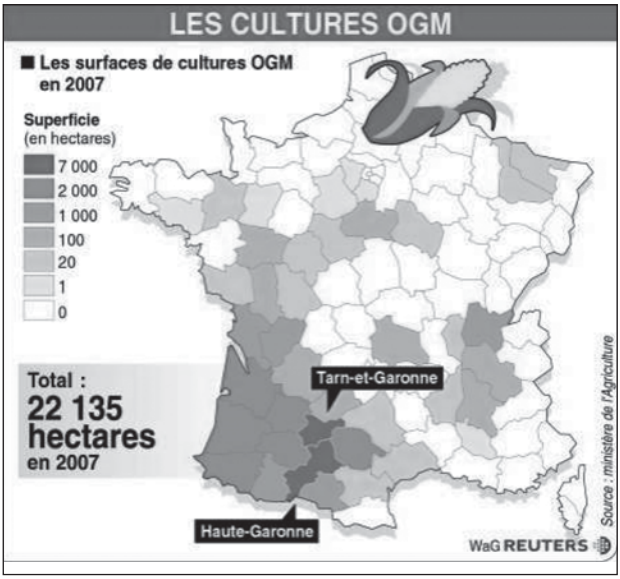
Il indique que le bénéfice net par action effectivement publié intégrera un élément exceptionnel lié à la sortie du dépôt de bilan de son ancienne filiale Solutia. Ce qui devrait augmenter le résultat de 23 cents, la fourchette de prévision pour le chiffre effectivement publié étant ainsi située entre 3,38 et 3,48 dollars. Le mois dernier, Monsanto avait déjà révisé ses résultats pour 208 à la hausse. La fourchette était passée de 2,5-2,6 dollars à 2,7-2,8 dollars. Il prévoit que son activité de semences OGM dégagera en 2008 un bénéfice brut compris entre 3,6 et 3,7 milliards de dollars, en hausse de 20 % par rapport à 2007. Quant à son herbicide glyphosate, il en attend un bénéfice brut situé entre 1,7 et 1,8 milliard de dollars. Il attendait précédemment une fourchette de 1,3-1,4 milliard pour ce produit dont « *la demande mondiale dépasse l'offre* ».

En avance sur le plan

« À mesure que nous nous rapprochons de la saison des semailles dans l'hémisphère nord, nous sommes de plus en plus confiants non seulement dans les opportunités de 2008, mais aussi dans notre plan stratégique vers 2012 », affirme le P-DG du groupe, Hugh Grant. « *Durant les cinq années à venir, notre croissance s'appuiera sur les semences OGM* ». Et le patron d'ajouter que le groupe est « en avance sur son plan visant à permettre une croissance soutenue et pérenne ». La firme pense pouvoir atteindre son objectif d'une marge brute située entre 52 et 54 % dès 2010, soit 2 ans avant l'objectif initial. Après cette annonce, le titre Monsanto prenait 9,34 % à 114 dollars dans les échanges électroniques préalables à l'ouverture de la Bourse de New York.

L'examen du texte sur les OGM prend du retard à l'Assemblée

Par Émile PICY,
Lepoint.fr – 03 avril 2008.



L'examen entamé mardi par les députés du projet de loi sur les organismes génétiquement modifiés (OGM), qui se poursuivait jeudi, a pris du retard.

L'article premier du texte, qui en compte une quinzaine, a finalement été voté jeudi en fin d'après-midi. Cet article clef du projet de loi définit les principes généraux visant à encadrer le recours aux OGM. L'opposition défend – la plupart du temps en vain – un par un ses amendements aussi bien les élus Verts que les socialistes et les communistes. Sur les quelque 500 amendements déposés sur ce texte, il en restait environ 400 à examiner jeudi en fin d'après-midi. Aussi une conférence extraordinaire des présidents de l'Assemblée a été réunie jeudi soir afin de modifier l'ordre du jour de l'Assemblée. L'examen du texte se poursuivra en séance de nuit jeudi soir puis s'interrompra pour reprendre lundi à 16h00 puis à 21h30. L'opposition a obtenu que l'Assemblée se prononce par un vote solennel le mardi 8 avril sur l'ensemble du projet de loi dont l'examen devait initialement s'achever jeudi soir. Le Sénat examinera ce texte en seconde lecture à partir du 16 avril. L'Assemblée a adopté jeudi après-midi à la quasi unanimité avec le soutien de Jean-Louis Borloo, le ministre de l'Écologie, un amendement de l'UMP François Grosdidier – un anti-OGM – qui précise que la culture des OGM doit se faire « *sans que cela nuise à l'intégrité de l'environnement et à la spécificité des cultures traditionnelles et de qualité* ». Auparavant, un amendement du communiste André Chassaigne avait été adopté qui dispose que les plantes transgéniques ne peuvent être cultivées que « *dans le respect de l'environnement et de la santé publique* » mais également dans le respect « *des structures agricoles, des écosystèmes locaux et des filières de production et commerciales qualifiées 'sans organismes génétiquement modifiés' et en toute*

transparence ». Cet amendement a été voté avec le soutien de quelques élus de la majorité, la secrétaire d'État à l'Écologie, Nathalie Kosciusko-Morizet, s'en remettant « *à la sagesse* » de l'Assemblée au grand dam des pro-OGM de l'UMP.

Débats tendus

Mais il n'est pas exclu que, sous la pression de la majorité, plutôt favorable aux thèses pro-OGM, le gouvernement demande une seconde délibération sur cet amendement afin de le faire rejeter. La secrétaire d'État qui a jugé « *normal* » que les débats durent, « *les OGM étant un sujet complexe* », a refusé de confirmer si oui ou non le gouvernement allait demander une délibération sur cet amendement ou s'il attendrait la lecture au Sénat pour le supprimer. Les débats sont souvent tendus entre pro et anti-OGM. Les passes d'armes sont fréquentes entre d'un côté les députés Verts, comme Noël Mamère, et le socialiste Germinal Peiro et, de l'autre, l'UMP Patrick Ollier, président de la commission des Affaires économiques, ou bien encore Bernard Debré.

De plus, les déclarations au quotidien *Le Monde* du sénateur UMP Jean-François Le Grand, selon lesquelles des parlementaires pro-OGM ont été « actionnés » par des groupes producteurs de semences, provoquent des poussées de fièvre dans l'hémicycle. Le bureau de l'Assemblée a vivement protesté mercredi contre les propos du sénateur mais en séance Arnaud Montebourg, au nom du groupe socialiste, et Noël Mamère (Verts) ont salué « le courage » de l'élu UMP.

Le député UMP François Grosdidier, qui est hostile au projet de loi, a déclaré jeudi dans un communiqué, qu'il « *ne laissera pas certains de mes collègues lyncher le sénateur Le Grand* » et a salué « *ses propositions équilibrées* ».

« *Dans ce débat, certains de mes collègues sont vraiment en décalage culturel et générationnel avec la société et même avec notre propre base* », affirme-t-il à l'adresse de ses collègues. Le président du groupe UMP, Jean-François Copé, a fait une brève apparition dans l'hémicycle pour se « *déclarer profondément choqué par les propos* » du sénateur Le Grand, provoquant ainsi de nouvelle série de rappels au règlement de l'opposition.

« Il y a un risque que le processus du Grenelle échoue (Hulot) »

Challenger.fr – 28 mars 2008.

Nicolas Hulot (c) Sipa

Il s'inquiète de l'étape législative, qui « *n'est pas forcément la plus simple* ». Nicolas Hulot a jugé vendredi 28 mars à Strasbourg, qu'il y avait toujours un « *risque* » que le processus du Grenelle de l'environnement « *puisse être entravé* », en évoquant les inquiétudes exprimées récemment par les acteurs du Grenelle. « *À ce stade, ça tient du miracle que le processus du Grenelle n'ait pas trébuché* », a-t-il estimé devant la presse lors d'un congrès organisé par la fédération France nature environnement (FNE – 3.000 associations) qui fête son 40e anniversaire. « *Il y a un mouvement qui est en marche. Mais personne ne doute, y compris à l'exécutif, que l'étape législative n'est pas forcément la plus simple* », a-t-il indiqué. « *Il y a un risque que le processus puisse être entravé* », a estimé Nicolas Hulot.

Loi d'orientation sur le Grenelle avant l'été

La loi sur les OGM, premier test législatif du Grenelle, doit être présenté début avril à l'Assemblée nationale tandis que la loi d'orientation sur le Grenelle devrait l'être avant l'été. Dans une tribune publiée dans *Le Monde* de jeudi, les représentants des 4 collèges – collectivités territoriales, ONG, employeurs et syndicats – ayant participé aux côtés de l'État au Grenelle se sont inquiétés des menaces d'« *enlisement* » du Grenelle.

« *Ce sont autant des espérances que des inquiétudes* », a précisé Nicolas Hulot, président de la fondation éponyme pour la nature et l'homme, et cosignataire de cette tribune. Mais « *il est significatif que ce papier commun ait pu être signé par des représentants du Medef, des syndicats, des associations et des collectivités* », a-t-il fait remarquer.

Même Jean-Michel Lemétayer, le patron du puissant syndicat agricole FNSEA, « *a failli le signer : il était à deux doigts de le faire* », a affirmé Nicolas Hulot.

Assurances de Christine Lagarde

Cette chronique est un « *appel à la responsabilité des députés* », a-t-il indiqué. Il ne s'agit pas de « *voter les yeux fermés le Grenelle mais d'avoir un esprit constructif, de ne pas tuer l'espoir au moment crucial où la France va prendre la présidence de l'Union européenne* », a-t-il fait valoir. Évoquant le travail des 34 comités opérationnels chargés de mettre en œuvre les décisions du Grenelle, il a indiqué que « *la seule Commission qui n'ait pas encore été établie, c'est celle sur la contribution climat-énergie* », qui devait mettre en œuvre la taxe carbone qui figurait au centre des propositions du Pacte écologique.

Mais il a aussitôt ajouté avoir reçu des assurances de Christine Lagarde, ministre des Finances, que cette Commission « *serait mise en place dans les jours qui viennent* ».

OGM : le débat au Parlement s'annonce houleux

Par Marielle COURTET et Sophie HUE,
Le Figaro.fr – 01 avril 208.

Greenpeace a déposé lundi 9 tonnes de maïs « sans OGM » devant le siège de l'UMP pour réclamer « une agriculture avec zéro pour cent d'OGM ». Crédits photo : AFP

Les députés examinent à partir de mardi le projet de loi sur les organismes génétiquement modifiés. En levée de rideau, seule une poignée de députés ont assisté lundi soir, à l'initiative des Verts et en présence de José Bové, à la projection du documentaire de Marie-Monique Robin Le *Monde selon Monsanto* dans la salle de projection de l'Assemblée nationale. Il s'agit d'un long et minutieux réquisitoire contre les OGM, qui décrit les pratiques économiquement redoutables de la firme américaine Monsanto, numéro un mondial sur le marché. Elle produit notamment le fameux MON810, dont la culture et la commercialisation sont interdites en France, depuis janvier. Après la Hongrie et à l'instar de notre pays, la Roumanie vient d'ailleurs à son tour d'interdire la culture de ce maïs sur son territoire. C'est dire si le débat relatif au projet de loi sur les conditions de culture des OGM, qui s'ouvre cet après-midi à l'Assemblée, risque d'être houleux. Pour montrer sa détermination, Greenpeace a déposé lundi 9 tonnes de maïs « *sans OGM* » devant le siège de l'UMP à Paris, demandant aux députés de « *voter une loi garantissant une agriculture avec zéro pour cent d'OGM* ».

Piquet de vigilance

Un faux débat, selon Jean-Louis Borloo. Le ministre de l'Écologie souligne que « *les 22 000 hectares de cultures OGM autorisées en 2007 sont passés à zéro cette année* ». « *Il y a eu de vrais désaccords sur le moratoire décidé en janvier* », ajoute-t-il, faisant ainsi allusion aux propos véhéments du président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer. Ce dernier s'était exprimé contre le déclenchement de la clause de sauvegarde auprès de Bruxelles. « *En revanche, ce projet de loi, qui aurait dû être présenté depuis 2001 en transcription d'une directive européenne, fait l'objet d'un large consensus* », plaide le ministre. « *L'instauration d'une vraie transparence, avec la déclaration des cultures à l'échelle de la parcelle, d'une vraie responsabilité, la création d'une Haute Autorité et le développement de la recherche : tous ces points clés du texte ne sont pas mis en cause* », insiste Jean-Louis Borloo. « *Sur ce texte, il ne peut y avoir que des amendements à la marg*e », ajoute-t-il (400 au total, dont 100 déposés par les Verts).

Un optimisme que ne partagent pas tous les députés, y compris dans les rangs de l'UMP. Si Bernard Accoyer a plaidé lundi en faveur d'un « *débat équilibré* », souhaitant que « *l'amalgame et le terrorisme intellectuel ne l'emportent pas sur la rationalité et la connaissance* », le député UMP de la Moselle, François Grosdidier, a invité l'Assemblée nationale « *à refuser le projet du Sénat* » revendiquant « *la liberté de vote sur ce texte* ». Une déclaration qui lui a valu les applaudissements d'un José Bové ravi d'entendre des propos « *pleins de bon sens* ».

Cette voix rejoint également celles de représentants du Parti socialiste et surtout des Verts. « *Il n'y a aucune garantie en matière de réversibilité des cultures* », assurait ainsi François Brottes pour le PS. Ces plantes « *ne contribueront pas à résoudre le problème alimentaire mondial* », renchérissait Yves Cochet pour les Verts, qui réclament un vote solennel sur ce texte. Mais les plus virulents et déçus sont les ONG. De France Nature Environnement à Greenpeace, on déplore « *l'abandon de l'esprit du Grenelle de l'environnement* » . Ces associations rappellent avec constance que les Français restent largement opposés aux OGM. José Bové, qui parle d'un « *texte scélérat* », annonce l'organisation d'un « *piquet de vigilance* » à côté de l'Assemblée jusqu'à la fin des débats, prévus le 3 avril.

Thème 5 :

Le pouvoir d'achat des Français

Exclusif : les résultats du sondage de Capital.fr sur le pouvoir d'achat

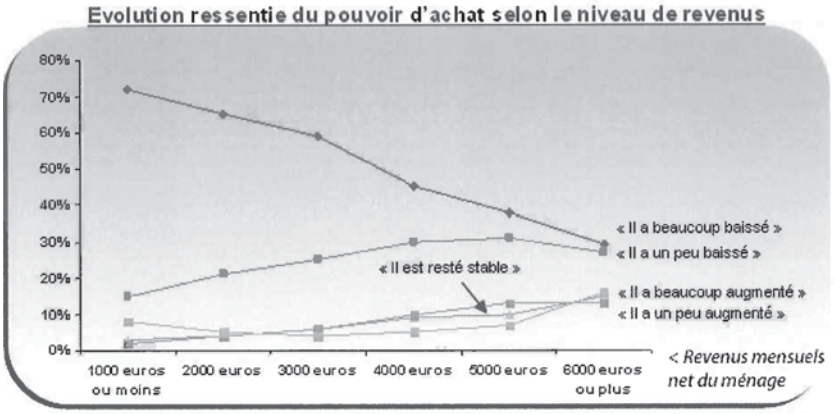
Capital.fr – 21 mars 2008.

Une participation record. Près de 20.000 internautes ont répondu entre le 31 janvier et le 3 mars 2008 à notre sondage en ligne sur « Les Français et leur pouvoir d'achat ». Les résultats devraient interpeller les politiques.

– 83 % des sondés estiment que leur pouvoir d'achat a baissé au cours des cinq dernières années, et 61 % qu'il a même reculé fortement.
– Seulement 9 % pensent que les mesures annoncées par le gouvernement pour relancer le pouvoir d'achat auront un impact positif.
– Trois sur quatre considèrent que l'indice des prix publié par l'Insee ne reflète en rien leur situation personnelle. (Voir l'article : L'inflation sera de 3 % de mars à juin, selon l'Insee.)
– Pour les sondés, le revenu mensuel moyen par foyer « *pour être à l'aise* » est de 3 324 euros, ce qui correspond à un revenu net disponible de 1 610 euros pour chaque membre du foyer (une part par adulte et 1/2 par enfant).

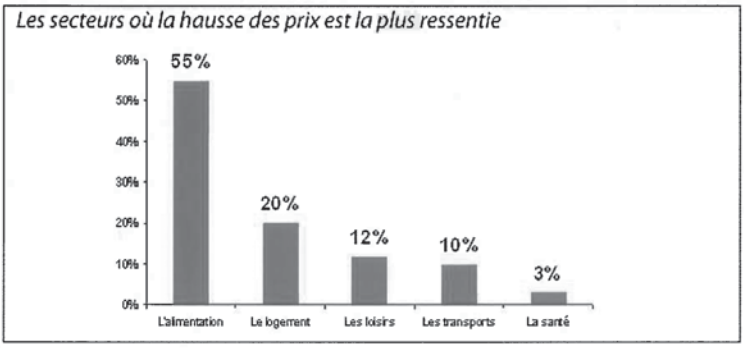
Les foyers modestes plus touchés que les familles aisées

On constate que plus on monte dans l'échelle des revenus, moins on a le sentiment que son pouvoir d'achat a baissé : 72 % des foyers au revenu mensuel net inférieur à 1 000 euros pensent que leur pouvoir d'achat a beaucoup baissé (13 % qu'il a beaucoup augmenté), contre 29 % pour ceux qui touchent plus de 6 000 euros (16 % qu'il a beaucoup augmenté).



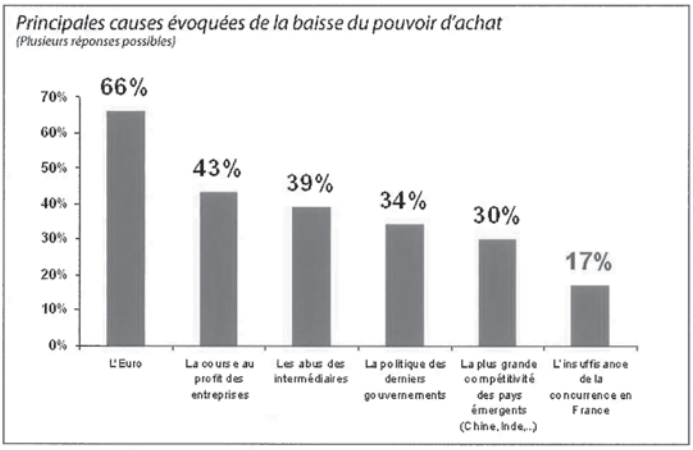
Alimentation et logement : premiers responsables de la baisse du pouvoir d'achat

Ces deux secteurs concentrent l'essentiel des griefs. Mais c'est l'alimentation qui est considérée – et de loin – par tous comme la cause majeure de l'augmentation des prix (55 % des sondés). On note là encore des disparités selon le niveau des revenus du foyer : les plus modestes se montrent nettement plus sensibles aux hausses des prix de l'alimentation (58 %, contre 42 %) alors que les plus aisés sont plus sensibles aux variations des prix des loisirs (18 %, contre 11 %).



La faute surtout à l'euro

Deux tiers des sondés attribuent à l'euro un rôle déterminant dans la baisse de leur pouvoir d'achat, bien devant la course aux profits des grandes entreprises ou encore les abus des intermédiaires. L'insuffisance de la concurrence en France ne semble pas du tout être vécue comme une cause majeure.



Des milliers d'Européens manifestent pour le pouvoir d'achat

Par Yves CLARISSE,
Le Point.fr – 05 avril 2008.

Des milliers de manifestants ont envahi les rues de Ljubljana pour protester contre la baisse du pouvoir d'achat au moment où l'UE est confrontée à une « *incroyable augmentation de l'inflation* ». Dix mille personnes selon la police, 35 000 selon les organisateurs, ont manifesté pacifiquement à l'appel des syndicats européens dans la capitale de la Slovénie, qui assume actuellement la présidence de l'Union européenne.
Venus de 29 pays et mobilisés par 54 syndicats différents, ils entendaient faire pression sur les ministres des Finances des Vingt-Sept réunis à Brdo, à une trentaine de kilomètres de là, où ils ont eux aussi constaté une « *incroyable augmentation de l'inflation* » selon les mots du Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, qui préside l'Eurogroupe.
Manifestants et ministres divergent toutefois sur l'analyse.
Les premiers veulent une augmentation des salaires.
« *Nous voulons seulement des salaires plus élevés, nous ne pouvons pas arrêter l'inflation* », explique Elmer Zubrovic, un travailleur de Ljubliana âgé de 41 ans.
« *Ceci est une manifestation contre la situation dans toute l'Europe* », a renchéri Reinhard Dombre, responsable des conventions collectives pour les syndicats allemands. « *De plus en plus de personnes ne peuvent vivre de leurs revenus.* » Si les ministres des Finances sont d'accord avec le constat – la hausse des prix a atteint en mars 3,5 %, son record depuis 16 ans, avec des pics proches de 5 % dans des pays pourtant réputés « sages », comme la Belgique – ils ont appelé les syndicats à les aider à lutter contre l'inflation.

Modération salariale, dit l'Eurogroupe

« *L'inflation devrait aussi être aussi une source de préoccupation pour les syndicats* », a déclaré Juncker vendredi « *C'est un combat social. C'est ce que je dis aux syndicats.* »
« *Les multimillionnaires peuvent s'accommoder sans aucun problème de la hausse des prix alimentaires* », a-t-il ajouté. « *Ceux qui vivent avec 300, 400, 500, 600, 700 euros ne peuvent pas vivre avec une inflation galopante.* » Or, estiment les « *Quinze* », les syndicats peuvent apporter leur pierre pour lutter contre un phénomène dû à la flambée des prix du pétrole et des produits alimentaires: la botte secrète est la modération salariale pour éviter une contamination de l'économie qui aurait des effets sur l'emploi. Le président de la Banque centrale européenne (BCE), Jean-Claude Trichet, a ainsi jugé « *absolument décisif* » que les syndicats ne suivent pas l'exemple de l'Allemagne, où les employés du secteur public viennent d'obtenir une augmentation de 5 % de leurs salaires pour 2008.
« *Ce serait une énorme erreur d'imiter l'Allemagne* », a-t-il dit en insistant sur le fait que les fonctionnaires allemands s'étaient serré la ceinture ces deux dernières années.
La BCE ne pouvant agir en augmentant les taux, ce qui aurait un impact très négatif sur une croissance économique déjà faible, l'Eurogroupe a exhorté les gouvernements nationaux à faire tout ce qu'ils peuvent pour combattre l'inflation.
« *Il faut donc éviter toute hausse de la fiscalité indirecte, mener une politique de modération salariale et favoriser la concurrence pour faire baisser les prix* », a-t-il estimé.

La France qui perd et celle qui gagne

Par Anne ROSENCHER,
Capital.fr – 20 mars 2008.

Les Français, en nombre toujours plus grand, se plaignent de voir les prix flamber, les salaires stagner et leur budget s'éroder. À juste titre ? Une enquête complète.

Sur la question du pouvoir d'achat, chacun à sa petite idée. Ségolène Royal assure qu'il est trop bas, Bernard Thibault, qu'il est beaucoup trop bas, Laurence Parisot, qu'il n'est point assez haut, François Bayrou, qu'il faudrait l'augmenter, et Olivier Besancenot, que tout ça est une honte. Quant à Nicolas Sarkozy, toujours prompt à se différencier, il estime que les Français ont bien raison de s'en faire pour leur pouvoir d'achat (car il le trouve lui-même très bas). Pendant que ce petit monde théorise sur leur cas, les consommateurs, eux, continuent de flamber comme des bougies d'anniversaire : ils ont fait une razzia sur les écrans plats (720 000 appareils écoulés en deux mois avant la Coupe du monde de rugby), dévalisé les rayons d'iPhone à 499 euros (30 000 exemplaires arrachés en cinq jours au mois d'octobre) et rendu le sourire aux commerçants dès le premier week-end des soldes de janvier. « *Les ventes ont progressé de 10 à 15 % par rapport à la même période de l'année dernière* », se réjouit la Fédération des enseignes de l'habillement.

Pas de doute, quelque chose ne tourne pas rond dans cette affaire de pouvoir d'achat. Car – les hommes politiques ont raison de s'en inquiéter – nos concitoyens ont bel et bien la sensation que leur budget est en berne. Entre les pompes à essence en folie, les tomates à 4 euros et les salaires au point mort, 80 % d'entre eux estiment que la situation des ménages se dégrade (contre 35 % en 2001), selon le Crédoc. Jamais, depuis des lustres, les Français ne s'étaient sentis aussi pauvres.

Pourtant, les indicateurs de l'Insee sont formels : non seulement le revenu disponible par tête ne s'est pas racrapoté, mais il n'a cessé de progresser ces dernières années (+ 2 % par an, en moyenne, depuis 2000), et la consommation des ménages avec. Après avoir battu ses records historiques en 2006, cette dernière a encore augmenté de 2 % l'année dernière. Jamais, depuis Vercingétorix, les Français n'avaient été aussi riches.

Sorcellerie ? Pas de panique ! Ce léger décalage entre perception et réalité, que les économistes savent calculer à la virgule près, est assez facile à expliquer.

Il tient d'abord à une illusion d'optique. Car enfin, à quoi pensent d'abord les Français lorsqu'ils veulent se figurer l'inflation ? Au prix de la baguette, à la dérive du Nutella ou à l'envolée du gazole, bref, aux dérapages des articles qu'ils consomment tous les jours. Or ce sont précisément ceux qui ont le plus augmenté. La chute des tarifs des appareils photo ou des écrans plats ne leur fait, en revanche, ni chaud ni froid. Et peu leur importe de pouvoir désormais traverser la France en avion au prix du carnet de métro : ils ne font pas si souvent le voyage, quand même ! « *C'est toute la différence entre inflation réelle et ressentie,* résume Robert Rochefort, le directeur du Crédoc*. Dans un pays où presque tout le monde peut se payer une conso le dernier cri, on hurle à la vie chère parce que le tarif du petit noir s'est envolé.* » L'erreur de parallaxe des Français s'explique aussi par la transformation de leur structure de consommation. Téléphone mobile, Internet, câble, satellite… La plupart du temps, leur budget est désormais grevé par un bric-à-brac d'abonnements,

desquels il est souvent peu commode de se dégager. Si bien que les ménages se sentent en quelque sorte prisonniers de leur propre budget. Si l'on ajoute à cela le loyer, le gaz, les assurances et la note d'électricité, la part des « dépenses contraintes » atteint aujourd'hui 33 %. Bien sûr, en s'acquittant de leur forfait Orange, les Français consomment tout autant qu'en s'offrant une jolie paire d'escarpins rouges. Mais beaucoup d'entre eux n'en ont pas l'impression. Ils vivent ces dépenses comme une amputation sournoise de leurs revenus, à la manière d'un impôt. De sorte que, dans leur inconscient, le vrai pouvoir d'achat commence là où le paiement des abonnements s'arrête. Ajoutons à cela que nos compatriotes – c'est une tradition, au pays des Gaulois – ont tendance à mettre en avant les nouveautés qui fâchent et à oublier celles qui sourient. La quasi-obligation de financer des petits cours pour leurs enfants, qui n'existait pas il y a cinq ans, les fait, par exemple, régulièrement se lamenter. Mais les entend-on évoquer la disparition des frais de développement photo ? Ou les économies que les téléchargements permettent de réaliser sur les achats de CD ? Jamais. À se demander si les consommateurs ont conscience de cette distribution de pouvoir d'achat supplémentaire…

Ils ont, en revanche, de bonnes raisons de se plaindre de la hausse des prix immobiliers. Selon le sociologue Louis Chauvel, il faut aujourd'hui travailler deux fois plus longtemps qu'en 1984 pour espérer s'offrir la même surface. Pourtant, les statisticiens ne prennent pas ce facteur en compte pour le calcul du pouvoir d'achat : pour eux, l'acquisition d'un logement ne relève pas de la consommation mais de l'investissement. Certes. Mais peut-on continuer d'ignorer les traites qui grèvent les budgets de tant de ménages ? Les hommes de Bercy doivent se le demander aussi, car ils sont en train d'élaborer un indicateur « spécial propriétaires ».

Autre élément invisible dans les statistiques, mais qui pèse sur le portefeuille des consommateurs : le nombre de ménages augmente deux fois plus vite que la population. Les familles sont en effet de plus en plus souvent éclatées, et les bataillons de personnes vivant seules ne cessent de se renforcer (elles sont 8,3 millions, contre 7,4 il y a huit ans). Or, à revenu par tête identique, vivre à plusieurs est évidemment plus économique, car on peut partager les frais fixes. Reste une dernière raison pour laquelle tant de Français ne se retrouvent pas dans les données que leur sert l'Insee : elles cachent d'énormes disparités. Ainsi, alors que les 0,01 % de foyers les mieux lotis se sont mis 40 % de plus dans la poche entre 1998 et 2005, beaucoup, dans les rangs des catégories intermédiaires, ont été maintenus au régime sec. Enseignants laissés-pour-compte du budget, employés snobés par leur DRH, retraités au bouillon maigre… Pour eux, les ravages de « la vie chère » ne sont pas un slogan. « *C'est la première fois que les classes moyennes craignent de se faire rattraper par les problèmes des plus pauvres* », constate Louis Chauvel. Et pour elles, les choses risquent d'empirer dans les prochains mois. D'abord parce que l'inflation, suscitée par l'envolée des cours du pétrole et des matières premières, pointe à nouveau le bout de son nez. De l'avis même de la ministre de l'Économie, Christine Lagarde, la hausse des prix devrait dépasser cette année son niveau déjà élevé de 2007 (2,6 %). Pas besoin d'être grand clerc pour deviner la suite : la Banque centrale européenne, pour qui la maîtrise de l'inflation est une véritable obsession, finira sans doute par resserrer ses taux. Et les ménages, qui comptaient sur le crédit pour continuer de consommer, en seront quittes pour emprunter plus cher. D'autant plus ennuyeux pour eux que, sur le front

salarial, la contention devrait rester la règle. *A priori*, l'état ne dispose en effet d'aucune marge de manœuvre budgétaire pour augmenter ses fonctionnaires.

Quant aux entreprises… Bien que beaucoup d'entre elles aient engrangé d'énormes profits ces dernières années, elles argueront sans doute de la flambée de l'euro, de la mauvaise conjoncture et de la montée des taux pour serrer encore la vis aux rémunérations. « *En ce sens, conditionner les baisses de charges à la tenue de négociations salariales semble être une mesure pertinente* », commente Éric Heyer, de l'OFCE. Pour le reste, pas la peine d'attendre des miracles des nouveaux dispositifs Sarkozy. Entre la monétisation des RTT, la réforme de la grande distribution, les exonérations de charges sur les heures supplémentaires, le coup de pouce fiscal aux intérêts d'emprunt et le déblocage de la participation, il y aura sans doute de quoi grappiller quelques bribes d'euros… Mais aucune de ces mesures ne suffira à doper durablement les fins de mois des Français.

En définitive, le seul remède efficace contre les problèmes de pouvoir d'achat tient en trois mots : plus de croissance. Après-demain, peut-être ?

L'Europe nuit au pouvoir d'achat, selon une majorité de Français

Par Juliette JESTIN,
lexpress.fr – 29 janvier 2008.

Une majorité des Français pense que l'Europe a un effet négatif sur leur pouvoir d'achat, selon un sondage de l'Institut de l'Europe d'HEC et du site Touteleurope.fr, réalisé par l'Ifop. S'ils se déclarent globalement satisfaits de la politique environnementale de l'Europe, les Français s'inquiètent de l'impact du marché intérieur européen sur le panier de la ménagère.

L'Europe bénéfique pour la planète, moins pour ses citoyens ? En tout cas c'est ce que les Français ont l'air de penser. Selon un sondage de l'Institut de l'Europe d'HEC et du site Touteleurope.fr réalisé par l'Ifop, qui sera rendu public jeudi 31 janvier, 58 % des Français s'entendent pour reconnaître les bienfaits de l'Europe pour l'environnement. Mais ils sont 51 % à estimer que les effets du marché intérieur européen sont négatifs pour le pouvoir d'achat des ménages. Protection des forêts, de la biodiversité et ratification du protocole de Kyoto… Quelle que soit leur activité professionnelle, les Français sont en majorité satisfaits des actions prises par l'Europe pour protéger l'environnement. Seulement 18 % d'entre eux constatent des effets néfastes. Dans les communes rurales en particulier, réputées plus soucieuses de la préservation de la nature, 61 % reconnaissent l'efficacité de l'action européenne.

Pouvoir d'achat, à qui la faute ?

Moins de pommes (ou d'i-Pod) dans nos paniers ? Les avis divergent sur le thème sulfureux du pouvoir d'achat. 51 % des français considèrent que le marché intérieur européen a des effets négatifs sur leur pouvoir d'achat. Le spectre des opinions est assez large selon les catégories socioprofessionnelles : « seulement » 37 % des cadres et professions libérales estiment que les effets sont globalement négatifs mais la proportion monte à 54 % pour les employés et les retraités. Les salariés du secteur public sont aussi particulièrement sensibles : 67 % déplorent une dégradation de leur pouvoir d'achat à cause de l'Europe ! Symptôme d'une angoisse arrivée sur le devant de la scène lors de la dernière campagne présidentielle ? L'Europe, vraie responsable ou bouc émissaire ? La dégradation perçue de la situation économique pourrait bien être attribuée à l'Europe. La volonté affichée par Jean-Claude Trichet (et critiquée par le gouvernement Fillon) de ne pas baisser les taux directeurs de la BCE ne risque pas d'améliorer l'image des institutions européennes, perçues par le consommateur français comme des gardiennes technocratiques de l'orthodoxie libérale.

Europe citoyenne et citoyen européen : des progrès à faire…

Le sondage souligne le déficit de proximité dont semble souffrir l'Union européenne en France. La relative sérénité des cadres par rapport aux employés pose également la question de l'élitisme d'une UE qui peine à faire émerger une conscience politique et un sentiment d'appartenance. Un bon point quand même : l'Europe sert à quelque chose puisque l'efficacité de sa politique environnementale est reconnue. Mais l'individu européen

– le citoyen français en particulier – peine à voir les avantages qu'il peut en retirer dans sa vie quotidienne. L'élève UE peut mieux faire donc. L'ensemble des résultats du sondage de l'Institut de l'Europe d'HEC et du site Touteleurope.fr, réalisé par l'Ifop, sera disponible le 31 janvier 2008 sur le site « Toute l'Europe ». Ce sondage a été réalisé dans le cadre du Symposium organisé par l'Institut de l'Europe d'HEC les 1er et 2 février sur le thème « Un marché pour les citoyens » : http://www.hec.fr/europe-symposium/

Peut-on débloquer rapidement le pouvoir d'achat des Français ?

Par Valérie SECOND,
La Tribune – 21 novembre 2007.

Élu sur le thème « travailler plus, pour gagner plus », le président de la République avait mis le doigt sur le sentiment de paupérisation des Français. Et, par là même, légitimé les revendications sur le pouvoir d'achat qu'exprimaient hier les fonctionnaires. Alors que ce thème pourrait fédérer les mécontentements de tous les Français, le président peut-il agir vite ?

Oui : « L'État peut agir sur les salaires et la suppression des rentes » (Philippe Askenazy)

Philippe Askenazy, professeur d'économie à la Paris School of Economy

L'État pourrait agir vite sur différents plans. D'abord sur les salaires, il dispose d'une certaine marge de manœuvre sans que cela ne déstabilise l'économie française. Alors que le Royaume-Uni a augmenté en octobre son salaire minimum de 3,1 %, qui se trouve du coup supérieur au Smic français en termes de pouvoir d'achat, le gouvernement français pourrait accorder au privé par anticipation au 1er janvier prochain une hausse du Smic de l'ordre 1 %, laquelle devra de toute façon être réalisée en juillet compte tenu de l'inflation des prix alimentaires et de l'énergie.

Pour les fonctionnaires qui connaissent une érosion de leur pouvoir d'achat, il pourrait, par exemple, faciliter le rachat de quatre jours de RTT qu'il a annoncé lors de la conférence sur la fonction publique d'octobre. Or le décret décrivant son *modus operandi* n'étant paru que le 13 novembre, des administrations n'ont pas le temps de divulguer la mesure puisque les volontaires doivent s'exprimer avant le 30 novembre. Ensuite, l'État pourrait s'attaquer aux rentes. Alors que le prix du baril flambe, il pourrait moduler une des siennes, la TIPP, comme l'avait fait le gouvernement Jospin pour lisser le coût des produits pétroliers. Alors que les marges de la grande distribution alimentaire comme des opérateurs de téléphonie mobile demeurent confortables, il pourrait *primo*, rationaliser le processus de révision des lois Galland-Raffarin au lieu d'annoncer une succession hétéroclite de lois. *Secundo*, concrétiser l'attribution d'une 4e licence de téléphonie mobile pour casser l'actuel oligopole.

Non : « Les salaires ne peuvent croître sans gains de productivité et plein emploi » (Éric Heyer)

Éric Heyer, directeur adjoint au Département Analyse et Prévision, de l'OFCE

On ne pourra sérieusement débloquer le pouvoir d'achat des Français en incitant les acteurs économiques à faire baisser leurs prix ou en décrétant qu'il faut augmenter les salaires. Quant à toucher au Smic, il faut reconnaître que les marges de manœuvre sont des plus réduites : pour augmenter le salaire minimum, il faudrait réduire les charges qui pèsent sur lui, or après toutes les exonérations qui ont été accordées, il en reste très peu. Certes, on peut imaginer conditionner les aides publiques aux bas salaires aux entreprises qui consentent des augmentations de salaires ou à celles qui embauchent. Et assouplir ce système d'exonérations dégressives de charges sur les bas salaires qui, en

pénalisant fortement les chefs d'entreprise qui consentent des augmentations au-delà de 1,6 Smic, a créé une trappe à bas salaires, et empêché la diffusion de la hausse du Smic pour les salaires juste au-dessus. Mais il ne peut s'agir que d'une politique de court terme, en attendant qu'une politique macroéconomique dopant la croissance par une amélioration de la productivité favorise la création d'emplois. Car ce n'est que si elles réalisent des gains de productivité que les entreprises peuvent consentir des augmentations de salaires significatives sans alourdir leurs coûts de production. Et ce n'est que si l'économie tourne au plein emploi, et qu'il est facile de changer d'employeur, que les salaires monteront naturellement. La baisse du chômage est une condition nécessaire à la hausse généralisée des salaires. Et alors, seule une politique d'offre s'appuyant sur la recherche et le développement permettra d'accroître la richesse produite, les emplois, et les salaires.

Le règne de la bricole

Jusqu'à quand va-t-on continuer à bricoler, en démultipliant les mesurettes telles que coup de pouce à l'aide personnalisée au logement et à la prime à la cuve ? Si la loi Tepa, avec l'exonération de la taxation des heures supplémentaires ou la réduction des droits de succession, peut donner un petit coup d'accélérateur au pouvoir d'achat des Français qui feront des heures supplémentaires – encore faut-il qu'il y en ait –, la négociabilité des tarifs entre industriels et distributeurs ainsi que l'assouplissement des conditions de résiliation des contrats de téléphonie mobile sont-ils à la hauteur du malaise français ? À être devenus des as de la bricole, nos politiques, de gauche comme de droite, manquent l'essentiel : le dynamisme de la machine. Peut-on parler de la richesse distribuée sans se concentrer sur la richesse produite ? Et faire mine de se soucier du prix du travail sans regarder de près le marché du travail, son dysfonctionnement et ses déséquilibres ? La question du pouvoir d'achat n'est pas de nature politique. Le niveau de vie d'un pays n'est que la contrepartie de l'efficacité et du dynamisme de son économie. En repoussant la mise en place d'une véritable politique de l'offre au profit de bricolages en tous genres censés répondre aux angoisses des Français, on prend une fois de plus le problème à l'envers. En perdant la possibilité d'atteindre jamais l'objectif essentiel : améliorer le niveau de vie des Français.

Pouvoir d'achat – Les Français attendent des propositions concrètes

Par Virginie BELLE,
France Soir – Novembre 2007.

Préoccupation grandissante des Français, le pouvoir d'achat s'invite à tous les débats, à toutes les manifestations. Nicolas Sarkozy s'est engagé devant les Français. Quelles propositions apportera-t-il ? En 2006, le pouvoir d'achat des Français a augmenté de 2,3 % et l'INSEE table sur une hausse de 2,8 % pour 2007. Pourtant, nombre d'entre eux ne s'y retrouvent plus et constatent une baisse significative du niveau de vie. Pendant ce temps, le gouvernement cherche des solutions… Hier, une partie de la journée a encore mis à l'honneur la star du moment : le pouvoir d'achat. En effet, dans la matinée, le projet de loi Chatel sur la consommation a été adopté. Les députés ont adopté les mesures proposées par le gouvernement dans le domaine de la concurrence, des télécommunications et des banques. Dans le domaine des télécommunications, le temps d'attente auprès des services d'assistance téléphoniques des fournisseurs d'accès à Internet et de téléphones mobiles sera gratuit. La durée de préavis et de restitution des dépôts de garantie en cas de résiliation des contrats a été portée à 10 jours. Les tarifs des renseignements téléphoniques seront réduits, les appels au « 118 » seront systématiquement inclus dans les forfaits de téléphonie mobile.

Répercuter sur le prix de vente

Concernant les frais bancaires, un récapitulatif annuel devra être adressé aux clients. Mais, le plus intéressant pour les consommateurs : la réforme des relations entre la grande distribution et ses fournisseurs. Elle va permettre aux distributeurs de répercuter sur le prix de vente au consommateur l'intégralité des marges arrières, sommes versées aux grandes surfaces par les fournisseurs en échange de la promotion de leurs produits. Mais il ne va pas jusqu'à donner la possibilité aux enseignes de négocier librement leurs tarifs avec leurs fournisseurs. Cette réforme se fera dans le cadre du projet de loi sur la modernisation de l'économie, prévu pour le printemps 2008 et préparé par le rapport Attali sur la croissance, a promis le gouvernement. Souffrant d'un décalage entre la mesure officielle et la réalité de leur pouvoir d'achat, une majorité de Français attend avec impatience de ressentir un effet concret de ces propositions. Et attend de Nicolas Sarkozy, lors de son allocution de ce soir, de nouvelles dispositions destinées à garantir une amélioration du niveau de vie. Une intervention attendue…

Chiffres clés

L'INSEE prévoit une progression du pouvoir d'achat de 2,8 % cette année, contre 2,3 % en 2006. Entre 1998 et 2002, il avait augmenté de 3,4 %. Les Français ont le 9e pouvoir d'achat d'Europe, avec 18.873 euros par an, et par habitant, juste devant l'Allemagne et derrière notamment le Danemark (21.521), l'Islande (20.511), le Royaume-Uni (19.863) et l'Autriche (18.960). Le revenu annuel moyen s'établit à 11 998 euros en Europe. 44 % des Français prévoient une baisse de leur pouvoir d'achat dans les mois qui viennent. Un salarié sur trois a le sentiment d'être mal payé en France. Le poids des prélèvements

(impôts et cotisations) atteint 25 % du revenu disponible avant prélèvements contre 9 % en 1960. L'écart se creuse : entre 1998 et 2005, le revenu des 3500 foyers les plus riches de France ont augmenté de 42,6 %. Parallèlement, ceux de 90 % des foyers fiscaux n'ont connu qu'une hausse de 4,6 %.

Sources : Institut GfK, Ipsos, INSEE.

L'avis de l'Union nationale des retraités et des personnes âgées (UNRPA)

« *La demande d'aide est exponentielle* »

Claude Bernard, 70 ans, est président de l'Union nationale des retraités et des personnes âgées (UNRPA), qui regroupe 150.000 adhérents. « *À l'association, nous avons un comité de solidarité, qui fonctionne avec des dons, pour aider les retraités à payer les prothèses auditives ou les lunettes, par exemple. Depuis quelques années, la demande d'aide est exponentielle.* » Démontrant les difficultés économiques croissantes que rencontre une forte majorité de personnes âgées. « *Dans nos sections, nous avons aussi de plus en plus de mal à boucler un car ou une sortie. Deux raisons à cela : l'âge bien sûr, mais aussi la baisse du pouvoir d'achat. Beaucoup restent chez eux, n'ayant plus les moyens de faire quelques extras* », explique Claude. « *Ce phénomène est en constante augmentation depuis trois ans. Pourtant, quand on lit le rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR), on constate que le pouvoir d'achat n'a pas tant diminué. Mais on voit l'écart se creuser entre ceux qui ont les moyens et les autres.* » Au sein de l'UNRPA, « *60 % des personnes ont des difficultés économiques et vivent avec moins de 1000 euros, et 30 % d'entre elles n'ont que 600 euros… Il y a des situations très difficiles.* » Claude, lui, touche une retraite de 1.200 euros. Il ne « *mange pas cinq fruits et légumes par jour* » et surveille toutes ses dépenses ! »

CORRIGÉ

Les thèmes de la récession et de l'oppression sont dominants en 2008. D'abord, nous vient des États-Unis la crise des *subprimes*. Le professeur Shiller, économiste, interviewé dans Les échos, n'est pas optimiste. Il affirme que « *la crise immobilière qui frappe les États-Unis est la plus grave depuis la Grande Dépression* » et revient sur les causes de cette crise : « *on a poussé des gens à acheter des maisons surévaluées en recourant à des emprunts extrêmement complexes* », aux taux non seulement hauts mais pouvant varier dans des proportions insoupçonnées. L'article du *Figaro* explique qu'une tendance à risque s'est imposée début 2000 : les prix de l'immobilier, alors constamment à la hausse, ont rattrapé le revenu des ménages, entamant leur pouvoir d'achat. Tendance aussi à risque pour les marchés financiers, car les prix de l'immobilier ont ensuite chuté, ce qui pousse M. Shiller à parler de « destruction de valeur ». Comment faire baisser la tension sur les marchés financiers ?, se demande Éric Leser dans *Le Monde* : la solution consisterait-elle, pour les Banques Centrales, à racheter et à cautionner les crédits immobiliers responsables de la crise ? Proposition qui provoque des réticences mais qui a le mérite d'affronter le problème du manque de contrôle et de régulation que cette crise a cruellement révélé. L'article du *New York Times* nous décrit des États-Unis où les écriteaux « à vendre » fleurissent, et en particulier dans les quartiers résidentiels. La crise a frappé ceux qui vivaient au-dessus de leurs moyens, ceux qui pensaient pouvoir s'offrir la maison de leur rêve, et non pas seulement les foyers modestes. Les *échos* et *Libération* prévoient l'internationaliser de la crise.

Qu'en en est-il en Europe ? En France, il y a le constat d'une baisse du pouvoir d'achat (alimentant le sentiment de dépression). Le sondage mené par *Capital.fr* est clair : « *83 % des sondés estiment que leur pouvoir d'achat a baissé au cours des cinq dernières années.* » Et ce serait l'euro qui serait responsable. L'euro, mais aussi l'Europe de Bruxelles, selon l'enquête menée par *Lexpress.fr*. L'article du *Point.fr* met en avant l'inflation et la stagnation des salaires partout en Europe. *La Tribune* relève qu'on dispute non seulement des causes du problème, mais qu'on diverge aussi sur les moyens de s'y attaquer. *La Tribune* et *France soir* rappellent que les Français veulent la fin du règne de la « bricole » et attendent des propositions « concrètes » des décideurs. Certes les prix augmentent. Mais le pouvoir d'achat a-t-il réellement baissé ? Une autre enquête de *Capital.fr* avance des résultats paradoxaux : selon les données de l'INSEE, le « revenu disponible par tête » n'a cessé de progresser et les Français n'ont pas cessé de consommer. La perte de pouvoir d'achat ne serait qu'une illusion d'optique due à une méconnaissance des changements d'habitude de consommation et des postes de dépense. À deux nuances près : d'abord, l'écart se creuse entre les revenus modestes et les autres (comme le soulignent la première enquête de *Capital.fr* et l'*Union nationale des retraités et des personnes âgées*). Ensuite, n'entrent pas dans ces statistiques les dépenses immobilières, or celles-ci grèvent le budget des Français. L'impression d'une menace de récession demeure.

Aux signes de dépression économique générale s'ajoutent des signes d'inquiétude morale provoquée par la maltraitance des personnes dans le monde. Il y a la détention d'Ingrid Bétancourt qui se prolonge dramatiquement. Mais, de manière épineuse et brutale, la tenue des JO à Pékin en juillet prochain pose le problème du respect international des droits de l'homme. Car, comme le rappelle Reporter sans frontière, au moment où le CIO

choisissait Pékin (le 13 juillet 2001), la police chinoise intensifiait la répression, continuant de bafouer les libertés civiles des citoyens chinois. Et huit ans plus tard, rien n'a changé, comme le montre la répression musclée au Tibet en mars dernier. Repoter sans frontière rappelle que l'association s'était prononcée dès le début contre cette sélection. L'association, comme Marie Holzman dans *Marianne*, insiste sur l'ampleur et la gravité des violations des droits de l'homme dans une Chine nationaliste et autocratique. Une autre dépêche de Reporters sans frontière rapporte la sévérité de la censure et du contrôle de l'information en Chine et au Tibet. Les journalistes dénoncent ainsi une répression qui « se déroule à huis clos » au Tibet. Les autorités chinoises contrôlent tous les médias, y compris Internet et la télévision. L'article du *NouvelObs.com* relève cette main mise à travers le léger différé d'une minute lors de la retransmission télévisée de l'arrivée de la flamme olympique sur la Place Tiananmen, tout incident pouvant alors être censuré. Reporters sans frontière rappelle encore que la Chine a fait des promesses pour obtenir cette sélection, des promesses non tenues. Alors « faut-il boycotter les JO de Pékin ? » Marie Holzman répond dans *Marianne* que la question paraît dérisoire maintenant que le CIO a retenu la candidature de Pékin. Cependant elle ajoute : « *commercer avec la Chine n'exclut pas une certaine fermeté sur diplomatique sur les droits de l'homme* ». Et de fait les événements récents au Tibet provoque l'indignation d'une grande partie de la communauté internationale. Comme le met en avant l'article du *Monde* : « *La question tibétaine entache brutalement l'image avantageuse que voulait présenter le régime chinois* » et va « *doper tous les opposants à la tenue des JO à Pékin* ». L'article du *Figaro* raconte ainsi comment Steven Spielberg « a claqué » la porte de l'organisation des cérémonies d'ouverture, pour lesquelles il était consultant bénévole depuis plusieurs années. L'indignation qui envahit les médias occidentaux, va-t-elle gêner le bon déroulement des JO à Pékin ? L'avenir nous le dira, mais le fait est que le gouvernement chinois n'est pas prêt à l'autocritique, et sans doute la majorité des pays participants au JO n'envisagent pas le boycott. La politique de la puissance continue de s'imposer dans le monde.